

## Les politiques économiques ébranlées par l'instabilité des marchés

### Les limites d'un credo

Pour le président Reagan, le 22 octobre peut déjà être considéré comme un « jeudi noir ». Lors d'une conférence de presse — un exercice auquel il ne se prêtait plus que rarement ces derniers mois — il lui a fallu reconnaître ouvertement les limites du double credo qui l'avait fait porter au pinacle : la déréglementation et la baisse de l'impôt.

Constat de tirer les leçons du crash de Wall Street, le président américain a demandé à un groupe de travail d'élaborer, dans les soixante jours, des recommandations permettant d'éviter de nouvelles catastrophes à la Bourse. La mise en place de garde-fous, aussi limités soient-ils, marquera la fin de la libéralisation à tout va qui aura transformé les grandes places en jungles aux réactions dangereuses pour la stabilité financière internationale.

Accusé de toutes parts d'être à l'origine de l'élargissement de l'impasse budgétaire qui, avec le déficit des comptes extérieurs des États-Unis, constitue l'équilibre majeur du déséquilibre de l'économie mondiale, Ronald Reagan a été amené à reconnaître qu'il n'avait pas prévu qu'il maintiendrait jusqu'à présent soigneusement verrouillée, celle d'un éventuel relèvement de la fiscalité.

Succédant à ses déclarations en faveur d'une baisse de l'impôt, un tel revirement sera très douloureux pour le chef de l'exécutif.

Se refusant à toute autocritique, il n'a d'ailleurs pas caché ses préférences : le recours à des taxes sur les services plutôt qu'un relèvement de l'impôt sur le revenu, toujours « dommageable », selon lui, pour l'économie.

Il n'empêche qu'en acceptant la réunion d'un sommet avec le Congrès sur ce thème Ronald Reagan a reconnu le bien-fondé de l'analyse de tous les économistes : la combinaison explosive des déficits intérieurs et extérieurs américains exige une action volontariste rapide.

Rompus par dévotion au jeu des négociations et des compromis, les parlementaires américains se sont empressés de se féliciter. Le président n'a-t-il pas affirmé qu'il « mettait tout sur la table » des négociations « sans aucune autre condition préalable » ? La fin de six ans de dialogue de sourds entre la Maison Blanche et le Congrès sur le problème budgétaire valait bien le plaisir d'être salués, notamment par l'opposition démocrate.

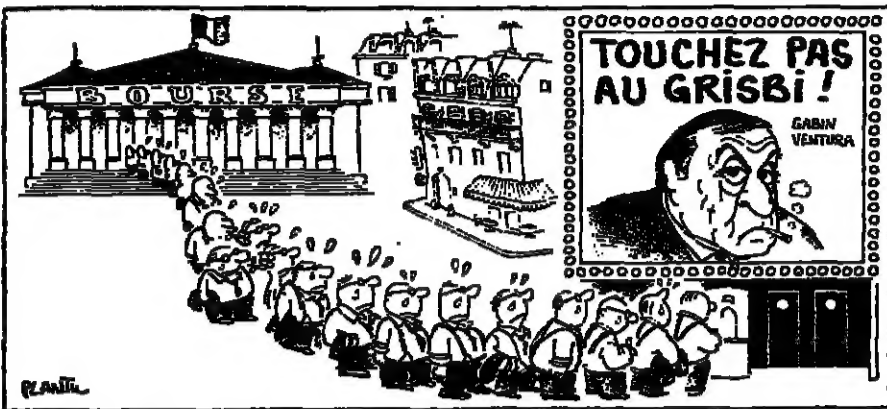
Trop souvent échaudés, encore traumatisés par l'effondrement de cette semaine, les marchés financiers ont réagi avec beaucoup plus de scepticisme. L'éventualité d'une entente sur le budget leur paraît encore lointaine, et sa portée hypothétique en pleine campagne présidentielle. La place de Tokyo a été la première à répondre, par une baisse de 5 %, aux propos du président Reagan. Une leçon supplémentaire après celle, cuisante, de la chute de Wall Street : les promesses et les ouvertures ne suffisent plus. Les opérateurs exigent des actes. Les auront-ils ?

- M. Reagan n'exclut plus une hausse des impôts
- M. Mitterrand réclame un nouvel ordre monétaire

Les marchés ont réagi avec incrédulité, vendredi 23 octobre, à la possibilité ouverte par M. Reagan d'infléchir — dans le sens d'un alourdissement — sa politique fiscale pour réduire le déficit budgétaire. Mais en fin de matinée, l'annonce de deux bons résultats aux États-Unis (voir p. 32) a amorcé le retournement de la tendance. C'est ainsi que, en début d'après-midi, la Bourse de Paris ne perdait plus que 0,3 %.

A Paris, au Forum de l'Expansion, M. Mitterrand a réaffirmé vendredi la nécessité de créer un nouvel ordre monétaire international autour du dollar, du yen et d'un ECU renforcé.

(Lire nos informations page 27.)



## La fin de l'hégémonie américaine

par Bruno Dethomas

Les économistes le savent, la crise des années 30 se serait produite, même si Wall Street n'avait pas connu son « jeudi noir » le 24 octobre 1929. Aussi, plutôt que d'avoir les yeux fixés sur les cours des Bourses — où, il est vrai, se font et se défont des fortunes par grand vent et où se jugera sans doute la politique de privatisation en France comme en Grande-Bretagne — il vaut mieux

s'interroger sur les causes profondes de l'inquiétude actuelle. C'est une banalité de le rappeler, trois grands déséquilibres menacent l'économie mondiale : les déficits américains et leur corollaire, les excédents japonais, l'endettement du tiers-monde et le chômage européen. Et ceux-ci sont à l'origine de phénomènes qui rendent plus complexe toute analyse comme toute solution : le niveau très élevé des taux d'inté-

rêt réels, l'abondance des liquidités en mouvement, l'évolution du taux de change du dollar accentué par l'explosion et la mondialisation des marchés financiers et par les déréglementations engagées depuis dix ans par les libéraux.

Certains effets de causalité sont évidents : les déficits américains sont à l'origine des taux d'intérêt trop élevés qui pénalisent les pays endettés du tiers-monde et qui affectent les taux

d'intérêt des autres pays industrialisés, pesant sur leur croissance et donc, pour partie, sur leur chômage. Mais d'autres ne le sont pas, comme le soulignait récemment M. Jean-Yves Haberer, l'ancien patron de Paribas : comment expliquer que les Bourses de valeurs mobilières, refuge des valeurs réelles en temps d'inflation, aient offert de telles plus-values en temps de désinflation ?

(Lire la suite page 28.)

## Le référendum sur les réformes en Pologne

### Solidarité dans l'embarras...

VARSOVIE  
de notre envoyé spécial

Les Polonais auront à se prononcer dans un mois en faveur de ce que les milieux dirigeants de Varsovie commencent à appeler un « modèle » national de « transformation démocratique ». D'après les indications fournies au début par le numéro deux du parti, M. Józef Cyrankiewicz, membre du bureau politique et secrétaire du comité central chargé de l'idéologie, le référendum du 29 novembre prochain portera, en effet, non seulement sur le projet de réforme économique proposé par les autorités, mais aussi sur une série de réformes politiques, dont la libéralisation du droit d'association.

La formulation exacte des deux questions auxquelles les Polonais auront à répondre par « oui » ou par « non » ne devait être annoncée que vendredi soir, 23 octobre, après avoir été présentée au Sejm (le Parlement). Il était acquis que les changements politiques porteront notamment sur les modes de gestion et de représentation des communes. D'aspect très technique, ces modifications des droits administratifs et électoraux sont, cependant, importantes. Elles devraient donner leur autonomie financière aux municipalités, qui bénéficieraient désormais d'une personnalité juridique leur permettant tout de percevoir directement des impôts que d'investir.

BERNARD GUETTA.  
(Lire la suite page 5.)

## Face à la concurrence

### Coup de jeune à Sciences-Po

Neuf mois après son arrivée à la direction de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Alain Lancelot commence à afficher clairement ses intentions réformatrices. « Sciences-Po est une maison qui marche bien et qui a rempli son contrat, explique-t-il. Mais il ne faut pas s'endormir face à la concurrence. Celle des grandes écoles de commerce, qui se sont lancées dans un remodelage en profondeur de leurs concours et de leurs cursus, comme on vient de le constater récemment à l'ESSEC ou avec la réforme des Sup de Co. Mais la concurrence est aussi celle des meilleures filières universitaires, qui, avec les masters créés depuis trois ans, s'efforcent d'adapter quelques-unes des recettes qui ont fait le succès de Sciences-Po.

Une réflexion globale est donc engagée rue Saint-Guillaume, pour moderniser la pédagogie et l'organisation des études, diminuer le nombre des cours magistraux dont l'inflation a été impressionnante au fil des années, mettre en place une évaluation des enseignants, ou encore renforcer l'ouverture internationale dans la perspective européenne de 1992. Autant de projets qui ont suscité quelque émoi lorsqu'ils ont été ébauchés devant les membres du conseil de direction, mais qui devraient prendre forme au printemps. Dans l'immédiat, les conditions d'accès à l'Institut vont être sensiblement modifiées dès la prochaine rentrée universitaire.

(Lire nos informations page 10.)

## Le prix Nobel de littérature

### Joseph Brodsky, le poète de Leningrad

L'Académie suédoise a décerné, le jeudi 22 octobre, le prix Nobel de littérature au poète d'origine soviétique naturalisé américain Joseph Brodsky.

par Georges Nivat

Joseph Brodsky naquit poète. Il était encore un garçon de vingt ans, gagnant sa vie comme friseur ou chauffagiste dans sa ville natale de Saint-Petersbourg-Leningrad, que déjà certains de ses poèmes parvenaient à la distance classique et à la maturité adulte. Comme si l'éclairage intemporel de ce poète, par ailleurs si contemporain, était d'emblée en place. Avec, déjà, la mesure qu'il applique à notre épo-

que. Un sens classique de la limite, des bornes à placer et des bornes à ne pas dépasser.

L'Antiquité grecque et latine a, certes, inspiré les poètes russes les plus grands, de Batiouchkov et Pouchkine à Viatcheslav Ivanov et Ossip Mandelstam, mais avec Brodsky le sens antique de la mesure redevient le geste même du vers, d'une saine fermeté de notre monde et d'une résistance forte à toute démesure. Définissant l'art de Marina Tsvetleva, lui-même a opposé croissance cristalline de la poésie à croissance linéaire de la prose. La géométrie du cristal et sa genèse instantanée s'opposent à l'indétermination du vivant, de l'affectif et du bavardage incessant de la langue humaine. La poésie de Brodsky

est un coup d'arrêt à l'inconsistance, à la divagation.

Au juge soviétique de 1963 qui lui demandait : « Qui a décidé que vous étiez poète, qui vous a classés dans les poètes ? », ce jeune homme de vingt-trois ans, accusé de « faimisme », répondit : « Personne... Et qui m'a classé dans le genre humain ? » Ce dialogue de sourds entre le poète et le pouvoir inaugura la dissidence en général, mais le mot a peu de sens appliqué à Brodsky. Il fut condamné à l'exil dans le Grand Nord, et en profita pour découvrir les poètes anglais et faire « un stage de poésie ». Auden lui enseigna à lire Thucydide pour mesurer la fin d'un monde.

(Lire la suite page 22.)

### Le gaz algérien au prix fort

Un casse-tête diplomatique et financier pour le gouvernement français.  
PAGE 29

### Inquiétude en Israël

Le peuple juif en « péril démographique ».  
PAGE 2

### L'effet Le Pen en Belgique

Les émeutes du président du Front national.  
PAGE 7

### Michel Rocard dans les livres

Une autobiographie et un portrait.  
PAGE 8

### La mort de Lino Ventura

Truand, policier, baroudeur... et homme de cœur.  
Page 21

### Veillées bretonnes

Privés de courants depuis une semaine, les habitants s'organisent.  
PAGE 10

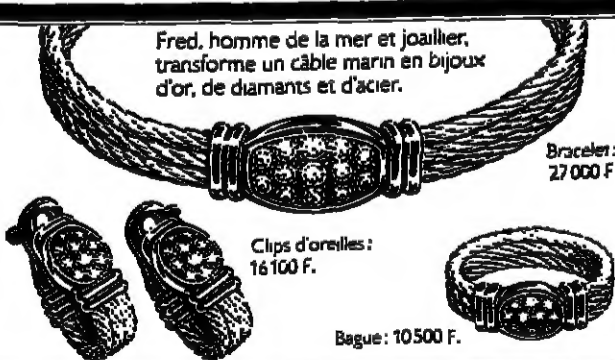
### Le Monde SANS VISA

■ Les Français et les vacances à l'étranger : du catalogue aux réclamations.  
■ A la découverte de Gand.  
■ Gastronomie. ■ Jeux.  
Pages 13 à 18

### LE MONDE DU VIN

PAGE 17  
Le sommaire complet se trouve page 32

## Force 10 la mer a ses diamants.



**FRED**  
JOAILLIER  
6, rue Royale, Paris. 42.60.30.65  
La Clarté, 74, Champs-Élysées, Hôtel Marignan, Espace "Galerie Lafayette", Paris • Aéroport d'Orly • 21, bd de la Croisette, Cannes • Hôtel Loews, Monte-Carlo • 20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Dallas • New York.

سكزا من الامم



## Etranger

صحة في العمل

## ISRAËL

## Le peuple juif en « péril démographique »

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Vieillesse, baisse de la natalité, augmentation des divorces et des mariages mixtes : « Le peuple juif est en danger », victime d'un déclin démographique et culturel qui « projette une ombre menaçante sur son avenir ».

Ce sombre diagnostic a été formulé par le président israélien, M. Chaim Herzog, devant la Conférence internationale sur la démographie du peuple juif, réunie du 19 au 22 octobre à Jérusalem. Les chiffres et projections avancés à l'occasion de ce symposium, tenu à l'initiative de la Conférence internationale sur la démographie du peuple juif, illustrent une lente érosion d'une population estimée à quelque 17 millions de personnes en 1988.

C'est une évolution qui concerne surtout la diaspora. En 1970, les communautés juives hors Israël représentaient 10,2 millions de personnes ; en 1985, la diaspora n'en comptait plus que 9,4. A ce rythme, les chiffres seront de 7,9 millions en l'an 2000 et de 5 à 6 millions un quart de siècle plus tard.

## Les mariages mixtes incriminés

Dernières estimations — que personne n'a contestées — il y a d'abord une réalité toute simple : dans les pays industrialisés, les communautés juives sont sujettes au même phénomène démographique que les autres — dénatalité après le « baby boom » de l'après-guerre, mariages en baisse, divorces en hausse et vieillissement de la population. Selon le Pr Roberto Bach, un des spécialistes du symposium, « 19 % des membres de la population juive en diaspora sont aujourd'hui âgés de soixante-cinq ans ou plus ; c'était le cas de 3 % de la population juive dans la Russie tsariste ».

Ces données ont rien de surprenant, les principales communautés juives de la diaspora appartenant pour l'essentiel au monde industrialisé et d'abord

aux Etats-Unis (5,7 millions) et à l'Union soviétique (1,7 million, selon le rapport cité à la conférence). Mais c'est aussi dans ces pays, comme en Europe occidentale, que viennent se greffer d'autres phénomènes, plus spécifiques et culturels.

Le premier facteur incriminé à ce titre est l'augmentation des mariages mixtes. « Dans les pays qui représentent 80 % de la diaspora, estime le professeur Bach, « un tiers des juifs épousent des non-juifs, et dans certains pays européens, où l'assimilation, a commencé très tôt, cette proportion peut atteindre 45 % des mariages ».

En URSS, près de la moitié des juifs épouseraient des non-juifs ; la plupart des enfants issus de ces mariages renonceraient, au moment du choix à seize ans, à leur « nationalité » juive. Aux Etats-Unis, 25 à 30 % des mariages seraient mixtes, et les conversions parmi les conjoints non juifs de plus en plus rares. « Qui est juif ? » Il était évident, dit-il, que la difficulté de discerner la « démographie du peuple juif » sans au moins effleurer ce déficit de la natalité, un débat qui, pour les plus orthodoxes, se pose en termes d'observance des préceptes religieux et de la tradition. Et nombreux furent les congressistes à dénoncer, comme l'Américain Israël Singer, vice-président du Congrès juif mondial, « le manque d'intérêt, sinon l'indifférence, des jeunes juifs à leur héritage culturel et religieux ».

Avec un taux de natalité très supérieur au reste du monde industrialisé, Israël — 3,3 millions d'habitants — échappe à cette morosité démographique de la diaspora. Pour reprendre la trame poétique formulée des statistiques, le taux de fertilité y est de 2,8 enfants par femme (1,5 en diaspora). Pour Israël, le « péril démographique » est autre : il tient au tassement de l'immigration et à la croissance de la population arabe, aussi bien dans les territoires occupés qu'à l'intérieur des frontières de 1967. Mais c'est là un autre débat.

ALAIN FRACHON.

Le nouvel ambassadeur d'Irak reçu par M. Chirac. — M. Abdel Razzak El Hechemi, nouvel ambassadeur d'Irak en France, a été reçu, le mercredi 21 octobre, pendant près d'une heure à l'hôtel Matignon par M. Jacques Chirac. A sa sortie de Matignon, M. Hechemi s'est refusé à préciser s'il s'agit d'un entretien avec M. Chirac de l'achat éventuel par Bagdad d'une vingtaine de chasseurs Mirage-F1. « Nous avons discuté des relations franco-irakiennes dans leur ensemble et j'ai été très heureux de cet entretien », a-t-il simplement répondu. Le 17 septembre dernier, M. Serge Dassault, président de Dassault-Breguet Aviation, avait indiqué par son conseil d'administration qu'il avait l'espoir de vendre une vingtaine de Mirage-F1 à l'Irak.

LIBAN : un responsable du PSNS assassiné à Beyrouth-Ouest. — M. Habib Kayrouz, un haut responsable du Parti social national syrien (PSNS, parti libanais laïc syrien) a été assassiné jeudi 22 octobre à Beyrouth-Ouest. Selon la police, quatre miliciens ont tiré une rafale de fusil-mitrailleur sur la victime qui se faisait raser la barbe dans un salon de coiffure du quartier

Hama à Beyrouth-Ouest, le tuant sur le coup.

Habib Kayrouz était responsable du département de l'information de la tendance dirigée par M. Issam Mahayri, que des affrontements meurtriers avaient opposé en septembre à la tendance conduite par M. Gebrane Jreij, dans les régions de Koura (Liban-Nord) et de la Bekaa (centre du pays).

Un communiqué des partisans de M. Mahayri avait accusé, la semaine dernière, la faction rivale, d'avoir assassiné deux de leurs, dans ces deux régions. Le PSNS s'est scindé en deux en janvier 1987. — (AFP.)

Un milliardaire palestinien enlevé à Beyrouth-Ouest. — Sept hommes armés ont fait irruption, jeudi 22 octobre à Beyrouth-Ouest, dans le bureau de l'homme d'affaires palestinien Badr Al Fahoum à l'Arab Insurance Company, dont il est le directeur, et l'ont emmené de force dans une voiture, a annoncé la police. Milliardaire, M. Fahoum, âgé d'une soixantaine d'années, a des intérêts dans de nombreuses entreprises, mais on ne lui connaît pas d'affiliation politique. — (Reuters.)

## Le conflit du Golfe

## Les forces américaines ne riposteront pas au tir de missile contre le terminal off-shore au Koweït

Les forces américaines dans le Golfe ne riposteront pas au tir d'un missile irakien jeudi 22 octobre contre le terminal off-shore du port pétrolier de Mina-al-Ahmadi, au Koweït. « Ce n'est pas notre politique. Vous connaissez la règle. Nous protégeons la navigation américaine et les forces américaines », a déclaré un haut responsable américain qui a requis l'anonymat.

M. Phyllis Oakley, le porte-parole du département d'Etat, a été plus précis : « L'attaque, a-t-elle dit, était clairement dirigée contre le Koweït. Le gouvernement koweïtien a l'initiative en ce qui concerne la réponse à apporter. Nous sommes en étroites consultations avec les Koweïtiens ». Elle a ajouté : « Cette dernière agression contre un Etat non belligérant suggère fortement que l'Irak a l'intention de poursuivre sa politique d'intimidation de ses voisins non belligérants. Nous condamnons cette agression et comptons que la communauté internationale fera rapidement le nécessaire pour s'attaquer à cette situation ».

La réaction prudente de Washington au tir de jeudi a été confirmée par le président Reagan, qui n'a pas évoqué cette affaire au cours de sa conférence de presse. Il s'est borné à réaffirmer que les Etats-Unis n'étaient pas en guerre dans le Golfe, mais qu'ils continueraient à protéger les voies de navigation. « L'ayatollah est en guerre, a-t-il dit, et s'il continue à mener ses actions de provocation », les Etats-Unis « essaieront de lui prouver que cela coûte vraiment trop cher ».

Au Koweït, le chargé d'affaires américain, M. Mohamed Frouji, a été convoqué dans la matinée de jeudi au ministère des Affaires étrangères et informé que le Koweït « réviserait toutes ses relations avec l'Irak au cas où celui-ci persisterait à poursuivre ses agressions ». Le ministre d'Etat aux Affaires étrangères, M. Saoud El Oest, a affirmé avoir reçu le diplomate irakien que les « agissements de l'Irak prouvent qu'il veut délibérément entraîner les pays non belligérants de la région dans ce conflit ».

Dans la soirée de jeudi, les ingénieurs koweïtiens s'efforçaient d'arrêter une fuite de pétrole qui s'est déclarée au terminal off-shore d'Al-Ahmadi, touché par le missile irakien. Le missile, qui a fait trois blessés, a causé des dégâts considérables sur la plate-forme centrale de

chargement, une structure qui émerge à 30 mètres au-dessus du niveau de la mer. Ce terminal sur pilotis, à 15 kilomètres à l'est du port d'Al-Ahmadi, construit en 1969, peut accueillir un super-pétrolier de 500 000 tonnes à chacun de ses deux quais.

## Réaction égyptienne

Selon des sources maritimes, aucun navire n'était à quel au moment de l'attaque et il n'y avait aucun obstacle entre lui et la péninsule de Fao, d'où serait parti le missile Silkorm. En tout cas, les

exportations pétrolières ne seront pas affectées, les navires de moindre tirant d'eau pouvant charger à la jetée nord du port d'Al-Ahmadi. Un chargement se fait normalement en seize heures au terminal off-shore, contre trente-cinq heures à la jetée nord.

A Téhéran, la radio officielle a fait part dans ses bulletins d'information du tir du missile, sans le revendiquer ni faire état des accusations koweïtiennes contre l'Irak. A Beyrouth, le Dihad islamique a communiqué « être disposé à assumer sa responsabilité nationale envers ses frères du Koweït », une formule qui, selon notre correspondant au Caire, Alexandre Baccianti, signifie que l'Egypte est prête à aller jusqu'au soutien militaire au Koweït si besoin était.

muniqué publié à l'occasion du quarantième anniversaire de la destruction à Beyrouth, le 23 octobre 1983, des quartiers généraux des contingents américains et français de la Force multinationale (plus de trois cents tués américains et français), le Dihad a affirmé que « les prochains jours vont dévoiler le poids réel des Etats-Unis qui sont incapables de faire face à la volonté des moudjahidines (combattants de l'islam) ». Le texte, accompagné de deux photos représentant les bâtiments qui abritaient les quartiers généraux des marines américaines et des soldats français, ajoute que « des milliers de nos frères attendent le moment propice pour suivre les pas des martyrs qui ont mené ces attaques ».

L'Arabie saoudite, la Jordanie et l'Egypte ont condamné à nouveau les « agressions irakiennes » contre le Koweït. L'Egypte a affirmé dans un communiqué « être disposé à assumer sa responsabilité nationale envers ses frères du Koweït », une formule qui, selon notre correspondant au Caire, Alexandre Baccianti, signifie que l'Egypte est prête à aller jusqu'au soutien militaire au Koweït si besoin était.

Entre-temps, les primes pour risques de guerre sur les cargaisons des navires circulant dans le Golfe ont été augmentées de 50 %. Selon le London War Risks Rating Committee, qui arrête officiellement des taux planchers pour les prix, ces primes, qui s'appliquent aux navires se rendant dans une zone du Golfe comprenant le Koweït et le nord des côtes de l'Arabie saoudite, passent ainsi de 0,50 % à 0,75 % de la valeur assurée des cargaisons. — (AFP-Reuter-AF.)

Le « Clemenceau », regagne Djibouti. — Le groupe aéronaval français, autour du porte-avions Clemenceau, regagne sa base arrière de Djibouti avant le fin du mois d'octobre, pour y subir des vérifications de ses installations de bord et de ses moteurs. Depuis le 24 septembre dernier, le Clemenceau, ses deux frégates d'accompagnement et son pétrolier-ravitailleur naviguaient en mer d'Arabie pour la protection, à distance, du pavillon français. C'est la deuxième fois que le groupe aéronaval français fait escale à Djibouti depuis que le gouvernement a décidé, à la fin de juillet dernier, de l'envoyer dans la région du Golfe.

## Pour protester contre la vente de fusées Silkorm à l'Irak

## Washington suspend ses transferts de haute technologie à Pékin

Washington a décidé de geler les exportations de haute technologie vers la Chine en raison de la vente par cette dernière de fusées Silkorm à l'Irak. Plusieurs missiles de ce type ont été récemment tirés sur des objectifs koweïtiens ou américains dans les eaux du Golfe. Cette mesure, annoncée, le jeudi 22 octobre, par le département d'Etat, n'empêchera toutefois pas la vente de matériel déjà approuvé. Depuis le réchauffement des relations sino-américaines à la fin des années 70, les Etats-Unis avaient libéralisé les règlements s'appliquant à la Chine, y compris en ce qui concerne le matériel militaire. Ils se sont ainsi engagés, pour environ 600 millions de dollars, en faveur de la modernisation de l'aviation chinoise et des équipements radar et radio. — (AFP.)

Sans résultats, apparemment, puisque la Chine tire un profit de plus en plus substantiel de ses ventes d'armes, sans aucune considération idéologique.

Intervienu le mois dernier par la chaîne NBC, le premier ministre, M. Zhao Ziyang, avait nié que son pays ait vendu des armes à l'Irak : « Jusqu'à présent, avait-il dit, je ne crois pas que les missiles dont dispose l'Irak soient de fabrication chinoise ». La situation dans le Golfe montre à l'évidence qu'il en est autrement, même si certains armements ont pu être vendus de manière indirecte. C'est sans doute pourquoi les Américains manifestent leur mécontentement qu'un pays qu'ils considèrent comme « ami » ait vendu des armes à l'adversaire irakien.

Autre pomme de discorde sino-américaine : le Tibet. Pékin a fort mal pris la visite à Washington fin septembre du dalaï-lama, surtout à un moment où de graves émeutes anti-chinoises éclatèrent à Lhassa. Les Chinois ont accusé le Congrès américain de s'ingérer dans leurs affaires intérieures en se préoccupant de la question des droits de l'homme dans ce territoire administré par Pékin. P.-d. B.

## A TRAVERS LE MONDE

## Haïti

## Dix mille personnes aux obsèques d'Yves Volé candidat à la présidence

Port-au-Prince. — Plus de dix mille personnes ont assisté, le jeudi 22 octobre, aux obsèques d'Yves Volé, l'avocat candidat à la présidence de la République, assassiné, le 13 octobre, devant le quartier général de la police de la capitale. En raison de la foule, le cercueil n'a pu prendre place dans le chariot et la cérémonie a été écourtée. Avant de prendre la route pour Jacmel, dans le sud-est de Haïti, où un enterrement devait avoir lieu, le cercueil funéraire a été suivi par la foule entonnant des chants à la louange du défunt et hostiles à ceux qu'elle considère comme ses « assassins maudits ».

A la demande de la chambre de commerce d'Haïti, les maîtres de la capitale ont fermé leurs portes pendant les cérémonies religieuses de la matinée. M. Volé, âgé de cinquante-deux ans, était un ancien lieutenant de l'armée haïtienne revenu d'exil après la chute de Jean-Claude Duvalier. Son assassinat par des agents en civil a été condamné par la classe politique, les syndicats et l'Eglise, et a soulevé l'indignation générale dans le pays.

L'ancien président des Etats-Unis Jimmy Carter, en visite à Port-au-Prince ce même jeudi, a souhaité, pour sa part, que la commission interaméricaine des droits de l'homme vienne enquêter en Haïti. Il a indiqué que les généraux Henry Namphy et William Regala, respectivement président et membre du Conseil national de gouvernement, lui avaient affirmé ne pas être

opposés à la venue d'observateurs des Nations unies et de l'Organisation des Etats américains (OEA) pour les prochaines élections générales du mois de novembre. La conférence des Eglises caribéennes avait déjà recommandé aux gouvernements des pays de la région d'envoyer des délégations pour suivre le déroulement du scrutin. — (AFP.)

Tunisie  
Augmentation des bas salaires  
Le conseil des ministres réuni le jeudi 22 octobre a décidé que les salaires minimums interprofessionnels et agricoles garantis (SMIG et SMAG) seront augmentés de 5 % à partir du 1<sup>er</sup> novembre et qu'un relèvement identique interviendra dans le courant de 1988. Des augmentations sont également prévues pour

les autres salaires, qui sont bloqués depuis 1983. La prime de rendement des fonctionnaires sera relevée, tandis que les ajustements pour les autres catégories professionnelles dépendront des possibilités de chaque entreprise d'améliorer la production par la compression des capacités de production.

Parallèlement à ces mesures, qui répondent notamment au souci du gouvernement d'améliorer le climat social, des dispositions de nature à renforcer la confiance des milieux d'affaires et à dynamiser les investissements ont été arrêtées, notamment la promulgation d'une amnistie fiscale, la diminution de 2 points du coût du crédit et l'assouplissement apporté à la réglementation des changes. — (Corresp.)

ETATS-UNIS : trois arrestations dans une affaire de transfert de haute technologie à l'URSS. — Les douanes américaines ont arrêté, jeudi 22 octobre, à San José (Californie) trois personnes, soupçonnées d'avoir voulu vendre illégalement à l'URSS les plans d'un super-ordinateur pouvant servir à des fins militaires. Ces plans volés à la société informatique Sany Computer Corp de Sunnyvale (Californie) qui ont été récupérés par le FBI auraient pu être utilisés pour construire l'un des plus puissants super-ordinateurs du monde, capable d'effectuer un milliard d'opérations à la seconde. Parmi les trois hommes arrêtés figurent Ivan Batnick, vingt-neuf ans, ancien employé de Sany Computer Corp, ainsi que son frère Steven Batnick. — (AFP, AP.)

UGANDA : libération de deux Français. — Deux hommes d'affaires français, Roger Hoffmann, cinquante-neuf ans, et Jean Zambach, vingt-neuf ans, arrêtés le 8 octobre à Kampala, capitale de l'Ouganda, ont été libérés, le jeudi 22 octobre, et rapatriés en France. Accusés d'avoir pénétré sans permission dans l'enceinte du Parlement, ils avaient comparu devant le Justice une semaine après leur arrestation et avaient plaidé non-coupables. Cette libération a eu lieu à la veille de l'apogée de la crise de la posture de l'Ouganda. La posture de l'Ouganda n'a pas cessé de susciter l'attention de la presse internationale. Au contraire, les deux hommes ont été libérés de la 1<sup>re</sup> arrestation.

UNIQUE ET INDISPENSABLE

**SYNTHESE POLITIQUE**

Le seul supplément hebdomadaire de la presse politique

Synthèse hebdomadaire de la presse politique

SYNTHESE POLITIQUE F.M.C. — 102, route de Paris 69260 LYON - CHABONNIERES-LES-BAINS

Tél. 306641 FMC — Tél. 72 38 44 — Tél. 78 34 70

**Le Monde**

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-97  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Abonné : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 687 F 1337 F 1952 F 2530 F

ÉTRANGER (par airmail) 1 - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS 399 F 762 F 1089 F 1380 F

2 - SUISSE, TUNISIE 504 F 972 F 1404 F 1808 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les numéros propres et capitales d'imprimerie.

Le Monde USPS 765-910 et published daily, except Sundays, for \$400 per year by Le Monde c/o Speedpost, 45-45 39th Street, LIC, NY 11104. Second class postage paid at LIC and additional offices. NY postmaster: send address changes to Le Monde c/o Speedpost USA, INC. 45-45 39th Street, LIC, NY 11104.

**Le Monde**

TÉLÉMATIQUE

Composé 3615 - Tape LEMONDE

**Le Monde**

PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F



# Diplomatie

Les répercussions du voyage de M. Mitterrand en RFA

## M. Genscher salue « un puissant encouragement à l'Europe »

La clarification tentée par M. François Mitterrand au cours de sa visite d'Etat en RFA sur la doctrine française de dissuasion n'a pas donné lieu pour l'instant à d'amples commentaires à Paris. Le porte-parole du premier ministre, M. Denis Baudouin, a indiqué, le jeudi 22 octobre que les propos de M. Mitterrand sur le désarmement « étaient d'une grande subtilité et méritaient une étude au microscope ». Cette subtilité a, semble-t-il, quelque peu déconcerté la presse ouest-allemande, qui, assez peu habituée au style du discours mitterrandien, a préféré dans l'ensemble reproduire les propos du président français plutôt que de se risquer à les commenter.

Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Genscher, a en revanche saisi sans réserve la visite de M. Mitterrand comme un « puissant encouragement à l'Europe » et s'est félicité jeudi que Français et Allemands se trouvent « au coude à coude sur les questions essentielles ». M. Genscher a jugé particulièrement important que M. Mitterrand semble, comme lui, vouloir mettre à profit le cours actuel de la politique soviétique

pour améliorer la coopération avec l'Est, entreprise pour laquelle les Allemands ne veulent pas « être laissés seuls » et qu'il n'entendent mener qu'en s'appuyant sur la Communauté européenne, et avant tout sur la France.

M. Genscher a également souligné la « grande compréhension » dont a fait preuve le président français pour les préoccupations de ses compatriotes, en particulier en écartant l'idée que des armes nucléaires françaises pourraient un jour s'abattre sur le territoire allemand. Le ministre des affaires étrangères allemand s'est enfin déclaré « fortement impressionné » par la façon dont M. Mitterrand, au cours de ce voyage, a exposé la doctrine française de dissuasion en la présentant plus clairement que jamais comme un moyen d'éviter la guerre.

Le président français était amplement revenu sur ces questions de défense lors de la conférence de presse qu'il a donnée jeudi à Hanovre, avant de quitter la RFA. Il a une nouvelle fois rappelé que les armes préstratégiques françaises (les Pluton et Hadès, celles qui inquiètent tant les Allemands) ne

peuvent être conçues comme un prolongement tactique des armes conventionnelles, mais qu'elles « entrent dans la nature d'un conflit qui serait nucléaire ».

M. Mitterrand est également revenu sur la notion d'« ultime avertissement » en insistant sur la nature nucléaire de cet avertissement et sur le fait qu'il ne peut y en avoir qu'un seul : « C'est le premier et le dernier. Après, c'est la guerre nucléaire », a déclaré le président, en rejetant l'idée selon laquelle on pourrait « découper en petits morceaux les avertissements nucléaires ».

### Critiques de la presse allemande

Le président de la République n'est pas allé plus loin dans la clarification de la doctrine française. S'il a rappelé que les Pluton devaient disparaître de l'arsenal français en 1992 (« Ne soyez pas déçus », disait-il aux journalistes), il n'est pas allé au bout de sa pensée en ce qui concerne le rôle réservé aux Hadès. Ces armes, même si leur portée était allongée, ne pourraient

atteindre le territoire soviétique à partir de la France.

Le président de la République, répondant à une question sur les armes neutroniques, a rappelé que la France « se dotera de toute arme possédée par d'autres pays ». Cette arme s'assimile d'ailleurs, dans l'esprit du président de la République, à une arme conventionnelle qu'à une arme nucléaire. « Cette arme, a-t-il dit, doit entrer dans la panoplie française si les menaces se précisent ; mais à un moment où une phase de vrai désarmement est engagée, la France revient pas à la France de créer le désordre ».

Ces déclarations n'en ont pas moins valu à M. Mitterrand les critiques de la presse ouest-allemande proche du mouvement écologiste, notamment du Tageszeitung de Berlin. La question a donné lieu également à une mise au point du porte-parole adjoint du gouvernement ouest-allemand qui a démenti qu'il eût été question de la bombe à neutrons dans les entretiens que le président de la République a eus avec le chancelier et le ministre des affaires étrangères.

CLAIRE TRÉAN.

La visite du secrétaire d'Etat américain à Moscou

## La réduction des armements stratégiques à l'ordre du jour des entretiens de M. Shultz avec M. Chevvardnadze

Le secrétaire général du PC soviétique, M. Gorbatchev a ouvert, vendredi matin 23 octobre, à Moscou, une séance de discussion avec le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz. « Je crois que cela va se faire », a déclaré le numéro un soviétique à propos du prochain sommet avec M. Ronald Reagan. « Nous avons fait du bon travail, mais nous ne sommes pas satisfaits », a commenté M. Shultz, ajoutant : « On y arrivera ».

### MOSCOU de notre envoyé spécial

Les porte-parole du Département d'Etat, M. Charles Redman, et du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Guennadi Guerassimov, ont offert, jeudi soir, aux journalistes le spectacle d'une harmonie quasi parfaite. Pas la moindre fausse note, pas l'ombre d'un désaccord. C'est à peine si M. Guerassimov, interrogé avec quelque insistance sur la situation dans le golfe Persique, a bien voulu rappeler que l'URSS était contre toute escalade.

De part et d'autre, on parle de « progrès », on décrit comme « constructifs », « sérieux », les entretiens soviéto-américains et l'on confirme l'« optimisme » exprimé avant la rencontre entre MM. Shultz et Chevvardnadze.

De part et d'autre, également, on apprécie la méthode inaugurée le mois dernier à Washington — dont chacun conserve apparemment bon souvenir — qui consiste à organiser, parallèlement aux conversations qu'ont les ministres en comité restreint, des « groupes de travail » chargés de traiter de chapitres précis. Huit groupes de ce type ont été formés pour les entretiens de Moscou chargés des questions suivantes : projet d'accord sur l'élimination des missiles intermédiaires FNI ; négociations sur la réduction des armements stratégiques (START) avec compétence pour discuter également des armements de l'espace et de l'interdiction du traité ABM ; armes chimiques ; essais nucléaires ; armement classé ; questions bilatérales ; droits de l'homme ; conflits régionaux.

L'ordre du jour est, comme on voit, fort vaste, même si certains sujets retiennent actuellement plus d'attention que d'autres. M. Chevvardnadze au ait engagé jeudi la discussion sur les arme-

ments stratégiques signifie-t-il que l'accord est acquis sur les FNI ? « Nous avons eu une bonne discussion sur les FNI », répond M. Redman, mais des questions de détail doivent être résolues touchant au calendrier, aux mesures de vérification... » Expressément interrogé sur les Pershing-1 A de la RFA, le porte-parole du département d'Etat consentait à dire que le groupe de travail concerné travaillait encore jeudi soir sur ce sujet.

Quant aux armements stratégiques, les conversations ont été « conceptuelles » ; les problèmes de vérification sont ici « beaucoup plus compliqués que pour les FNI ». Le sujet a sans doute été traité vendredi, lors de la rencontre avec M. Gorbatchev. Dans le même contexte, le porte-parole soviétique estime pouvoir citer M. Shultz selon qui, dit-il, « le sommet de Reykjavik a été l'une des rencontres les plus constructives de l'histoire des relations soviéto-américaines ».

Quant au prochain sommet, c'est là encore, de la rencontre de vendredi au Kremlin, que tout dépendait. M. Gorbatchev se réservant sans doute d'en confirmer le principe et la date.

En dépit de la prudence des deux porte-parole, il est assez clair que les entretiens ont bien commencé dans les groupes de travail qu'aucun grain de sable — pas même l'action militaire américaine contre l'Iran — n'a fait grincer les mécanismes des négociations.

On en voit le signe dans le fait qu'avant même la conclusion en bonne et due forme d'un accord sur les missiles intermédiaires, les discussions sont engagées, au niveau des ministres et déjà d'un groupe de travail, sur le principe formulé à Reykjavik d'une réduction de 50 % de part et d'autre des armements stratégiques offensifs. Dans le même ordre d'idées, on note que le problème des armements de l'espace — « la guerre des étoiles » — chère au président Reagan et naguère présentée comme un obstacle insurmontable à tout accord — n'est plus évoqué que dans le cadre des questions posées par l'interprétation du traité ABM.

MM. Shultz et Chevvardnadze ont cependant présenté les choses de façon différente, jeudi, et en croire leurs porte-parole respectifs. Selon M. Chevvardnadze, « tout est possible si les experts n'échouent pas ». Le chef de la diplomatie américaine a estimé, pour sa part, que le succès des négociations dépendait de « ceux qui sont au sommet ».

ALAIN JACOB.

La visite du ministre sud-coréen des affaires étrangères

## La coopération militaire avec Séoul évoquée à Paris

L'organisation des Jeux olympiques de Séoul l'an prochain et une coopération éventuelle en matière d'armements ont été au centre des entretiens entre M. Jean-Bernard Raimond et son homologue sud-coréen, M. Choi Kwang-Soo, en visite officielle à Paris. M. Choi s'est également entretenu avec M. Jacques Chirac et les ministres de la défense et du commerce extérieur.

Aucune précision n'a été fournie sur la coopération militaire avec Séoul, qui a déjà acheté quelques hélicoptères Alouette et a « des besoins spécifiques » pour sa

marine, en particulier dans le domaine des sous-marins. A propos du récent déficit de la balance commerciale aux dépens de la France, M. Raimond a demandé, lors du dîner offert en l'honneur de M. Choi, que « l'Europe bénéficie d'un traitement semblable à celui consenti aux autres grandes puissances commerciales, notamment les Etats-Unis ». Le ministre sud-coréen lui a répondu que son pays et la France possédaient des économies « fondamentalement complémentaires ».

Les déclarations du chef de l'Etat sur la politique de dissuasion française

## Des armes nucléaires préstratégiques le plus à l'est possible

Février 1986 : au sommet de Paris, la France se déclare disposée, par la voix de M. François Mitterrand, à consulter l'Allemagne fédérale à propos de l'emploi de ses armes préstratégiques sur le sol ouest-allemand. A une double restriction près : qu'elle ait le temps de prévenir ses alliés, compte tenu de la rapidité d'un engagement éventuel de ces armes en Europe, et que la décision finale reste dans les seules mains du président français, qui ne délègue à personne.

Octobre 1987 : la France précise, par la voix de M. Mitterrand à Augustsbourg, puis à Aix-la-Chapelle, que rien ne permet d'affirmer que l'ultime avertissement, représenté par la menace de ses armes nucléaires et lancé en direction de l'adversaire potentiel, serait nécessairement dérivé sur le territoire allemand. La dissuasion française est la capacité, pour un pays armé de la force nucléaire, d'atteindre directement le sol de l'agresseur, et non pas celui de son allié allemand.

En quelque dix-huit mois, le chef de l'Etat français a apporté et mis sur la place publique, à sa manière, deux garanties qui sont dans le droit-fil des accords Ailleret-Lemmeritz (1967) et Valentin-Farber (1974) (1), puis des conventions ultérieures (1978) entre la 1<sup>re</sup> armée française et le commandement en chef des forces alliées du Centre-Europe, en Allemagne.

Ces textes sont secrets mais, d'une certaine façon, M. Mitterrand vient de lever un coin du voile. Avec l'espoir, sans doute, qu'il apaisera les inquiétudes d'une large partie de la population allemande, travaillée par la crainte que la force nucléaire française puisse inopinément s'abattre sur elle.

### Les règles du jeu

Que prescrivent ces textes ? Très schématiquement, le établissement que la 1<sup>re</sup> armée française, c'est-à-dire, principalement, deux corps d'armes stationnés de part et d'autre du Rhin, et la Force aérienne tactique (FATAC), qui l'appuie de ses avions normalement basés en France, interviendraient — si l'ordre présidentiel leur était donné — bien au-delà de leurs garnisons actuelles du temps de paix, aux côtés des alliés, avec les armes nucléaires préstratégiques qui leur sont organisées rattachées, même si celles-ci sont, aujourd'hui, stockées dans l'hexagone pour des raisons de sécurité nationale.

Depuis 1974, notamment, c'est le principe acquis, et les procédures militaires ont été mises en place à dessein. La 1<sup>re</sup> armée armée et la FATAC forment un couple avec, lorsqu'il se met sur le terrain, ses armes nucléaires préstratégiques en propre. Sous l'autorité du chef de l'Etat, la 1<sup>re</sup> armée et la FATAC manœuvreraient, en cas de crise et, à plus forte raison, lors d'un affrontement en Europe, pour atteindre depuis l'Allemagne des cibles militaires le plus à l'est possible.

A sa façon, M. Mitterrand a donc rappelé aux Allemands, les dirigeants de Bonn n'ignorant pas pour leur part les accords passés ni les règles du jeu, — que Gribouille n'a pas pu inspirer la politique militaire de la France. Pour deux raisons.

D'abord, dès les premiers signes d'une dégradation en Europe, la France serait dans le même bain que ses alliés et, par conséquent, elle s'intéresserait — dès que sonne le tocsin — à positionner ses forces, y compris avec leurs armes nucléaires préstratégiques, le plus à l'est possible. La posture des unités en temps de paix n'est pas celle du conflit et il ne faut pas déduire de la première que les Français resteraient les bras croisés devant le Rhin. Au contraire, les simples manœuvres préparatoires de la 1<sup>re</sup> armée et les mouvements initiaux de la FATAC, avec leurs armes

nucléaires préstratégiques, sont déjà un premier signal envoyé à l'adversaire. La menace de l'emploi de ces mêmes armes serait l'ultime avertissement.

Ensuite, et c'est la seconde raison, la France serait inconsciente si elle avait proposé à l'Allemagne de cumuler, sur son sol, les destructions opérées par les armes classiques et par les armes nucléaires. Ce serait, pour la France, le meilleur moyen d'offrir à l'agresseur ses propres troupes en holocauste à un éventuel chantage nucléaire et, de plus, la contre-attaque sur le sol dévasté d'un allié ne serait pas crédible.

### Deux armes anti-forces

Il y a, sur ce point précis de l'arme nucléaire préstratégique, une relative continuité de réflexion, malgré les apparences, chez les dirigeants français depuis des décennies.

En 1971, c'est le général de Gaulle qui, après avoir approuvé le projet de système d'armes Pluton, indiquait en substance au chef d'état-major de l'armée de terre, son gendre, le général Alain de Boissieu : si la France a, un jour, à choisir entre l'arme stratégique et l'arme tactique (aujourd'hui dénommée arme nucléaire préstratégique), il lui faut garder la seconde car il vaut mieux perfectionner ce qui se passera avant l'apocalypse que chercher à perfectionner cette même apocalypse.

Dix ans plus tard, après 1981, c'est M. Mitterrand qui a retenu, parmi les dossiers débattus pour M. Valéry Giscard d'Estaing sans qu'il y ait eu de décision arrêtée à l'époque, le projet de version à plus longue portée du missile sol-sol Hadès et le lancement définitif du programme, envisagé du temps de son prédécesseur, d'un Mirage 2000 avec le missile air-sol nucléaire ASMP.

Deux armes anti-forces, dont on pourrait croire qu'elles font double emploi. Mais, la première, le missile Hadès, qui remplacera le Pluton, est véritablement tout temps. La seconde, le Mirage 2000-N, a l'avantage d'aller plus loin encore et, avec un super-ASMP qui existe dans les cartons des ingénieurs, il succéderait au Mirage-IV.

Voilà donc rappelées, en terre allemande, par le chef des armées françaises, les grandes lignes de l'engagement militaire de la France aux côtés de ses voisins et sur le sol européen.

### Un échelon européen

Dès le début du conflit, comme il a été établi de longue date et parce qu'elles sont mobiles, les armes nucléaires préstratégiques françaises, qu'elles soient terrestres ou aériennes, appuieraient massivement la 1<sup>re</sup> armée ou chacun des corps d'armée. Comme ils ont besoin de transmissions sûres et de moyens d'observation à distance de leurs cibles, les missiles Hadès auraient avantage à être réunis en une même grande unité, à la différence des batteries Pluton qui sont intégrées au corps d'armée.

De leur côté, les avions de la FATAC attendraient plus dans la profondeur de l'adversaire. Le président de la République, s'il devait donner l'ordre d'engagement, ne dériverait pas d'autorisation au coup par coup : il pourrait accepter de laisser tirer par l'un ou plusieurs coups à l'intérieur d'un « créneau » de temps très soigneusement fixé.

Mais un tel schéma pourrait perdre de sa cohérence avec les changements que va introduire, sur le théâtre européen, le retrait des

missiles intermédiaires américains et soviétiques. Et, dans ces circonstances-là, la France peut-elle prendre l'initiative de lancer l'idée d'un échelon intermédiaire de la dissuasion propre à l'Europe, qui conviendrait l'Allemagne ?

C'est tout le sens du débat actuel, que M. Mitterrand n'est pas allé jusqu'à aborder outre-Rhin. Un débat encore très discret, voire secret, entre Allemands, Français et, même, Britanniques sur le point de savoir s'il existe des armes (l'ASMP français, ou son successeur, le super-ASMP, tiré sur le deuxième échelon adverse ; le Hadès français, ou une version à plus longue portée ; le missile S 4 français, ou le modèle mobile qu'on peut en dériver ?) et des systèmes de sécurité (une double clé sur le vecteur lui-même, et sur la tête explosive ?) qui un jour pourraient servir de base à la construction d'un échelon nucléaire intermédiaire de la dissuasion européenne.

Le débat est délicat à orchestrer sur la place publique. L'ombre de « l'option triple zéro » (la suppression en Europe des engins de 0 à 500 kilomètres) plane sur la perspective d'une dissuasion propre à un « pilier européen » de l'Alliance atlantique. L'armement éventuel, par la France, de ses missiles Hadès en munitions neutroniques, après 1992, est une autre ombre au tableau, tant les Allemands redoutent les effets de cet arsenal.

M. Mitterrand, lui-même, n'aura pas contribué à clarifier la situation en commentant la charge neutronique — une arme thermodynamique miniaturisée — à un abus d'érudition. Une comparaison étonnante chez un homme qui tient à distinguer les armes classiques des armes nucléaires, sur lesquelles il exerce son contrôle.

JACQUES ISNARD.

(1) En 1967, le général Ailleret était chef d'état-major des armées françaises et le général Lemmeritz commandant suprême des forces alliées en Europe (SHAPE). En 1974, le général Valentin était commandant de la 1<sup>re</sup> armée française et le général Farber inspecteur général (chef d'état-major) de l'armée de terre ouest-allemande.

### Un arsenal terrestre, aérien et naval

Les armes nucléaires préstratégiques de la France se décomposent en moyens terrestres, aériens et navals.

1) Les moyens terrestres : cinq régiments mettant en œuvre des rampes de Pluton (montées sur char AMX-30) qui tirent des charges nucléaires à 120 kilomètres de portée. Après 1992, les Pluton seront remplacés par des rampes de Hadès (montées sur des semi-remorques à roues) qui tirent une charge nucléaire (y compris l'arme neutronique) à 450 kilomètres de portée.

2) Les moyens aériens : cinq escadrons d'avions Mirage-III-E et Jaguar capables d'emporter, à plus de 800 kilomètres de distance, des charges nucléaires. Après 1988, des Mirage 2000, armés d'un missile air-sol à moyenne portée (300 kilomètres) dénommé ASMP, seront capables de missions de 1200 kilomètres (ou davantage, avec des ravitaillements en vol).

3) Les moyens navals : deux flottilles d'avions d'attaque Super-Etendard, embarqués sur les porte-avions et équipés de charges nucléaires, puis, eux aussi, du missile ASMP.

Ces moyens préstratégiques se distinguent des moyens stratégiques qui reposent sur dix-huit Mirage-IV (équipés du missile ASMP), sur six sous-marins nucléaires lance-missiles et sur dix-huit missiles sol-sol enterrés au plateau d'Albion.

## LUXE CALME & VOLUPTÉ



Le nouvel album de Sempé

Denoël

سكنا من الاصل







## Afrique

### BURKINA-FASO : huit jours après le coup d'Etat La situation paraît se normaliser à Ouagadougou

Huit jours après le coup d'Etat qui a porté une nouvelle équipe au pouvoir, la normalisation se poursuit au Burkina-Faso. La multiplication des réunions de sécurité aux abords de la présidence et des bâtiments du Conseil de l'Entente, où le capitaine Sankara a trouvé la mort le 15 octobre, sont les seuls signes perceptibles du coup d'Etat.

De jour, Ouagadougou offre le spectacle d'une ville normale. Bellet incessant de motocyclistes, maquis (petits restaurants) bondés à l'heure des repas, marcheurs à l'effort d'une piécette, comme si rien ne s'était passé. Il n'y a aucun signe perceptible des combats qui firent rage il y a une semaine, entraînant la mort d'une cinquantaine de personnes, selon des informations obtenues de la source source dans la capitale burkinabè.

Pas d'impacts de balles, de véhicules militaires, il semble que les combats les plus violents se soient déroulés à l'intérieur des camps militaires de la capitale, notamment au camp Guillaume, zone militaire formellement interdite aux civils. Visiblement, tout le monde attend. Rien ne paraît encore totalement joué, et les nouveaux dirigeants ont encore tout à prouver, notamment leur volonté de « rectification », véritable leitmotiv des discours officiels.

Le premier avion, qui a pu quitter le Burkina-Faso à destination de Paris depuis le putsch, est arrivé, jeudi soir 23 octobre, à Paris, avec quatre-vingt passagers. En majorité de nationalité française, les passagers ont affirmé qu'à aucun moment ils n'avaient été inquiétés. « L'armée était partout. C'était un petit peu inquiet de voir des blindés et des mitrailleuses mais cela a été très bref. Il n'y a pas eu plus de vingt morts », a affirmé un enseignant qui dirigeait un stage à quelques mètres de l'immeuble du Conseil de l'Entente où le capitaine Sankara a été tué. Aucun voyageur souhaitait quitter Ouagadougou, européen ou burkinabè, n'en a été empêché, ont précisé les passagers.

La situation, en ce qui concerne les militaires, s'est clarifiée, jeudi 23 octobre, avec l'annonce, de source autorisée, du ralliement au Front populaire de la troisième région militaire, ainsi que de nombreuses autres garnisons. Figure importante de l'armée, le capitaine Boulant Kabore, commandant de la 3<sup>e</sup> région militaire (zone centre-ouest du pays), s'était jusqu'à mercredi soir retranché avec quatre cents parachutistes dans la ville garnison de Koudougou, d'où il discutait avec les envoyés du Front populaire son éventuel ralliement.

La situation créée par ce flottement au sein de l'armée faisait dire à de nombreux Burkinabè que si les militaires n'étaient pas capables de résoudre leurs problèmes autrement que par les armes, il valait mieux qu'ils rendent le pouvoir aux civils. — (AFP.)

### ANGOLA

#### L'offensive gouvernementale contre l'UNITA aurait échoué

Les rebelles angolais de l'UNITA, soutenus par Pretoria, ont repoussé une importante offensive du gouvernement de Lusaka commandée par des officiers soviétiques, indiquant-on jeudi 22 octobre à Johannesburg de source diplomatique (Le Monde du 6 octobre).

### ZIMBABWE

#### Une mise au point de l'ambassade à Paris

Réagissant au bulletin de l'étranger consacré à la situation politique au Zimbabwe et publié dans nos éditions du 4 octobre, l'ambassade de ce pays à Paris nous adresse une lettre dont voici des extraits :

La fermeture des bureaux du Zapu a été décidée afin de permettre à la police de mener une enquête sur les activités des bandes et des dissidents du Matabeleland. Les premiers indices ont laissé apparaître qu'il y avait un lien étroit entre les dissidents et l'infrastructure du Zapu dans la région concernée. Toutefois, cette fermeture n'est que provisoire. Elle ne durera que le temps nécessaire à l'enquête. Votre article semble absoudre le Zapu de tout reproche (...). Le Zapu accepte (et l'a dit à plusieurs reprises) que le système du parti unique est le mieux adapté à notre pays. Leur différence de point de vue avec le parti au pouvoir réside seulement sur la façon de faire fonctionner ce parti unique. (...)

En ce qui concerne la suppression des vingt sièges réservés aux Blancs, et étant donné que ceux-ci étaient des sièges réservés, ils étaient discriminatoires, particulièrement d'un point de vue racial. Ils devaient donc être abolis.

La radio sud-africaine avait, auparavant, cité M. Jones Savimbi, le chef des rebelles angolais, selon lequel l'armée gouvernementale avait commencé son retrait après les combats qui avaient eu lieu près de la rivière de Lomba, dans le sud-est du pays. De source diplomatique, on précise que les bombardements à longue portée de l'artillerie sud-africaine ont joué un rôle capital dans le succès de la riposte des rebelles, infligeant aux troupes gouvernementales de très lourdes pertes en vies humaines, tandis que les missiles sol-air Stinger fournis à l'UNITA par les États-Unis mettaient en fuite les chasseurs angolais Mig de fabrication soviétique, pilotés par des Cubains.

Selon M. Savimbi, qui affirme contrôler un tiers de l'Angola, le gouvernement de Lusaka a mobilisé environ dix-huit mille soldats commandés par le général soviétique Constantin Chagovitch pour son offensive lancée près de la frontière sud-africaine.

Le nombre important de victimes s'expliquerait par la rivalité et le manque de compréhension entre soldats angolais sur le terrain et officiers soviétiques commandant l'opération depuis la ville de Quito-Canaavale. Pretoria a confirmé ce mode de ses troupes avaient été envoyées en Angola, ne mentionnant qu'en passant les combats.

Pour sa part, l'Angola a accusé jeudi l'Afrique du Sud d'avoir profondément pénétré dans son territoire et bombardé ses troupes et la population civile pour soutenir l'UNITA.

Selon une dépêche de l'agence anglaise de presse Angop, reçue à Libonne, l'aviation sud-africaine a violé à quarante et une reprises le territoire angolais entre le 9 et le 20 octobre, effectuant au moins huit raids aériens. — (Reuters.)

### ABONNEMENT SPÉCIAL

## LE MONDE DU VIN

Pour avoir tous les numéros du concours avec les questions et toutes les vignettes de participation, abonnez-vous au Monde du numéro daté 13 octobre au numéro daté 30 novembre 1987, au prix spécial de 190 F (pour l'étranger, nous consulter).

### ABONNEMENT LE MONDE DU VIN

DU 13 OCTOBRE AU 30 NOVEMBRE 1987

Nom : \_\_\_\_\_ Prénoms : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Bulletin d'abonnement à renvoyer accompagné de votre règlement à :

Le Monde, service des abonnements, BP 50708, 75422 Paris cedex 09.

ou par MINITEL 3615 LEMONDE puis 400.

L'abonnement sera servi avec effet rétroactif.

Le Monde

### POLOGNE : le référendum sur les réformes

#### Solidarité dans l'embarras...



(Suite de la première page.)

Sans même parler du fait que ce mouvement s'accompagnerait de la mise en place d'organes élus plus représentatifs, cette réforme politique vient ainsi accompagner le mouvement général de décentralisation des décisions que prévoit la réforme économique. Leurs effets conjugués auraient pour conséquence de redistribuer, au profit des entreprises et des communes, la propriété collective dont l'Etat central pourrait, à terme, n'être plus la principale incarnation.

Plus immédiatement spectaculaire, la libéralisation devrait, indiquait-on jeudi au bureau politique, assurer l'enregistrement de droit — par les tribunaux et non plus par l'administration — de toute organisation dont les statuts comporteraient le respect de la Constitution — c'est-à-dire de la nature du régime — et des lois en vigueur. Ce second point vise essentiellement à empêcher toute tentative de reconstitution de Solidarité dans la mesure où la législation actuelle, tout en reconnaissant le principe du pluralisme syndical, en « suspend » l'application pour une durée indéterminée.

L'ensemble de ce dispositif place d'ailleurs la direction du syndicat dissous dans une situation particulièrement difficile car il ne lui est pas plus possible d'appeler à voter « oui » que de faire campagne en faveur du « non » ou d'un boycottage. La première option reviendrait, en effet, à avaliser politiquement la

dissolution de Solidarité et à accepter, dans le même temps, une réforme économique qui va se traduire par plusieurs années d'austérité et d'insécurité de profondes différenciations sociales. Quant à un refus (sous une forme ou une autre) du référendum, il reviendrait à repousser, non seulement une réforme largement inspirée de celle qu'avait proposée le syndicat du temps de son existence légale, mais aussi la légalisation — et donc la multiplication — de clubs de discussions politiques — envers lesquels les autorités font, d'ores et déjà, preuve d'une tolérance nouvelle.

Pris de cours par cette soudaine offensive du général Jaruzelski, les dirigeants syndicaux ont, pour l'instant, évité d'adopter une attitude tranchée et pensent de plus en plus s'abstenir de toute consigne de vote afin de marquer leurs critiques, sans pour autant passer pour ce qu'ils ne sont pas : des partisans du tout ou rien.

Quant à la grande masse de la population, fatiguée par les difficultés quotidiennes et n'attendant plus de miracle de Solidarité, elle ne semble pas du tout croire que cette consultation puisse réveiller l'espoir et changer son sort. La donne change, et peut-être bien pour de bon, mais rien n'est encore venu ébranler le scepticisme des Polonais pour lesquels « la » (les dirigeants du parti) ne sont ni crédibles ni capables de faire un seul geste positif.

BERNARD GUETTA.

### AUTRICHE

#### M. Kurt Waldheim

#### est « un mensonge vivant »

selon un ancien secrétaire général adjoint de l'ONU

Le président autrichien, M. Kurt Waldheim, a cherché ses collaborateurs de demander au département d'Etat à Washington une copie du rapport rédigé sur lui par les services de renseignement américains le 26 avril 1945. Ce dossier, dont l'existence avait été confirmée dans une lettre de la CIA au Congrès juif mondial (CJF), le 9 juin dernier, pourrait signifier, selon la presse des États-Unis, que les services secrets américains — à l'époque l'OSS, l'Office des services stratégiques — avaient pris contact avec M. Waldheim à la fin de la guerre et tenté éventuellement de le recruter.

A Vienne, M. Gerold Christian, porte-parole du président, a déclaré que ces assertions étaient « fausses et inventées ». Il a ajouté que, selon des informations recueillies par des diplomates américains à Washington, la CIA ne disposait pas d'un « dossier Waldheim » mais seulement d'un document où figure le nom de l'ancien secrétaire général de l'ONU.

Par ailleurs, un ancien diplomate britannique, sir Brian Urquhart, affirme dans ses Mémoires parues le 22 octobre à Londres, qu'il est

maintenant clair que M. Waldheim a menti pendant près de quarante ans sur ses activités pendant la guerre, croyant sans doute que la vérité entraverait sa recherche acharnée d'une fonction politique élevée ».

Sir Brian, qui entra à l'ONU en 1945 et fut secrétaire général adjoint de l'Organisation de 1974 à 1986, ajoute dans son livre intitulé *A Life in Peace and War*, que M. Waldheim apparaît « comme un mensonge vivant » et qu'il cause « un tort immense, non seulement à son pays mais aussi aux Nations unies et à ceux qui ont consacré, voire sacrifié leur vie à cette institution ».

Sir Brian Urquhart, qui est âgé de soixante-huit ans, reproche aussi aux grandes puissances d'avoir nommé une personnalité « médiocre » à la tête de l'ONU, tout en reconnaissant que M. Waldheim avait fait preuve à son poste de détermination et même de courage en certaines occasions. Mais, conclut-il, « les qualités de hauteur de vue, d'intégrité et de leadership, dont l'Organisation avait désespérément besoin, lui faisaient défaut ». — (AFP-Reuter.)

**ODOUL** AGENT DE 1<sup>er</sup> DENTICO  
**Garde-meubles**  
42 08 10 30  
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

### PUBLICATION JUDICIAIRE

DÉCLARATION D'ABSENCE  
de M. Jacques CORNU, né le 15-12-1931 à JOIGNY (Yonne), dernier domicile connu 132, Route de la Seine à Boulogne-Billancourt qui n'a pas donné de ses nouvelles depuis plus de 20 ans. — Requête présentée au Tribunal de Grande Instance de CHATEAUBLOUX par André-Gabriel CORNU, 29, rue de Rablay à SAINT-ÉTIENNE — 42060 REUILLY.  
Publité ordonnée par jugement avant dire droit du 21-7-87 — Pour extrait visé par le ministère public.  
Signé : Yves DANIEL.

## Europe

### URSS

#### La « glasnost » dans le brouillard...

### MOSCOU

de notre envoyé spécial

Depuis dimanche dernier 18 octobre, Moscou baigne dans un épais brouillard qui ne se lève qu'à peine en milieu de journée. Hormis les quelques moments privilégiés, les voitures roulent phares allumés et une vague lumière crépusculaire baigne la ville et ses environs.

Au début, c'est à peine si l'on y fait attention. Ce genre de chose arrive en cette saison. Le temps passe, on commence à s'habituer et, au huitième jour, on ne parle plus que de cette chape de coton qui étouffe la ville et ses environs.

Phares ou pas, la circulation est devenue dangereuse. Mardi 21 octobre, un autobus est tombé d'un pont, après avoir heurté une voiture. Pour le moment, comme dit l'agence Tass, on a retrouvé onze corps.

La situation devient surtout difficile dans les aéroports, en particulier pour les lignes intérieures. On comptait jeudi deux cent soixante-sept vols en attente à Domodedovo, une cinquantaine à Vnukovo. Que faire de ces milliers de passagers — près de quarante mille au total — en panne dans la capitale ? Une

partie ont pu prendre le train, mais les autres s'empilent dans les salles d'attente. La vie n'est pas toujours idéale dans les aéroports soviétiques. Là, elle tourne au cauchemar, même si des foyers d'accueil ont été ouverts.

La situation est légèrement moins dramatique pour les lignes extérieures, qui comptent moins de passagers. L'avion d'Air France, décollé mardi vers Helsinki, a pu se poser le lendemain à Moscou. Mais on comptait tout de même près de trois mille personnes en attente jeudi à l'aéroport international de Chermakovo. Le secrétaire d'Etat américain, M. Shultz, qui avait un rendez-vous urgent avec son homologue soviétique, M. Chervomaz, a préféré pour sa part prendre un train spécial à Helsinki pour être à l'heure voulue, après quatorze heures de voyage, dans la capitale.

D'après les services météorologiques, il y a cent sept ans qu'un brouillard aussi épais n'avait enveloppé Moscou aussi longtemps. Les mêmes services se montrent prudents dans leurs pronostics. Les choses pourraient s'améliorer en fin de semaine, mais personne ne peut dire quand le trafic aérien retournera à la normale.

A. J.

**40, Avenue George V**

**Le grand rendez-vous de la fourrure.**

### FOURRURES GEORGE V

La plus importante collection de VISONS Black Diamond, Blackglama, Segs, Emba, ZIBELINE de Russie, CHINCHILLA, LYNX, CASTOR...

### FOURRURES GROSVENOR (CANADA)

### FOURRURES GEORGE V Diffusion

MANTEAUX		LOUP	
VISON dark 18 750 <sup>F</sup>	MARMOTTE 21 850 <sup>F</sup>	LOUP 17 450 <sup>F</sup>	
VISON pastel 28 750 <sup>F</sup>		OPOSSUM 11 850 <sup>F</sup>	
VESTES		LOUP	
VISON dark 15 750 <sup>F</sup>	RENAUD shadow 14 250 <sup>F</sup>	LOUP 13 650 <sup>F</sup>	

### BOUTIQUES soldes-fourrures permanents

MANTEAUX		MANTEAUX	
VALEUR	SOLDES	VALEUR	SOLDES
CASTOR 11 750 <sup>F</sup>	6 250 <sup>F</sup>	ZORINOS pleine peau 7 450 <sup>F</sup>	3 850 <sup>F</sup>
col Marmotte		VISON morceau 6 850 <sup>F</sup>	
RAGONDIN	6 750 <sup>F</sup>		
col Renard		VESTES	
		VALEUR	SOLDES
		ASTRAKAN 3 900 <sup>F</sup>	2 650 <sup>F</sup>
		MOUTON réversible 3 400 <sup>F</sup>	1 700 <sup>F</sup>
		OPOSSUM 3 950 <sup>F</sup>	3 150 <sup>F</sup>
		RAT d'Amérique 7 450 <sup>F</sup>	
		PELISSE intérieur blanc de marmotte, col marmotte	2 750 <sup>F</sup>
		* valeur de référence	

**40, Avenue George V. PARIS 8<sup>e</sup>**

حکذا من الاصل



# Politique

## La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

### COOPÉRATION : deux incidents

Les députés ont adopté, le jeudi 22 octobre, le budget de la coopération. Les élus de la majorité ont voté pour les crédits du ministère de M. Michel Aurillac ; ceux de la gauche se sont prononcés contre ; les députés du FN se sont abstenus. Les crédits pour 1988 s'élevaient à 656,1 millions de francs, soit 0,55 % du budget général de la nation. Ils enregistrent une progression de 8,1 % par rapport à 1987.

Pour le ministre de la coopération, M. Michel Aurillac, l'augmentation « exceptionnelle » de son budget « correspond à la vision générale et ouverte du gouvernement à l'égard des pays en voie de développement et, tout particulièrement, de ceux « avec qui la France a des liens traditionnels (...). La politique de coopération est l'une des lignes-forces de notre politique étrangère », a-t-il ajouté.

Le ministre n'a pas manqué, d'autre part, d'évoquer incidemment l'affaire du Carrefour du développement, en citant des extraits du rapport de la Cour des comptes, qui évoquait les erreurs de gestion de son prédécesseur, M. Christian Nucci. « Je suis fier d'avoir remis de l'ordre dans la gestion du ministère de la coopération », a lancé le ministre en direction des bancs socialistes. M. André Bellon (PS, Alpes-de-Haute-Provence) a alors émis l'avis que la majorité n'avait pas accepté de joindre ce rapport à la proposition de résolution tendant à faire comparaître M. Christian Nucci devant la Haute Cour de justice, lors de son vote à l'Assemblée nationale.

Un autre incident devait également opposer le ministre de la coopération aux élus socialistes, cette fois-ci à propos du plan Guillaume en faveur des pays en voie de développement. M. Aurillac a reproché au précédent gouvernement socialiste d'avoir privilégié l'aide alimentaire plutôt que l'assistance au développement. « Notre objectif est d'aider l'Afrique à parvenir à l'autosuffisance alimentaire. Il n'est pas acceptable de maintenir le tiers-monde en situation d'assistance... C'est ce que fait le plan

Guillaume », entend-on sur les bancs socialistes. « Pas du tout. Les chefs d'Etat ont accueilli favorablement le plan du ministre de l'Agriculture (...). Vous, vous voulez tuer les agricultures africaines », a accusé M. Aurillac.

« Ce budget ne répond ni à nos aspirations ni aux nécessités du moment », a répliqué M. Alain Vivien (PS, Seine-et-Marne), en s'en prenant à ceux qui estiment aujourd'hui « de bon ton de condamner les tiers-mondistes », en se fondant sur quelques excès. Le rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, M. Guy Vadepied (PS, Oise), lui a fait écho, en affirmant que la situation du tiers-monde se dégrade, notamment sous l'effet de l'accroissement de la désertification du Sahel et de la progression du SIDA.

Qualifiant ce budget de « désenchantement », le rapporteur a

regretté la suppression de certains programmes d'aide. M. Aurillac a adossé « la crise structurelle grave que traverse l'Afrique subsaharienne, en ajoutant que la France apportait « une contribution essentielle à l'éveil du continent africain ».

Le rapporteur spécial de la commission des finances, M. Jacques Sauraille (RPR, Ardennes), a insisté sur le fait que les concours financiers et le fonds d'aide et de coopération constituaient les deux ligues-forces de ce budget. Il a, en outre, attiré l'attention du ministre sur l'indispensable amélioration de la coordination des aides bilatérales françaises et multilatérales internationales, grâce à une présence plus efficace dans les organisations internationales.

PIERRE SERVENT.

### COMMERCE, ARTISANAT ET SERVICES : attention, libéralisme !

L'Assemblée nationale a adopté, le jeudi 22 octobre, les crédits du ministère du commerce, de l'artisanat et des services. D'un montant de 617,1 millions de francs, ils sont en diminution de 4,01 % par rapport au budget de 1987 et représentent 0,05 % de l'ensemble des dépenses de l'Etat.

Les députés du RPR et de l'UDF ont approuvés, ceux du PS et du PC ont voté contre ; ceux du Front national se sont abstenus.

Attention, libéralisme ! De gauche à droite, c'est presque un même cri : le commerce, l'artisanat et les services peuvent pâtir de trop de libéralisme économique. Même M. Jean-Paul Charrier (RPR, Loiret), rapporteur de la commission de la production, l'a dit : « Le libéralisme ne peut être la loi du plus fort écrasant les plus faibles ». Il faut « des nouvelles règles du jeu », car, sans cela, les grandes surfaces continueront à dominer le petit commerce. L'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 1986, qui a rétabli la liberté des prix, a fixé des limites, mais elles apparaissent

insuffisantes, même aux yeux des élus de la majorité, qui demandent tous qu'elles soient « perfectionnées », pour lutter, comme le dit M. Alain Chastagnol (RPR, Lot), contre « la rente à la publicité comparative, le para-commercialisme » et pour « réduire l'écart entre les prix pratiqués dans les grandes surfaces et ceux pratiqués dans les commerces de proximité ».

Modifier les règles du jeu n'est même pas suffisant. Pourtant, tous les élus se plaignent de la désertification du milieu rural, en expliquant, comme M. Pierre Méaux (UDF, Aube) : « Aménager le territoire, ce n'est pas seulement construire des routes ; cela implique de ne pas détruire la vie locale ». Or, « souvent âgés, les petits commerçants ruraux risquent de ne pas trouver de successeurs ; quant aux artisans, pourquoi demeurent-ils à des endroits où la clientèle leur fait défaut ? ».

Pour enrayer « cet exode », il faut des aides spécifiques. Mais avec quel argent ? M. Jean-Louis Dumont (PS, Meuse), rapporteur de la commission des finances, a fait remarquer que les crédits pour les

### ANCIENS COMBATTANTS : un nouveau contentieux ?

L'Assemblée nationale a adopté, le jeudi 22 octobre, le budget des anciens combattants. D'un montant total de 26921,7 millions de francs, ces crédits marquent un recul de 0,98 % et représentent 2,24 % du budget général de la nation. La majorité a voté pour, la gauche et le Front national contre.

Cette année, pour la première fois, l'hémicycle n'a pas résonné de l'évocation traditionnelle du fameux « rattrapage du rapport Constant », revendication du monde des anciens combattants pour un alignement de sa retraite sur le traitement de certaines catégories de la fonction publique. Le « rapport Constant » a été totalement rattrapé l'année dernière.

Pour autant, sur les bancs de la gauche et de l'extrême droite, les critiques n'ont pas été comptées au secrétaire d'Etat aux anciens combattants, M. Georges Fauriol.

Son prédécesseur, M. Jean Lemaire (PS, Moselle), s'est interrogé sur le point de savoir si « le nouveau décalage par rapport aux traitements de la fonction publique n'aurait pas la voie à un nouveau contentieux ».

L'ancien secrétaire d'Etat socialiste a toutefois reconnu que ce budget contenait trois mesures positives, même si bien des choses n'allaient pas dans le bon sens : l'allocation effective des pensions de 10 % à 80 %, la levée des forclusions opposées jusqu'alors aux anciens harkis pour leurs demandes d'allocations

viagères et la révalorisation des pensions des résistants officiels et malgaches.

« Ce budget est mauvais », a tranché, pour sa part, M. Fauriol de la Moissonnière (FN, Pas-de-Calais).

Ancien responsable d'une association d'anciens combattants, il a estimé que ce budget « passe à côté de tous les problèmes » et il a également reproché à M. Fauriol d'avoir utilisé ses fonctions pour « calomnier » M. Le Pen après ses déclarations sur le « détail » des chambres à gaz.

« Fidélité et progrès » : M. Fauriol a assuré l'inspiration de ce double principe en présentant son budget. Il a insisté sur les progrès multiples qu'il permettrait même s'il restait encore des choses à faire, notamment pour « la troisième génération du feu » (combattants d'Indochine et d'AFN) et pour les veuves et ascendants de combattants. « Ce budget était ce que l'on pouvait faire de mieux dans la conjoncture actuelle », a affirmé le secrétaire d'Etat.

#### Les prisonniers du Vietnam

Le rapporteur spécial de la commission des finances, M. Gérard Témime (UDF, Hautes-Pyrénées), a, de son côté, souligné tout particulièrement l'ampleur du programme de rénovation des nécropoles et cimetières militaires ainsi que celui concernant le rapatriement des corps des soldats français tombés au Vietnam.

Comme M. Guy Hachery (FN, Moselle), le général Bégout (UDF, Moselle), a demandé que les droits des anciens prisonniers du Vietnam soient pris en compte dans l'avenir. « Ils ont, en effet, souffert avant que dans des camps ils ne soient dix mille soldats prisonniers à Dien Bien-Phu, huit mille sont morts des conditions de leur détention », a rappelé le député UDF.

P. S.

# COMMENT ROULER EN RENAULT SUPERCINQ FIVE\* POUR 551 F PAR MOIS ?

## Mr. FINANCEMENT REpond : L.O.A. SUR 60 MOIS.

Moyennant un versement initial de 17.549 F (dont 10.968 F de 1<sup>er</sup> loyer majoré et 6.581 F de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale) et 59 loyers de 551 F.

Coût total en cas d'acquisition 50.050 F. Offre valable jusqu'au 31/12/87 sur toutes les versions 17 sous réserve d'acceptation du dossier par Renault Finance S.A. au capital de F 150 000 000. 51-53, Champs-Élysées, 75008 Paris. RCS Paris B70260222.

\*Renault Supercinq Five 3 portes. Prix de vente 50.050 F TTC.

Pour en savoir plus, contactez Mr. FINANCEMENT chez votre concessionnaire Renault ou téléphonez, gratuitement, au

05.25.25.25

Modèle présenté Renault Supercinq GTX 3 portes. Prix de vente en mois de 17.09/87 : 57.200 F. Option jantes alu : 1.574.400 F.

## Mr. FINANCEMENT, LE 1<sup>er</sup> SERVICE RENAULT.



# Politique

Les émules de M. Le Pen à Bruxelles

## « Belgique, mon pays, pour combien de temps encore... ? »

BRUXELLES  
de notre correspondant

« Divers. Crisons parti sérieux pour lutter contre trop-plein d'étrangers. Si inter. contacter T. Hermann. » La petite annonce était insérée, le 23 décembre 1986, dans un journal entre la vente d'une maison « avec granier et jardin » et la recherche d'une « femme Saint-Bernard pour un mâle avec pedigree ». Pas de quoi réveiller cette petite ville du Hainaut, célèbre pour sa magnifique cathédrale, à quelques kilomètres de Lille. La récidive, à l'automne 1987, inquiète quelques journalistes : « Appel aux sympathisants de Jean-Marie Le Pen, Front national. Contact pour former le parti politique identitaire en Belgique, écrire ECR, Bur, journal réf. 38.793. » Le 19 septembre, interrogé par la télévision locale, M. Hermann annonçait qu'il dirigera une liste du FN aux élections communales d'octobre 1988. Entre-temps, cet homme, qui dit avoir reçu des dizaines de réponses à ses petites annonces, avait rencontré le président du Front national créé en 1985 à l'échelle de la Belgique par Daniel Ferret, un médecin de quarante-trois ans, qui jouit de la double nationalité française et belge.

Esprit numéro un du docteur Ferret et de M. Hermann : voir enfin se produire en Belgique un « effet Dreux » qui permettrait à l'extrême droite belge de sortir de son anonymat électoral.

Les thèmes de ce Front national belge sont exactement les mêmes que ceux du grand frère français : immigration, sécurité, SIDA... « Belgique, mon pays pour combien de temps encore ? » devrait être le slogan-choc à la prochaine campagne électorale, qui empruntera malgré tout au folklore belge ; le gentil Manneken-Pis sera, sur les affiches, affublé d'une ghendoura, d'une chèche, pour montrer la « colonisation » de Bruxelles. S'ils sont intarissables sur les immigrés, les responsables du FN belge sont, en revanche, plus vagues en ce qui concerne la politique de leur pays. Royalistes — « Nous n'avons eu que de bons rois » — Unitaristes, ils considèrent que « les problèmes linguistiques sont de faux problèmes créés de toutes pièces par les hommes politiques ».

Le docteur Ferret ne serait pas « choqué » par l'abolition des règles fédérales, qui, pourtant, par exemple, conduisent à la constitution d'un gouvernement entièrement composé de Flamands, compte tenu de la supériorité démographique du nord du pays. Pas suffisant malgré tout pour que le Front national voie son audience s'étendre en Flandre où il existe un fort courant d'extrême droite, mais fondé sur la défense de l'identité régionale. « Quand je pense, s'indigne le docteur Ferret, que certains nationalistes flamands préfèrent une Europe néerlandophone à un Wallon qui parle français ! » Ne craint-il pas que son parti n'apparaisse uniquement comme une simple succursale du Front national français ? « Il faut se servir de la locomotive La Pen », répond-il. Nous sommes tout à fait autonomes, mais Jean-Marie Le Pen passe bien plus souvent que moi à la télé, alors, il faut l'utiliser. »

Las ! le docteur Ferret n'est pas le seul à tenir ce raisonnement.

Voilà maintenant que de nombreux groupes belges d'extrême droite se battent pour se montrer les plus fidèles dépositaires de la pensée du maître. « Je suis au regret de devoir constater que vous vous réclamez de Jean-Marie Le Pen avec des intentions purement électoralistes », écrit ainsi un membre du Front national à un responsable du Parti des forces nouvelles. « Je vous accuse de récupérer une flamme que vous ne méritez pas », et de poursuivre : « Je ne vous autorise pas à traiter le Front national de particule prétendant avoir reçu la révélation lapénoise. » Avant de porter l'estocade : « Où étiez-vous le jour du défilé de Jeanne d'Arc, le 10 mai dernier ? Certainement pas comme nous, défilant devant Jean-Marie Le Pen, fier de représenter la Belgique unie, nationale et européenne ». Un militant se souvient d'une visite de M. Le Pen au siège de son groupe « alors qu'il était totalement inconnu » ; un autre évoque avec des larmes dans la voix le temps où le président du Front national était « quelque chose » dans les mines du Limbourg. Un troisième annonce qu'il « aura » M. Le Pen pour un dîner-débat à Bruxelles dans le courant de décembre.

Le « détail » ne gêne pas, en revanche, M. Ferret, qui se sert du Livre : « *Détail : partie d'un tout* ». Et d'une règle à calcul pour « assumer » les propos de son maître à penser : six millions de juifs, cent soixante-dix millions de victimes du stalinisme, quatre millions de petits Français assassinés par la loi Veil. « Pas un mot à changer à ce que Le Pen a dit », déclare, pour sa part, M. Daniel Gibson, responsable du Parti des forces nouvelles. La querelle d'historiens n'enlève rien aux souffrances des juifs et de tous les Européens morts pendant la guerre ; les livres de Faurisson apparaissent solides. »

Quel score l'extrême droite peut-elle réaliser aux prochaines élections ? La plupart des extrémistes ne croient pas à une véritable émergence, du fait notamment de la force des familles politiques traditionnelles qui vont sonner le rappel de tous leurs adhérents pour empêcher des intrus de prendre une place sur un échiquier politique déjà fort encombré. Ainsi, les sociaux-chrétiens, tout-puissants en Flandre, occupent-ils une partie du terrain de l'extrême droite, en défendant, sur l'avertissement par exemple, des thèses fortement conservatrices. De leur côté, les libéraux ne cessent de caresser dans le sens du poil un électoral volontiers poujadiste de petits commerçants, tandis que les socialistes ont bien l'intention d'aborder le thème de l'immigration au cours des prochaines campagnes électorales. La voie est donc étroite. D'autant plus étroite que la crise politique qui s'est ouverte en Belgique pourrait avancer la date des élections et empêcher le Front national de mieux s'organiser.

Le mot de la fin restera au docteur Ferret, s'insurgeant, apparemment sans rire : « Comment, moi, national-socialiste ? Mais j'ai toujours détesté les socialistes. »

JOSÉ-ALAIN FRALON.

« Détail : partie d'un tout »

En 1985 déjà, M. Roger Nols, le maire de Schaerbeek, une des communes de l'agglomération de Bruxelles, qui avait été le premier à ce niveau à prendre des positions violemment hostiles à l'immigration, avait invité M. Le Pen pour une grande manifestation. Devant le tollé soulevé par cette visite, il avait tenté de décommander le chef de file du Front national. « Je viendrai », avait répondu ce dernier, ne serait-ce que pour les trente Belges qui ont encore des couilles au cul. » Aujourd'hui, M. Nols a pris ses distances par rapport à M. Le Pen, notamment après les fameuses déclarations concernant les chambres à gaz et l'holocauste.

« Colonisation » de Bruxelles

Employé à la caisse d'épargne de Tournai, M. Hermann, qui avait milité un temps au sein du Parti libéral belge, au pouvoir jusqu'à la crise récente avec les socialistes, avait déjà été interpellé à plusieurs reprises pour avoir apposé sur la fenêtre de son domicile des affiches incitant au racisme et à la xénophobie. S'il se déclare « opposé à Pétaïn », il n'en a pas moins recouvert les murs de son appartement d'affiches à la gloire des volontaires belges sur le front de l'Est ou stigmatisant « le général juif qui vous parle de Londres ».

A. Ch.

Au Palais du Luxembourg

## Les sénateurs adoptent le projet de loi d'amélioration de la décentralisation

Le Sénat a adopté en première lecture, dans la nuit du jeudi 22 au vendredi 23 octobre, le projet de loi d'amélioration de la décentralisation pour lequel le gouvernement a déclaré l'urgence. Le texte modifié a été approuvé par 226 voix contre 79 (PS et PC), 11 sénateurs de la Gauche démocratique s'abstenant.

La réforme du contrôle financier exercé par les chambres régionales des comptes sur les collectivités locales constituait, aux yeux des sénateurs, l'aspect le plus important du projet de loi.

En effet, l'affaire avait été bien mal engagée : les représentants des chambres régionales des comptes que la commission des lois voulait « auditionner » n'ont pas accepté ce qu'ils considéraient comme une entorse à la séparation des pouvoirs. En l'absence de ce dialogue-là, l'association des magistrats des chambres régionales des comptes a adressé une lettre datée du 14 octobre à tous les sénateurs pour faire part des inquiétudes que leur inspirait le projet et les amendements de la commission des lois. En retirant au juge financier, la vérification des comptes des trente-deux mille communes de moins de deux mille habitants et de leurs établissements publics (soit 90 % des communes), pour confier cette tâche, comme au temps de la tutelle financière, aux trésoriers-payeurs gé-

raux, fonctionnaires dépendant hiérarchiquement du ministre des finances, les initiatives gouvernementales et sénatoriales portaient atteinte, selon l'association, « au principe selon lequel il n'y a pas de pouvoir sans contrôle et [mettent] en cause l'équilibre des institutions républicaines nées de la décentralisation ».

Non seulement pour eux une telle réforme est « prématurée », mais elle ne peut échapper au « reproche d'improvisation ». En tout état de cause, son adoption serait « une perte pour la démocratie ».

L'argumentaire des membres des chambres régionales des comptes n'a guère ébranlé les convictions de la plupart des sénateurs. A gauche, socialistes et communistes ont dénoncé ce pas en arrière, ce retour à une tutelle de l'administration. Dans la majorité, M. Jacques Oudin (RPR, Vendée), ancien conseiller référendaire à la Cour des comptes, n'est trouvé bien isolé dans la défense d'une institution qui, selon lui, n'avait besoin que de voir améliorer son fonctionnement.

M. Yves Galland, ministre délégué des collectivités locales, s'était défendu de présenter un projet « fourre-tout ». Cela lui avait permis de s'opposer à des demandes aussi diverses que variées des sénateurs. Toutefois, il a de lui-même dérogé à ses intentions en présentant un amendement qui, touchant à la fonction publique territoriale, relève de 0,75 % à 0,80 % le taux plafond des cotisations aux centres de gestion. Il a aussi proposé, avec succès, une refonte de la législation sur la taxe de séjour.

Le Sénat a connu au cours de la nuit un rare et court moment d'unité : un rare et court moment d'unité, au sein d'un amendement coïncidant par des sénateurs de tous les groupes. Il s'agit de repousser du 1<sup>er</sup> janvier 1988 au 1<sup>er</sup> janvier 1990 le délai accordé dans la loi sur la pêche aux propriétaires de plans d'eau pour déclarer leurs droits, les autorisations et les concessions qui concernent ces plans d'eau.

En Nouvelle-Calédonie

## Le FLNKS contre les élections régionales

Le numéro deux du FLNKS, M. Yéiwé Yéiwé, a réaffirmé, le jeudi 22 octobre, à Paris, au cours d'une conférence de presse, la volonté du mouvement indépendantiste de Nouvelle-Calédonie de boycotter les futures élections régionales dont l'organisation devrait en principe consacrer le nouveau statut du territoire préparé par le ministre des DOM-TOM.

« La stratégie de non-violence que nous avons suivie avant le référendum du 13 septembre n'a pas tout à fait été comprise par le peuple canaké qu'elle a un peu démobilisé, a-t-il déclaré. Elle a été interprétée comme une faiblesse. Maintenant, nous avons décidé de ne pas laisser dérouler les nouvelles élections régionales annoncées par le gouvernement. Il ne s'agit pas de se lancer dans le même mouvement qu'en 1984 mais le jour du scrutin nous serons là pour empêcher ces élections. Dans la logique du gouvernement, il n'y aura pas d'autre solution que de nous mettre tous en prison. »

« Le nouveau Trombinoscope » est arrivé. — La septième édition du Trombinoscope du Parlement et du gouvernement vient d'être publiée. Ce volume de sept cents pages se compose de brèves notices biographiques des parlementaires des deux Assemblées, des membres du gouvernement et des collaborateurs des cabinets ministériels, accompagnées de leurs photographies. M. Félix Colin, rédacteur en chef, a l'intention de mettre prochainement le Trombinoscope sur minitel.

Le Trombinoscope, 286, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. 300 francs.

## PROPOS ET DÉBATS

M. Baudouin :

Cinq cents ou plus ?

M. Denis Baudouin, porte-parole de M. Chirac, a déclaré jeudi 22 octobre : « Contrairement à certains propos, aucune décision gouvernementale n'a été prise » concernant l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale de la proposition de loi organique étendant aux membres des conseils régionaux et à ceux du Conseil supérieur des Français de l'étranger la possibilité de parrainer les candidats à l'élection présidentielle. Il a rappelé que cette proposition de loi avait été adoptée par le Sénat le 19 mai dernier par 302 voix et 15 abstentions (communistes), aucun sénateur ne votant contre. M. Baudouin a ajouté : « Si le collège des parrains est accru, il faudra sans doute hausser la barre des cinq cents signatures aujourd'hui exigées. Le gouvernement étudie le problème sous ses aspects techniques et politiques. »

M. Le Pen :

satisfait

M. Jean-Marie Le Pen a accueilli avec « satisfaction » l'éventualité d'un accroissement du collège des

parrains des candidats à l'élection présidentielle. Au cours d'une conférence de presse, il a déclaré, le jeudi 22 octobre : « Je crois que les tests électoraux hebdomadaires que constituent les élections partielles ont convaincu le gouvernement qu'il était sur une mauvaise voie. Le gouvernement s'est aperçu que la persécution systématique du Front national l'accablait à une situation absurde et sévèrement jugée par le corps électoral. »

M. Léotard :

attention !

M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, a déclaré, vendredi 23 octobre, au micro de RTL, qu'il convenait de « faire attention » en matière d'extension du nombre des parrains à l'élection présidentielle. Évoquant un « vrai risque », le secrétaire général du Parti républicain a ajouté : « Le Pen, lui, passera, je l'espère en tout cas. Mais, on a vu dans le passé des candidats fantaisistes qui voulaient utiliser ce moment où tous les médias se tendent vers vous pour s'exprimer alors qu'ils ne sont pas très crédibles parce qu'ils n'ont pas soutenu de l'opinion. »

## INTERNATIONALE DE LA RÉSISTANCE

102, avenue des Champs-Élysées - 75008 PARIS

APPEL

En signant l'accord du Guatemala, les sandinistes ont pris l'engagement de démocratiser le Nicaragua. Malheureusement, l'histoire des relations entre le monde démocratique et les gouvernements communistes abonde en exemples : les gouvernements communistes n'ont jamais respecté leurs engagements.

Malgré cela, nous sommes toutefois prêts à considérer l'accord du Guatemala comme la dernière possibilité pour les sandinistes de conquérir le respect des partisans des libertés démocratiques dans le monde entier.

Pour cela, le gouvernement sandiniste doit remplir intégralement les engagements pris suivant l'accord du Guatemala. Il doit, pour toujours, renoncer à tromper l'opinion publique mondiale et en finir, une fois pour toutes, avec la politique de répression caractérisant sa conduite depuis le moment de sa prise de pouvoir (révolution de 1979). Il doit également normaliser ses relations avec tous les pays démocratiques.

La communauté démocratique mondiale suit avec inquiétude et espoir, quoique faible, la situation au Nicaragua.

AUTRICHE

Andreas Khöhl (directeur de l'Académie Politique de OUP, membre du Parlement) ; Simon Wiesenthal (président du Centre de Documentation sur les Juifs persécutés par le régime nazi).

BELGIQUE

Général Robert Close (sénateur) ; Albert Guerisse (président de l'Union de la Résistance et Déportation) ; Dr. Joseph Luns (ancien secrétaire général de l'O.T.A.N.) ; Von Mach (Résistant, ancien fonctionnaire européen) ; Antony de Méeus (rédacteur en chef des Cahiers du Samizdat).

ESPAGNE

Xavier Domingo (journaliste, écrivain) ; Fernando Sanchez-Drago (journaliste, écrivain) ; José Maria Gironella (écrivain) ; Alberto Miguez (journaliste) ; Pedro Paramo (journaliste) ; Armando Valladarés.

FRANCE

Tsenko Barev (président du Mouvement de libération bulgare) ; Léon Bouthien (président de l'Union internationale de la Résistance et de la Déportation) ; Jean-Marie Daillet (vice-président du CDS) ; Général Delaunay ; Dominique Desanti (écrivain) ; Jean-Toussaint Desanti (professeur, philosophe) ; Monique Garnier-Lançon (vice-présidente de l'EJS) ; Marek Halter (écrivain) ; Eugène Ionesco (dramaturge, académicien) ; Robert Jaulin (ethnologue) ; Edouard Kuznetsov ; Armand Maloumian ; Vladimir Maximov ; Jacques Miquel (avocat).

GRANDE-BRETAGNE

Lord Nicolas Bethell (membre du Parlement européen) ; Vladimir Bukovski ; Robert Conquest (historien) ; Brian Crozier (journaliste) ; Melvin Lasty (écrivain, journaliste, rédacteur en chef de « Encounter ») ; Jeffrey Stuart Smith (directeur de l'Institut des investigations politiques).

ITALIE

Renato Mieli (politologue, grand reporter politique) ; Luciano Pellicani (directeur de la revue socialiste « Mondo Opera ») ; Flaminio Picoli (président de l'Internationale des Chrétiens démocrates, président du Comité des Affaires étrangères du Parlement italien) ; Gioacchino Santaniche (Institut international de sociologie) ; Domenico Settembrini (professeur à l'Université de Pise, écrivain) ; Antonio Stango (Parti radical).

LUXEMBOURG

Marcelle Lentz-Cornette (député au Parlement européen).

NORVÈGE

Frank Bjerkholt (journaliste, chef de service pour les affaires étrangères au « Morgenbladet ») ; Tore Stubberud (écrivain, journaliste, éditeur).

R.F.A.

Dr. Norbert Blüm (ministre du travail) ; Hainer Geissler (secrétaire général au Parti démocrate-chrétien) ; Prof. Dr. Bruno Gerch (président de la Fondation Konrad Adenauer) ; Nikolaus Lobkowicz (recteur de l'Université catholique d'Eichstätt) ; Gerhard Loewenthal (rédacteur au ZDF) ; Erwin Scheuch (professeur de sociologie à l'Université de Cologne) ; Graf Ludwig Franz Stauffenberg (membre du Parlement européen).

حکومت من الاصل



## Politique

M. Mitterrand au Forum de « l'Expansion »

Défense et illustration  
du rôle de l'Etat

Le président de la République était, le jeudi 22 octobre, l'invité du Forum de l'Expansion, qui fêtait les vingt ans du magazine (lire également page 27).

Conteur fidèle de sa propre légende, M. François Mitterrand s'est, modestement présenté comme celui qui est d'abord à l'Elysée pour « essayer de donner quelques conseils, avec prudence, avec sagesse, en excluant le système ».

« Le sentiment de l'abandon, n'est-il pas, ajouta-t-il, appliqué à la métaphysique, ce n'est déjà pas facile. Alors appliqué au reste ! ».

En fait de conseils, le chef de l'Etat a saisi l'occasion pour se livrer, à mots à peine couverts, à une sévère critique du libéralisme économique, critique complétée par une défense appuyée du rôle de l'Etat.

Bien qu'il n'ait, à aucun moment, mis en cause le gouvernement et sa politique (il a même rendu un discret hommage à M. Pierre Méhaignerie), les oreilles de bien des ministres ont dû siffler, quand M. Mitterrand a entamé ce morceau de bravoure, dans un propos conclusif intitulé tout simplement « Vous et l'Etat ».

Le président a affirmé à ses auditeurs, cadres et chefs d'entreprise, qu'il aurait aimé les entendre, eux, lui donner leur point de vue là-dessus. A défaut, il a donné le sien, sous forme d'un plaidoyer intense des positions adverses, sans jamais se départir de son ton débonnaire. On peut même se demander s'il ne s'est pas franchement payé la tête de M. Edouard Balladur — qui vient de publier un livre sous le titre *Je crois plus en l'homme qu'en l'Etat* — lorsqu'il a lancé : « Je sais bien que l'Etat s'occupe trop. Mais on pourrait faire attention à ce que l'Etat dise un jour... ».

« Vous ne m'intéressez plus... Vous savez bien que dans les grandes bourgeoisies, récentes, l'intervention de la puissance publique peut se révéler bien utile... ».

M. Mitterrand a poursuivi : « Nous venons de vivre une grande difficulté : l'espérer qu'elle s'apaisera : mon premier réflexe a été (...) de penser avec inquiétude aux actionnaires. Il ne faut pas d'abord songer à tirer avantage des opinions qu'on exprime : il faut d'abord penser que les petits actionnaires sont des gens qui vivent difficilement, qui n'ont pas tellement d'argent à disperser ici ou là, qui ont vécu un grand moment d'angoisse et qui n'en sont pas tout à fait tirés. Il faut les aider, les comprendre (...). Si, demain, la puissance publique, les puissances

publiques au sein du système international, se désintéressent des entrepreneurs et disent : « C'est votre affaire, débrouillez-vous... pour les bons cela marchera, pour les mauvais cela cassera et, après tout, cela ne me regarde pas... ». Cela nous regarde, à condition de ne pas succomber à la tentation de toujours vouloir enfermer dans un système réglementé ce qui relève de l'imagination, de la création et de l'initiative. Et que personne ne jette la pierre : les sociétés traditionnelles d'avant 1981 étaient essentiellement dirigées (...).

« Evitons qu'à l'avenir l'incompréhension s'empare des acteurs de la pièce que je commente : les entrepreneurs sont indispensables à la France ; les entreprises doivent être considérées comme un tout ; les travailleurs de ces entreprises ont droit au partage dans tous les domaines de leurs compétences et dans tous les domaines du profit acquis par le travail commun (...). Que l'on s'entende : que les moyens détenus par la puissance publique permettent de traverser les mauvaises passes... ».

Bien entendu, comme l'a dit M. Mitterrand, il ne s'agit pas — tout le monde l'aura compris — d'une « diatribe politique ». Au demeurant, le président savait « très bien à qui (il) s'adresse » et n'était pas sûr « que la nuit suffirait » pour convaincre son auditoire de chefs d'entreprise auxquels il avait demandé, auparavant, une politique « hardiment sociale ». Beaux joueurs, en tout cas, les invités de l'Expansion, qui avaient accueilli le président debout pour la plupart, et avec des applaudissements un peu plus que polis, ont pris congé en applaudissant, cette fois, presque chaleureusement.

J.-L. A.

« L'identité est une trajectoire » : cette phrase du philosophe Michel Foucault ouvre le livre de Michel Rocard. *Le Cœur à l'ouvrage* est d'abord destiné à rappeler quelle trajectoire a suivie l'identité du candidat Rocard, tout entier tournée vers l'échec présidentiel (« cette ambition m'habite »).

Ce livre permet aussi au citoyen Rocard (« elle ne me dévore pas ») de bien vérifier que cette identité se suffit désormais à elle-même, quelle que puisse être, au fond, la fin de la trajectoire.

En fait il y a trois livres en un : — « la trace » est consacrée à l'histoire intellectuelle de sa famille, la « deuxième gauche », ou, pour ses adversaires, la « petite gauche » selon le vocabulaire chevènementiste ;

— « les règles du jeu » sont une réflexion sur l'action politique, coïncée dans le « triangle infernal » : « simplification », « globalisation », « dramatisation » et tendues vers le « tripode efficace » (« le droit à reconnaître l'erreur », « la collégialité de l'intelligence », « la définition d'un corps de valeurs »). Michel Rocard s'attache à recenser les contraintes que le système médiatique impose à la vie politique et les conséquences qu'elles entraînent dans l'action politique ; il s'efforce de tracer les contours d'un « nouveau métier », celui de l'homme politique au temps de la communication généralisée ;

— « signes » est un lexique qui recense les grandes questions du moment (collaboration, emploi, solidarité) et les autres (intelli-

« Le Cœur à l'ouvrage », de Michel Rocard

## Voyage en classe politique

gence, patrie, idéologies). Ce lexique permet, sous une forme très pratique et astucieuse, de connaître les positions du candidat Rocard et de mesurer sa fidélité à son propre corps de doctrine.

Le résultat de ces quelques trois cent quarante pages denses, écrites d'un style qui n'est guère littéraire même s'il est clair (Michèle Rocard, sa femme, s'était beaucoup mieux défendue sur ce terrain avec *Au four et au moulin*), est une œuvre sincère, intéressante et paradoxale. Une évidence volontée de sincérité autobiographique marque ce livre et rend son auteur d'autant plus sympathique qu'il surmonte une vraie pudeur.

La question  
centrale

L'adepte du « parler vrai » ne fait pas mentir sa réputation et n'hésite pas à reconnaître son échec lorsqu'il raconte, par exemple, son ralliement au PS : « la rénovation de la gauche se faisait au PS, et non à partir du PSU, comme je l'avais longtemps espéré : François Mitterrand avait gagné son pari ». Le même jugement, naturellement, s'applique à 1981. Cette autobiographie est toutefois fort dominée par le souci de se démarquer du gauchisme de ses jeunes années : qu'il se rassure, il y a belle lurette que Michel Rocard paraît plus « centriste » que « gauchiste » !

L'intérêt vient de la question centrale qu'il soulève : « Les conditions de fonctionnement de

nos démocraties sont en voie de dégradation lente, au point que leur problème essentiel, dont dépend le traitement des autres, est sans doute aujourd'hui de restaurer la qualité de l'autorité politique, et sa capacité de décision », écrit-il. La manière de traiter ce problème est rigoureuse, exigeante, détaillée ; mais aussi universitaire et parfois naïve. Elle aboutit à un paradoxe.

Il est parfaitement possible de renverser l'analyse de Michel Rocard et de « l'interpeller » à son tour : tout ce qu'il explique sur le poids des médias, et la perversion qu'ils introduisent dans le système politique, renvoie à sa propre incapacité, aujourd'hui, à bien communiquer. Après tout, c'est aussi le métier de Michel Rocard de trouver le bon moyen de faire passer son message. Plus crûment encore, pourquoi Michel Rocard était-il « bon » il y a quelques années, pourquoi l'est-il beaucoup moins ?

Il donne peut-être lui-même, involontairement, la clef de ce problème : « Ce que je crois est porteur de futur », écrit-il.

Certes, longtemps Michel Rocard a été en avance, sinon sur son temps, du moins sur les socialistes. Mais la réalité, sous le choc du pouvoir, a rattrapé tout le monde. Et le discours rocardien s'en trouve défranché, même s'il reste pertinent. Michel Rocard, du coup, ambitionne d'être en avance sur le « pratique » et l'action gouvernementale. Il cherche, tout au long de son livre, à apparaître comme un homme de pouvoir. Mais c'est bien sa rela-

tion au pouvoir qui est en question.

Si nul ne peut nier que, à gauche, Michel Rocard a le premier intégré les contraintes économiques, l'auteur a toujours autant de mal à intégrer les contraintes politiques. Si bien qu'il offre un voyage en classe politique, celui de l'intellectuel confronté à cet « univers implacable » de la politique. Pour réussir dans le métier, il faut à la fois être acteur et juge de sa propre action. A l'évidence, Michel Rocard excelle dans la seconde fonction. Il lui reste à prouver qu'il peut assumer la première.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

\* Michel Rocard, *Le Cœur à l'ouvrage*, éditions Odile Jacob, 544 pages, 99 F.

Vu  
par Robert Schneider

## Un militant-né

Lorsque Jacques Chirac, Michel Rocard, Jean-Marie Le Pen et quelques autres se croyaient ou se baignaient au Quartier latin, à la fin des années 40, François Mitterrand était déjà ministre. Le monde est petit, il bouge lentement, et la vie politique ne renouvelle pas souvent son casting.

Après celui de M. Chirac, établi par François-Olivier Giesbert (*Le Monde* du 1<sup>er</sup> octobre), Robert Schneider, lui aussi du *Nouvel Observateur*, dont il est rédacteur en chef, livre les résultats de son enquête sur M. Rocard. Le sujet n'est pas neutre. L'histoire de l'ancien ministre de l'Agriculture et, surtout, celle de son courant politique ont fourni le sujet de plusieurs fresques à succès, dans lesquelles se sont illustrés, entre autres, les Ercismann-Chastrian de nos années 60, Hervé Hamon et Patrick Rodman.

Schneider a procédé, lui, à une investigation familiale et à une enquête de voisinage serrées. C'est le nouveau genre de la biographie politique et, s'agissant de M. Rocard, c'était le gisement d'anecdotes le plus riche, l'intéressé ayant toujours répugné — et encore dans son dernier livre, malgré l'existence de l'édifice — à s'étendre sur sa vie personnelle et privée.

La simultanéité de parution des deux livres incite, avec le contemporainisme des deux héros, à des rapprochements entre MM. Chirac et Rocard : tous deux issus de traditions familiales enseignantes et rigoristes, d'une aisance sociale modérée et récente ; tous deux grands dans une atmosphère marquée par la mésestime sourde des parents ; tous deux proches de leur mère plus que de leur père, contre lequel l'un et l'autre ont choisi leur vie. Le hasard veut qu'ils aient, en outre, tous deux, fait une cour remarquablement discrète à la même jeune fille, qui en a épousé, comme il se doit, un troisième.

## Un animateur

Pour M. Claude Quin, ancien animateur de la section économique du PCF, ancien président de la RATP, qui a connu MM. Chirac et Rocard à Sciences po dans ces années-là, « on devinait chez eux la même ambition politique effrénée ». Ils ont choisi l'un le début, pour la carrière, des itinéraires radicalement différents. Si M. Rocard a fait faire à Chirac, aux étudiants socialistes, il n'y avait néanmoins rien de commun entre le militant-né qu'était le chef scout de la rue d'Assas et le militaire dans l'âme que son condisciple s'est révélé être, quelques années plus tard, en Algérie.

Loin du commandement dont il affirme avoir appris le caractère solitaire, M. Rocard est un animateur. Il aime la première place, non pour y donner des ordres ; mais pour y être, approuvé. S'est-il « mitterrandisé », comme l'affirme son biographe ? Seul M. Mitterrand pourrait l'attester. Il n'est pas sûr que cette heure soit arrivée.

PATRICK JARREAU.

\* Michel Rocard, par Robert Schneider, Editions Stock, 309 pages, 98 F.

## JOURNAL D'UN AMATEUR par Philippe Boucher

L'existe dans la langue française de tous les jours un mot qui n'a malheureusement pas droit de cité dans les dictionnaires, mais auquel les événements du moment devraient voir meilleur sort, ce mot, c'est « crapoteux ».

Sa sonorité est si riche, si évocatrice de ce qu'il décrit, qu'il exige à peine la définition. Mais elle est à inventer puisque les linguistes sont aux champs. Crapoteux (1), c'est l'état de ce qui n'est pas encore crapuleux mais déjà boueux, l'état d'une situation où l'on patauge, comme dans une saumure ou sur des sables mouvants ; où l'on dépasse la répugnance mais sans atteindre la puanteur, et qui n'arrose qu'un réflexe : la nausée.

Crapoteux, le discours, fût-il à des degrés divers, du Front national qui, sous couvert de la vouloir plus belle, dessine une France laide, égoïste, méchante, sectaire et n'ayant d'éventuel que dans l'exclusion ; celle des tenants de ce genre de promesse ne révent que de la lui confisquer, l'histoire ancienne et contemporaine en témoignent suffisamment.

Crapoteux aussi le prône sur l'absentéisme parlementaire (que ne pratiquent pas moins les élus de ce mouvement) ; à commencer par leur chef et l'engagement de « rendre le pouvoir au peuple », alors que les tenants de ce genre de promesse ne rêvent que de la lui confisquer, l'histoire ancienne et contemporaine en témoignent suffisamment.

C'est vrai que le bref (7) catéchisme qui s'est abattu sur la Bourse n'est pas propre à la France et que ce pays, avec d'autres, s'est trouvé pris, victime semi-consentante, dans un jeu dont il ne maîtrisait rien et surtout pas les règles. On est libéral ou on ne l'est pas. Nous le sommes.

C'est bien en revanche une décision du gouvernement français que d'avoir précipité aux frontières de l'agiotage des gens qui n'y avaient pas songé, se barrant jusque-là à se donner des émotions en épiait le cours alors sage des SICAV ; qui se sont trouvés attirés sur un terrain dont ils ne connaissaient rien, qu'ils n'étaient pas préparés à arpenter, sinon par des publicités déferlantes qui vantaient Suez ou Paribas sur le ton de la convoitise, à mi-chemin entre le Loto sportif et la barre de chocolat, à mi-chemin aussi entre le sérieux et le bêtifant, l'injonction et la flatterie. On n'oublie pas de s'attirer la complicité avec laquelle M<sup>me</sup> Catherine Deneuve enjôgnait aux Français de « réfléchir » pour les pousser à acheter du Suez.

Crapoteux, la multiplication des jeux de hasard sur un terrain qui montre l'Etat rivalisant avec les entrepreneurs privés pour vendre de l'illusion. A moins qu'il ne s'agisse pour l'Etat, dans sa rage à ressembler à n'importe quoi, de singler des manies commerciales qu'il était jusqu'à chargé de surveiller.

La Loterie nationale, créée pendant l'entre-deux-guerres, affiche désormais une descendance prolifique, dont la paternité,

d'ailleurs, est imputable à la gauche autant qu'à la droite : le Loto, le Loto sportif, le Tac-o-Tac, et maintenant le quotidien Tapis vert, qui, sans faire de l'ombre au tiercé et au quarté, n'est là pour faire perdre de vue aux Français (et aux étrangers qui n'y recourent pas moins) l'incertitude du lendemain et la dureté des temps.

La procédure n'est pas nouvelle. Il n'en est pas devenu honorable pour autant. Une télévision sur la voie du gâtisme pour occuper les soirées et la tombola généralisée pour se distraire le reste du jour, il n'y a pas de quoi être fier pour le peuple le plus spirituel, le plus cultivé et le plus civilisé de la terre. On est prié de ne pas ricaner.

Il n'est pas bon de penser, avec un geste de la main pour marquer l'indifférence, que c'est sans importance. Ça ne l'est pas. Il n'est pas bon que les Français se donnent d'eux-mêmes l'image d'un peuple joueur et stupide. A franchement parler, tout cela, chapeauté par le plus gourmé des ministres, qui a la tutelle des loteries publiques, sonne assez vulgaire.

## Crapoteux

Crapoteux, ce mélange des réconciliations et des embrassades publiques auquel se livrent des hommes qui sont fatalement rivaux, et souvent se détestent quand ils ne se méprisent pas.

On entend dire que les scandales jettent le discrédit sur la classe politique. N'est-ce pas plus grand, le risque du discrédit, quand chaque jour qui passe dévalue les affirmations de la veille et contraire à l'idée que la constance devrait être une vertu politique : quand celui-là crible de l'azur un gouvernement pour lequel il ne cesse de faire voter ; quand cet autre se fait des chers de boudoir avec un compère qu'il avait cru jeter par-dessus bord peu de mois auparavant ?

Crapoteux, bien sûr, ce dossier Chaumet sur lequel s'est greffée une affaire Chalandon, qui à son tour est en train de faire des petits avec l'aide du courageux M<sup>re</sup> Lafont.

Avec des demi-aveux, des quarts de garde, des secousses rendrait soupçonnable l'opinion qu'il y a des philosophes grecs, s'il lui en était demandé une. M. Chalandon peut dire très fort qu'il ne se démettra pas. Il est en train de nuire à la carrière de ses collaborateurs et de nuire celle de son directeur de cabinet. Car qui doute que ces hommes passent désormais le plus clair de leur temps à sauver la mise de leur ministre et que ses faux pas sont les leurs ? A plus forte raison quand M. Chalandon se vante d'être assisté dans sa défense de « tous les spécialistes de la chancellerie » ?

A croire que l'expérience est, en politique, un vain mot. M. Chalandon reproduit trait pour trait, en s'expliquant sur lui-même, les

hésitations et les repentirs (si l'on ose dire) qui ont tant nu à M. Giscard d'Estaing dans des circonstances pas moins élitiques.

A partir des premières informations publiées sur ce point et sur lui, pas une de ses explications qui ne lui ait été arrachée, non sans qu'elle ait été précédée de dénégations dont l'intéressé devait reconnaître pressé, aussitôt le mal-fondé.

On sait d'où vient cette détestable tactique. Tous autant qu'ils sont, aujourd'hui comme hier, les hommes publics jouent sur le temps et ce qu'ils nomment « la lassitude du public », pour mieux appeler celui-ci à la rescousse.

C'est d'abord imprudemment présumer cette lassitude. Elle n'est pas si attestée que cela, et surtout pas dans ce public particulier qu'est la magistrature, qui en a sérieusement essuyé de voir son ministre patauger comme il le fait. Non sans raison, le corps se sent atteint par ce qui atteint son ministre. Et il est plus d'un ministre à qui la solidarité gouvernementale doit être pesante.

JOUER sur la lassitude du public pour inciter les journalistes à laisser tomber une affaire qui n'est pas entièrement élucidée, c'est oublier que la presse dispose, même à l'égard des lecteurs qui la font vivre, de son autonomie. La presse, même s'il peut parfois lui en coûter, n'a pas pour premier devoir d'être à la remorque de son public. Ce ne serait pas être fidèle à sa mission d'intérêt public que d'abandonner un dossier en plein milieu, au motif supposé que le public ne s'y intéresserait plus. Ce qui reste à démontrer.

Il n'y a pas lieu davantage de voir dans les mésaventures présentes l'effet de cet « acharnement de la presse » qu'on lui impute si généreusement des fois, faisant son métier, elle publie des informations qui gênent ou déplaisent.

C'est un fait établi que, lorsque une bonne âme parle de la dégradation du climat public, les yeux se tournent du côté des journalistes. Parce que la réalité du moment n'est pas glorieuse, celui qui le décrit devient coupable de ce qu'il déplore. Si les journaux n'écrivaient pas que la Bourse a été exécrable, elle serait restée turgescence ; si les journaux taillaient le Carrefour du développement (en fait lancé par le gouvernement), Greenpeace, Chaumet, Chalandon, la vie publique serait empreinte de vertu et le peuple révélerait ses maîtres.

C'est mettre la charrue devant les bœufs. Les déolations faites qui se font entendre sur ce thème à droite et à gauche sont insupportables. S'il n'y avait rien à dire, la presse ne dirait rien. Si les propos étaient sincères, elle n'aurait pas à les rectifier.

Déjà qu'elle n'est ni très bavarde ni très offensive, point n'est besoin de la soulever encore plus sage qu'elle ne doit.

SPECIAL-COPAINS. Samedi 24 octobre, à partir de 17 heures, la Librairie Bifurques, 44, rue Vieille-du-Temple, Paris IV<sup>e</sup>, organise une rencontre avec Henri Rousso à l'occasion de la sortie de son livre *Le Syndrome de Vichy*, que publient les Editions du Seuil.

(1) Ce n'est en tout cas certainement pas un dérivé de « Crapoteux », personnage à clé (M<sup>re</sup> Georges Bidault) de la *Fin des ambassades* de Roger Peyrefitte.

Présidentielles :  
Pour qui  
allez-vous  
voter ?

Pour faire le bon choix, ne laissez plus les discours politiques vous influencer. Sachez reconnaître le faux du vrai. Découvrez les « trucs » employés par F. Mitterrand, J. Chirac, R. Barre, A. Lajoinie, J.M. Le Pen, M. Rocard, etc.

Un numéro spécial de « Communisme-Efficace » vient de paraître sur le sujet. Cette Lettre Confidentielle, habituellement réservée à 1 000 décideurs privilégiés, souhaite éclairer tout citoyen sur les moyens et les techniques mises en œuvre pour le convaincre.

Leur étonnant rapport sera envoyé gratuitement et confidentiellement à tous ceux qui en feront la demande (tirage limité).

Vous découvrirez, au sommaire de ce numéro spécial :

- Les 7 moyens classiques et leur utilisation habituelle par la plupart des candidats.
- Les mots qui font la différence (attendez-vous à des surprises !).
- Comment construire son discours pour convaincre. Une technique qui s'emploie aussi pour les rapports et les exposés.
- Comment répondre aux attaques et reprendre le dessus (c'est beaucoup plus facile que vous ne le pensez).

Vous vous rendrez d'ailleurs compte que vous employez vous-même 2 de ces « trucs » dans vos discussions. Mais les 7 autres sont encore plus puissants ! Apprenez à les reconnaître et à vous en servir si besoin est pour lenter à amis, collègues dans un débat.

Envoyez de aujourd'hui de votre part à : Communisme-Efficace - 45, av. du Général-Ledoux, BP 94, 69003 Chantilly Cedex.

S. Barre et C. Godfrey

BON POUR UN NUMERO SPECIAL  
« Décryptage et révélations sur l'art subtil de convaincre » gratuit

à retourner aux Editions Godfrey,  
Communisme-Efficace,  
45, av. du Général-Ledoux, BP 94,  
69003 Chantilly Cedex.

□ D'accord, j'accepte sans engagement et sans pli confidentiel votre rapport spécial. Ceci ne m'engage à rien, ni maintenant, ni plus tard.

Nom \_\_\_\_\_  
Prénoms \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_

120 011 0004



Aux assises de Seine-et-Marne

Paul Varasse a-t-il voulu tuer le commissaire Bernard Jutge ?

An procès de Paul Varasse, accusé de l'assassinat du commissaire Bernard Jutge, qui accompagnait un huisier chargé de la saisie des membres de l'accusé (le Monde du 23 octobre), les débats devant la cour d'assises de Seine-et-Marne ont, au cours de la deuxième journée d'audience jeudi 22 octobre, porté sur deux questions principales : Paul Varasse avait-il l'intention le 15 janvier 1985 de tuer le commissaire ? A-t-il eu le préméditation ?

Malgré cette remarque de l'avocat de la défense, le colonel Arnaubec a été relaxé, jeudi 22 octobre, par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, des poursuites engagées par le ministère des armées pour « divulgation d'informations militaires de nature à nuire à la défense nationale » (le Monde du 27-28 septembre 1987).

Relaxé pour atteinte à la défense

Le colonel Arnaubec est condamné pour injures

L'auteur du livre *Dossier secret : Opération Manta, Tchad 1983-1984*, le colonel Gérard Arnaubec a été relaxé, jeudi 22 octobre, par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, des poursuites engagées par le ministère des armées pour « divulgation d'informations militaires de nature à nuire à la défense nationale » (le Monde du 27-28 septembre 1987).

alors une opération militaire terminée, et ne pouvait renseigner l'adversaire sur l'état stratégique, technique et moral de l'armée française dans des conditions pouvant compromettre l'action de celle-ci dans l'avenir (...). Si certains aspects de cette opération étaient, selon l'auteur, négatifs, tel l'acheminement du carburant, rien n'indiquait, dans l'hypothèse d'une opération ultérieure et de même nature, que ces problèmes, en raison même de l'expérience subie, ne seraient pas alors résolus.

Une grenade dans un volume des « Misérables »

Attentat contre un employé de l'agence de presse marocaine MAP

Un opérateur de l'agence de presse marocaine Maghreb Arabe Presse (MAP) a été gravement blessé, le jeudi 22 octobre, par l'explosion d'un colis piégé qui lui avait été adressé à son domicile, 4, rue Wilfrid-Laurier, à Paris-XIV.

mont gravement atteint au thorax et au visage. Transporté à l'hôpital du Val-de-Grâce, M. Houmanna devait être opéré dans la nuit.

« Extraditez-moi ! »

Menacé d'extradition vers l'Italie, son pays d'origine, Maurizio Locusta avait, le 14 octobre, plaidé l'illégitimité de la mesure devant la chambre d'accusation qui discutait de son cas. Il s'est depuis révisé et accepte maintenant le retour au pays.

Selon les premières constatations, le ou les auteurs de l'attentat commis contre le téléiste de la MAP, auraient usé d'un colis piégé peu banal : une grenade dissimulée dans un volume des *Misérables* édité. Le paquet qui avait été remis à la victime par le gardien de son immeuble quelques instants auparavant, portait son nom et son adresse calligraphiée de façon très soignée. Par chance pour ses proches, M. Houmanna a ouvert le colis au moment où son épouse était partie chercher leurs deux enfants à l'école.

Une tirelire inviolable dans les taxis parisiens

Tirelire inviolable, règlement par carte de crédit, standard téléphonique de sécurité : ces trois moyens de protection des chauffeurs de taxi ont été présentés, le jeudi 22 octobre, par M. Jacques Chirac, après le meurtre de M. Jacqueline Buhner, artisan taxi récemment assassiné. Le maire de Paris avait fait étudier les mesures propres à protéger les membres de cette profession contre les agressions.

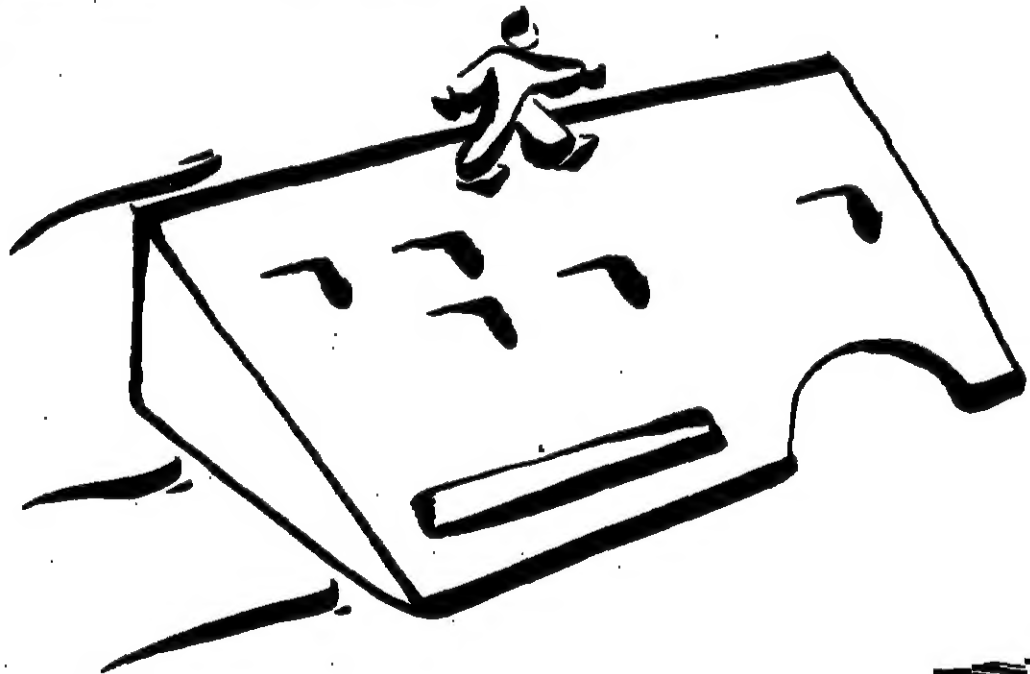
La ministre du commerce et de l'artisanat, la préfète de police et la Ville de Paris, vont donc inciter les quatre mille trois cents taxis de la capitale à s'équiper progressivement de petits coffres-forts fixés par une chaîne ou par une ventouse bloquée au véhicule. Le chauffeur n'aura pas sur lui la clé de cette boîte métallique de 20 centimètres de diamètre qui lui coûtera 200 F. Plus de dix mille exemplaires de cet appareil sont déjà utilisés dans le commerce. La constructeur dispose d'un stock de mille à mille cinq cents exemplaires.

Le Monde sur minitel

VVF : PARTIR DEMAIN  
136 destinations pour vos loisirs  
36.15 TAPEZ LEMONDE puis VVF

UN VASSEAU DE L'AN 3000 POUR LES CONQUÉRANTS DE L'AN 2000

Des entreprises de pointe construisent l'ESIEE à Marne-la-Vallée.



Venu tout droit du futur, un prisme géant se pose au cœur de la Cité Descartes, technopole de Marne-la-Vallée. Conçu par Dominique Perrault, jeune architecte de 34 ans, ce gigantesque clavier d'ordinateur en acier et en verre collé, en aluminium et en alucobond, en polyester et en Lexan, en bois lamellé collé habillé de toile PVC, préfigure une révolution dans l'art de construire. En route pour demain, ce vaisseau long de 300m emmène les futurs ingénieurs de l'ESIEE - le Centre d'Enseignement Supérieur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris - vers la plus belle aventure qui soit : la conquête technologique des années 2000.

ÉCOLE SUPÉRIEURE D'INGÉNIEURS EN ÉLECTROTECHNIQUE ET ÉLECTRONIQUE • ÉCOLE SUPÉRIEURE DE TECHNOLOGIE ÉLECTRIQUE • FORMATION CONTINUE • RECHERCHE

Le bâtiment qui a été appliqué le meilleur de leur savoir-faire pour la construction de l'ESIEE. CHAMEL pour la réalisation des structures en aluminium, Lexan et alucobond, ALUSSE pour les façades, GENE pour les polycondensates Lexan, WEISROCK pour la structure, les portes, les vitres et la couverture du gymnase, REMAG pour les équipements de cuisine.

EN BREF

● Explosion d'un Basque espagnol. - Interpellé, le mercredi 21 octobre à Sare (Pyrénées-Atlantiques), un Basque espagnol, M. David Blanco Corbel, trente-quatre ans, membre présumé de l'ETA-militaire, a été reconduit le soir même à la frontière et remis aux autorités espagnoles. David Blanco Corbel avait été arrêté par la police de l'air et des frontières agissant sur commission rogatoire de M. Michel Legendre, juge d'instruction à Paris.

● Naturalisation de deux boursiers. - M. Philippe Seguin, ministre des affaires sociales, a décidé d'accorder la nationalité française à deux jeunes gens nés en France de parents tunisiens - Leila et Radhouane Belghit - qui, pour l'obtenir, avaient fait une grève de la faim du 14 au 18 septembre dernier. Ces deux boursiers affirment que leur famille leur avait fait signer un acte de répudiation de nationalité, « sous contrainte », avant leur majorité.

● Citation à l'Ordre de la Nation pour les victimes de la fusillade de Viry. - Les obsèques du gendarme Christian Joly, trente-deux ans, et du douanier Robert Bouverier, quarante-trois ans, tués, probablement par des malfaiteurs, lors d'un contrôle à Viry (Seine-et-Marne), ont été célébrées jeudi 22 octobre. La levée des corps a donné lieu à une cérémonie officielle de remise de la médaille militaire à titre posthume, jeudi matin, à Arnemasse, en présence de M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre des finances, Jacques Boyon, secrétaire d'Etat à la défense, Bernard Bosson, ministre délégué chargé des affaires européennes, ainsi que des directeurs de la gendarmerie et des douanes. Parallèlement, les deux victimes ont fait l'objet d'une citation à l'Ordre de la Nation, publiée au Journal officiel.

● Les causes de la catastrophe de l'ATR 42 italien. - Après le chute du bimoteur ATR 42 de la compagnie italienne ATI, qui a provoqué la mort de trente-sept personnes, le 15 octobre, ses constructeurs français (Adorsperdini) et italiens (Aeritalia) rejettent sur l'équipage la responsabilité de la catastrophe. Dans un communiqué publié après le décodage des « boîtes noires » de l'appareil, ils estiment que les pilotes n'ont pas respecté la vitesse imposée en cas de givrage et qu'ils n'ont pas su stopper le décrochage de l'avion, abouti par le givrage, par les manœuvres prévues dans le manuel de vol. Cette réaction des constructeurs vise à mettre hors de cause le système de dégivrage de l'ATR 42, dont le fonctionnement avait été critiqué après l'accident. L'association des pilotes de ligne italiens s'est insurgée contre cette prise de position, alors que « rien d'officiel ne vient confirmer une telle responsabilité des pilotes. Les ATR 42 des compagnies italiennes restent interdits de vol. » (AFP, Reuters.)

سكننا من الامم



## Société

Vivre et travailler après la tempête

## Les veillées des chaumières bretonnes

Le conseil des ministres qui se tient, exceptionnellement, vendredi 23 octobre, devait déclarer victimes de catastrophe naturelle les six départements de Bretagne et de Normandie qui ont été éprouvés

QUIMPER  
de notre envoyé spécial

Ce fut une soirée à la mode d'aurefois. Trois générations se seraient les coudes autour de la table, dans le halo jaune et vacillant d'une lampe à pétrole. Dans les recoins, les convives sentaient la chaleur de l'âtre où, dans un chaudron noir de suie, délassait l'eau des bouillottes. Une veille d'avant le télé, chez les Pennec, hier soir, dans leur moulin de Crec'h, à vingt kilomètres seulement de Quimper. La septième soirée à la chandelle depuis la nuit terrible, du 14 au 15 octobre, au cours de laquelle, pendant quelques heures, l'ouragan a secoué la Bretagne et la Normandie, jonchant le sol d'arbres centenaires, de lignes électriques, de toitures et de poteaux téléphoniques.

## Une autre époque

Une semaine déjà, et le courant n'est toujours pas revenu dans les deux maisons qu'habitent les Pennec, les grands-parents d'un côté, la fille, le gendre et les trois enfants de l'autre. Du galetta, ils ont descendu les vieilles lampes en laiton qui font plus d'usage que les modernes lampes à gaz. Chez le quinquillier du bourg, ravi d'épuiser son stock poussiéreux, ils ont fait provision de mèches et de pétrole. Pour la nourriture, ils ont dû retourner aux facilités du commerçant, bourré des conserves préparées pour l'hiver; le meuble à été transporté d'urgence chez un parent dont la ligne n'a pas été coupée. Dans certaines communes, les congélateurs ont été regroupés dans la salle des fêtes de la mairie. Pour la première fois depuis la guerre, les Pennec, ainsi que bien d'autres, sont allés faire la queue à trente kilomètres de chez eux dans l'une des rares boulangeries ayant encore du courant.

Au moulin de Crec'h, dont l'une des maisons avait adopté vingt dix

par la violente tempête du 14 au 15 octobre. Une semaine après l'ouragan, les dégâts causés aux bateaux, aux habitations, aux exploitations agricoles et aux forêts sont encore en cours d'évaluation,

ans le « tout électrique », il a fallu se replier, pour confectionner les repas, dans la cuisine de grand-mère. Comme il n'y a plus de télévision pour sonner l'heure du souper, on dîne plus tôt, tous ensemble. A leurs petits-enfants, les anciens racontent leur vie d'avant-guerre, mais cette fois les gosses écoutent, comprennent et, bien sûr, apprécient. Car ce sont eux, à présent, qui font la corvée de bois. Il faut bien alimenter le feu qui, la journée durant, rougeole dans la cheminée. Les repas du soir sont une subtile : « Jamais nous ne nous étions autant parlé », reconnaît Marie-Hélène Pennec, la mère de famille.

Comme sur les gravures d'antan, les écoliers font leurs devoirs sous la lampe, la maman frote son linge au savon et, pour la toilette, on verse l'eau du chaudron dans le baignoire. On a même ressorti du placard les bouillottes en grès. « La télé ? Elle ne nous marche plus », dit Marie-Hélène. Nous l'avons prise au la crach de la Bourne. Pour téléphoner, je vais chez les voisins à travers champs et, me foi, c'est une occasion de causer. J'ai l'impression de vivre à une autre époque. »

Mais cette escapade dans le passé se paie tout de même de fatigues supplémentaires : « Une semaine, ça commence à bien faire », maugrée le père, qui se prend à triper machinalement des commutateurs sous l'œil nerveux des anciens. Bref, il attend avec impatience le retour au tout électrique, et il n'est pas le seul.

« La Bretagne, ce n'est pas la veille des chaumières. Il faudrait que le reste de la France se rende compte enfin », fulmine un exploitant. Pour les agriculteurs, la coupure des lignes électriques est catastrophique. En quelques semaines, les départements bretons, et notamment le Finistère, sont devenus le premier pôle agro-

alimentaire de France. La bodega est farci d'élevages géants, d'usines d'aliments pour le bétail, de serres, d'abattoirs et de coopératives. De là partent chaque nuit des norias de camions bourrés de légumes, de fleurs, de viande, d'œufs et de produits laitiers. Cet immense complexe de production et de transformation dévore les mégawatts.

Le voisin des Pennec, par exemple, Gérard Guéguen, trente-quatre ans, doit nourrir chaque jour cent cinquante bovins. Comme il est seul sur son exploitation, il s'est équipé d'un système de distribution d'aliments liquides sophistiqué. A l'heure de la soupe, il lui suffit ordinairement de décrocher un tuyau et de jouer les pompistes. Mais, depuis la nuit du 14 octobre, sa belle machinerie est inerte. « Heureusement », dit-il avec un calme étonnant, j'ai des voisins et des amis. Plusieurs d'entre eux sont venus spontanément me tirer d'affaire. En faisant tout à la main et en travaillant la journée entière, on arrive tout juste à donner aux bêtes une ration d'entretien. Mais c'est mes bénéfices qui font le camp. »

## L'électricité c'est la vie

Même angoisse chez François Fricha, qui, avec son épouse Marcelle et un seul ouvrier, s'efforce de nourrir ses neuf cent cinquante porcs. Les quarante moteurs électriques qui faisaient tourner son usine à viande pressé-bouton sont inactifs. L'ancien gendarme n'est pas pressé pour les faire redémarrer. L'usine municipale elle-même n'arrive pas, et l'élevage est contraint d'aller chercher dix mille litres par jour à la source du voisin, citierne par citierne. Après une semaine de ce travail de forçat, il est au bout du rouleau.

Pourtant, partout en Bretagne la solidarité a joué. Dans la commune

finistérienne de Corey, par exemple, Jean Olli, un charpentier de trente-sept ans, a lâché ses chantiers pour se mettre à la disposition des paysans, avec un groupe électrogène qu'il traîne derrière sa camionnette. Depuis une semaine, il va de ferme en ferme proposer ses services de 6 heures le matin à la nuit tombée; il n'accepte pas la moindre indemnisation pour cette tâche de samaritain.

Autant dire que, lorsque les équipes d'EDF rétablissent une ligne, c'est comme si la vie revenait dans les fermes. « Quand les arpoises se sont allumées dans le harnais, raconte un jeune dieu, nous nous sommes tous retrouvés sur la route, criant et riant comme des fous. »

Chacun, déjà, tire les leçons de cette semaine noire. Chez les Pennec, on a décidé de déboucher une cheminée, d'acheter une cuisinière à gaz et même d'équiper la chute du moulin d'une turbine, de micro-centrales : l'indépendance énergétique maximale. Partout on sort des tiroirs les contrats d'assurance pour les examens de plus près.

Exprimant tout haut ce que beaucoup pensent tout bas, le maire de Concarneau s'étonne de la lenteur avec laquelle l'électricité est rétablie. Les capacités de réaction d'EDF, estiment les agriculteurs, ne sont plus en rapport avec des équipements électriques installés partout. Et c'est peut-être Jean Blouet, un des plus gros éleveurs du Finistère et le leader de leur syndicat, qui exprime le mieux le sentiment général. Il a perdu dans la tempête quatre hangars et plusieurs véhicules dévalés par la chute d'un toit : « En cas de malheur, les agriculteurs isolés ne peuvent plus s'en sortir. Il faut qu'ils se regroupent pour s'entraider. Là est la vraie priorité. »

MARC AMBROISE-RENDU.

## ÉDUCATION

En modifiant les épreuves d'entrée

## Sciences-Po Paris souhaite encourager le recrutement après le baccalauréat

Première étape de la réflexion globale qu'elle a engagée sur l'avenir de l'Institut d'études politiques de Paris, la direction de Sciences-Po vient de décider de modifier sensiblement les conditions d'accès à l'Institut.

Les changements les plus importants portent sur la procédure d'admission en première année (ou année préparatoire). L'objectif est d'attirer à Sciences-Po, après le baccalauréat, les meilleurs élèves de l'enseignement secondaire. De manière symbolique, les bacheliers avec mention très bien, seront dispensés de tout examen d'entrée. D'autre part, les candidats à l'entrée, en première année ne pourront se présenter que deux fois à l'examen : la première se situant l'année même du baccalauréat et la seconde au plus tard au maximum.

Apparemment anodine, cette décision va modifier sensiblement le profil des élèves de première année : l'an dernier, par exemple, 29 % d'entre eux avaient passé leur bac au moins deux ans avant ; à l'avenir, ils ne pourraient donc plus se présenter. Pour Alain Lancelotti, cette ouverture accrue aux bacheliers frais émoulus est délibérée : « Mieux vaut faire Sciences-Po et se spécialiser après », dit-il.

La seconde innovation porte sur la nature des épreuves de l'examen d'entrée en première année. Pour les bacheliers de l'année, elles seront le plus proches possibles du programme des classes terminales, notamment en histoire et géographie. Les bacheliers de l'année antérieure, par contre, devront passer - outre l'épreuve de culture générale et d'histoire du vingtième siècle - une troisième épreuve à option géographique ou histoire du dix-neuvième siècle ou droit constitutionnel et institutions politiques, ou économie.

Il s'agit clairement de valoriser une première année passée dans l'enseignement supérieur, soit à l'université (en droit, sciences économiques ou histoire), soit en hypokhâgne. Et de contester du même coup le rôle grandissant des instituts privés de préparation à Sciences-Po, par lesquels transitent désormais de 40 % à 50 % des élèves de première année. La direction de l'IEP estime en effet que ces préparations, exclusivement centrées sur l'examen d'entrée, peuvent être pro-

judiciaires à l'ouverture intellectuelle des étudiants de la rue Saint-Guilhem. Elle observe par contre avec intérêt le développement des classes d'hypokhâgne, qui offrent, en option, quelques heures hebdomadaires de préparation à Sciences-Po : de six classes il y a quatre ans, on est passé cette année à trente-trois classes proposant cette formule souple.

## L'accent sur les langues

Enfin, tous les examens d'admission en première année comporteront désormais une épreuve de langues vivantes plus rigoureuse, dotée du même coefficient que les autres et éliminatoire pour les candidats qui n'obtiendraient pas 6 sur 20.

Pour l'entrée directe en seconde année, ouverte aux diplômés de l'enseignement supérieur de niveau licence minimum, qui a attiré l'an dernier deux mille candidats pour quelques six cents places, les règles du jeu vont également être modifiées et la sélection plus rigoureuse. Deux procédures de sélection sont mises en place, pour mieux tenir compte de l'origine intellectuelle des candidats. La procédure générale destinée aux diplômés en sciences humaines, sciences sociales, droit ou économie comportera désormais une admissibilité prenant en compte une épreuve de culture générale et une épreuve de langues étrangères. L'admission définitive restera acquise au terme d'un entretien avec une commission de trois membres.

Une procédure spécifique est organisée pour les diplômés de sciences exactes, médecine, architecture ou d'écoles d'ingénieurs : outre une épreuve écrite de synthèse portant sur des textes d'actualité et une épreuve de langues, ils devront passer un entretien d'admission approfondi, destiné à évaluer précisément leurs motivations, leur projet et leur orientation.

Le remodelage des règles d'admission à Sciences-Po en première année comme en seconde année renforce donc l'exigence de sélection et maintient, délibérément, l'optique grande école. Une optique que l'on devrait retrouver dans les réformes en profondeur prévues pour le printemps prochain.

GERARD COURTONS.

Les jurys de CAPES et d'agrégation au centre de polémiques

## Concours et grandes manœuvres

Limogeage ? Simple mesure administrative ? Deux universitaires qui avaient présidé des jurys de CAPES et d'agrégation en 1987 ont eu la surprise de se voir refuser cette fonction, pour 1988. Cette décision du ministère de l'éducation nationale, qui contredit la coutume selon laquelle les présidents sont nommés annuellement et reconduits trois années, provoque l'indignation de nombreux universitaires. Trois membres du jury de l'agrégation d'histoire ont démissionné et la société des professeurs d'histoire ancienne de l'université a vigoureusement protesté dans une lettre à M. René Monory. Pour certains, ce double départ a des raisons politiques.

M. Paul Larivaille, professeur à Paris-X-Nanterre et président du jury du CAPES d'histoire en 1986 et 1987, a déclaré par hasard, en juillet dernier, que son poste a été proposé à l'un de ses collègues. Surpris, il demande des explications au ministère de l'éducation nationale. Début septembre, il reçoit enfin une lettre de M. Paul Müller, directeur des personnels enseignants au ministère de l'éducation nationale, lui apprenant que sa candidature n'a pas été retenue pour 1988. Motif : « Il a été décidé de faire appel à de nouvelles personnalités ». Cette cessation de fonctions ne doit pas être considérée, lui explique-t-on comme un désaveu du travail réalisé.

## L'étonnement de M. Barrot

Le même argument est invoqué par le ministère dans le cas de M. Pierre Cabanes, enseignant à l'université de lettres de Clermont-Ferrand et président du jury d'agrégation d'histoire en 1987. Alors qu'il avait l'assurance de pouvoir rester en fonctions quatre ans durant, cet enseignant est informé, le 6 octobre, qu'il sera remplacé pour la session 1988 par M. François Caron, professeur à Paris-IV (Le Monde du 17 octobre).

Au ministère de l'éducation nationale, M. Müller rappelle que les nominations ont un caractère annuel et que ses services doivent procéder à de délicats arbitrages. « Un pré-

dent choisit son jury et en oriente la composition, explique-t-il. Il serait donc fâcheux de le laisser trop longtemps en place. »

Si le règlement n'est pas contestable, en pratique, il n'est pas toujours appliqué. Certains enseignants président des jurys quatre ans ou plus (le président du jury d'agrégation du génie mécanique a été nommé en 1983 et n'abandonnera ses fonctions qu'après la session 1988).

Dans ces conditions, les deux universitaires en cause se demandent pourquoi la mesure ministérielle les vise personnellement.

M. Jacques Barrot (CDS), président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales à l'Assemblée nationale, n'a pas caché à M. Cabanes qu'il comprenait sa « surprise » et son « mécontentement de voir les services du premier ministre imposer au ministre de l'éducation nationale un choix pour le moins contestable ». M. Barrot a ajouté que M. Monory lui a confirmé « qu'il n'y avait plus rien à faire et que les instructions de Maitron avaient été très claires ».

M. Cabanes met en cause certains membres de l'entourage de M. Jacques Chirac : « L'université est de plus en plus manipulée par une petite faction de gens issus de l'Union nationale interuniversitaire (UNI) et de la partie la plus extrémiste du syndicat autonome », souligne-t-il en faisant allusion à l'appartenance de M. Caron à ce dernier syndicat. « J'ai constitué mon nouveau jury sans me soucier des opinions politiques de ses membres », proteste M. Caron. Cette affirmation n'empêche pas des universitaires, proches ou non de la majorité, de soupçonner l'UNI d'« entrisme » à l'approche des élections. Pour l'un d'eux, très proche de M. Raymond Barre, cette tactique serait significative du désir de la « droite chiraquienne » regrouper au sein de l'UNI, de réagir au glissement d'une partie des milieux universitaires vers le Front national.

Les grandes manœuvres préélectorales gageraient-elles l'Université ?

RAPHAËLE RÉROLLE.

## SCIENCES

Un comité interministériel

## La France soutient résolument les projets spatiaux européens

L'Europe, comme avant elle les États-Unis et l'Union soviétique, doit s'engager « résolument dans la voie des vols spatiaux habités ». C'est ce qui ressort de la réunion, jeudi 22 octobre à Paris, du comité interministériel présidé par M. Jacques Chirac, et consacré à l'espace. Ainsi, après les propos de M. François Mitterrand à Cologne invitant l'Allemagne à ne pas hésiter à se lancer dans la conquête spatiale des dix prochaines années (Le Monde du 23 octobre), le gouvernement français a lui aussi marqué sa volonté de défendre, les 9 et 10 novembre, à la conférence des ministres européens de La Haye le lanceur lourd Ariane-5, l'aviation spatiale Hermès et les modules habitables du programme Columbus.

Interrogé sur ces décisions, M. Frédéric d'Allest, directeur

général du Centre national d'études spatiales, s'est déclaré « très satisfait ». Les Français doivent à présent convaincre leurs partenaires européens de se lancer dans cette coûteuse aventure : 82 milliards de francs pour les trois programmes.

Outre ces décisions qui engagent l'avenir spatial de l'Europe pour une longue période, le comité interministériel s'est également prononcé en faveur de la construction d'un troisième satellite français d'observation de la Terre. Cette commande d'environ 400 millions de francs était attendue avec impatience par l'industrie aéronautique française. Cela devrait permettre d'assurer la continuité des services offerts par les satellites Spot et faciliter une meilleure commercialisation des images produites au sein d'une société Spot-image restructurée et renforcée.

## Mort du mathématicien Andreï Kolmogorov

Le mathématicien soviétique spécialiste de la théorie des probabilités Andreï Kolmogorov est décédé, le mardi 20 octobre, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. L'agence Tass a publié, jeudi, une notice nécrologique signée par le secrétaire général du Parti communiste, M. Mikhaïl Gorbatchev.

C'est un des plus grands mathématiciens du siècle qui disparaît avec Andreï Kolmogorov. Il est l'auteur de contributions majeures à de nombreuses branches des mathématiques, mais c'est en théorie des probabilités qu'il s'est rendu célèbre en démontrant la célèbre loi des grands nombres.

Cette loi établit que lorsqu'on répète un grand nombre de fois une expérience, les résultats observés s'approchent progressivement de valeurs précises, qui sont les probabilités. Ainsi, si l'on tire mille fois à pile ou face, on obtiendra à peu près cinq cents fois pile. L'important est de définir cet « à peu près ».

Il existe deux formulations de la loi des grands nombres. La pre-

mière, dite loi faible, a été démontrée au dix-huitième siècle par le mathématicien suisse Jacques Bernoulli. Il a fallu deux siècles pour l'améliorer. C'est à la fin des années 20 que Kolmogorov a démontré la loi forte des grands nombres, qui précise le résultat de Bernoulli et définit de manière plus contraignante ce qu'on entend par « à peu près ».

M. A.

« Le calendrier des vols de navettes américaines. — La NASA vient d'annoncer qu'elle effectuait dix-neuf vols de navettes spatiales d'ici à octobre 1990. Bien qu'une bonne partie de ces missions — sept sur dix-neuf — soient réservées au Pentagone, la NASA s'est inquiétée du retard accumulé par la communauté scientifique américaine et a décidé de lui affecter quatre vols de navette pour 1989. D'autre part, l'agence américaine a fait savoir qu'elle procéderait, d'ici à 1995, au tir de quarante-neuf lanceurs conventionnels dont une trentaine emportant des charges utiles initialement prévues sur la navette. (AFP).

## MÉDECINE

## Un nouveau médicament pour prévenir la grippe

Comme beaucoup d'autres affections virales, la grippe — sauf complications — ne se soigne pas. Elle se prévient. Jusqu'à présent, le vaccin était la meilleure arme préventive pour lutter contre cette affection. Pourtant, bien que particulièrement recommandé pour les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans et les sujets fragilisés (atteints par exemple de maladies respiratoires ou cardiaques), le vaccin antigrippal est relativement peu utilisé en France. En outre, il est contre-indiqué chez les grands allergiques.

Le 2 novembre, une nouvelle arme préventive va être mise sur

Les kinésithérapeutes adresseront des contre-propositions à M<sup>me</sup> Barzach

Le rapport sur les kinésithérapeutes remis à Mme Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé, par MM. Albert et Heules (Le Monde du 10 octobre) provoque la colère des organisations syndicales et associatives de la profession. Réunies à Paris le 21 octobre, elles jugent les propositions de revalorisation démagogiques, le malaise des kinésithérapeutes ne pouvant, selon elles, « être ramené au seul problème de la rémunération ». Elles regrettent également que les rapporteurs ne jugent pas utile d'ajouter une quatrième année d'études dans les écoles. Si les conclusions du rapport étaient suivies, ajoutent-elles, cela « aboutirait à la dégradation de la qualité des soins dispensés aux patients et à une mort inéluctable de la profession ».

Les organisations, qui voient dans ce rapport une véritable « agression », ont décidé de se réunir dans les semaines à venir afin de préparer une série de contre-propositions.

« RECTIFICATIF. — Une erreur a faussé le sens d'un paragraphe de l'article sur les donneurs de sang de l'indire (Le Monde du 22 octobre). Il fallait lire : « Cette fois-ci, ils sont à nouveau mobilisés : reconduction de la grève des dons collectifs, réponses (et pas non-réponses) aux convocations en cas d'urgence. »

le marché français : un médicament antiviral, la Rimantadine, mise au point par les laboratoires pharmaceutiques Roche. Délivrée sur ordonnance — la Rimantadine est inscrite au tableau A — et, comme la plupart des produits à visée préventive, non remboursée par la Sécurité sociale, ce médicament est spécifique du virus grippal de type A. Selon son fabricant, il serait efficace dans environ 80 % des cas. Principale indication : le fait d'avoir été en contact avec des personnes grippées et être soi-même non vacciné. Dans ces conditions, estime le docteur François Bricaire (hôpital Claude-Bernard), on peut s'en faire prescrire à raison de deux comprimés par jour pendant dix jours.

La Rimantadine provoque un certain nombre d'effets secondaires : digestifs (dans 16 % des cas environ) et neurologiques en particulier. Elle comporte, elle aussi, des contre-indications qui expliquent le fait que sa délivrance ne puisse se faire que sur ordonnance.

« SIDA : les toxicomanes new-yorkais sont les plus touchés. — A New-York, première ville américaine touchée par le SIDA, les homosexuels masculins ne constituent plus le premier groupe à risques, a annoncé, le mercredi 21 octobre, M. Stephen Joseph, responsable des services de santé de la ville. Depuis 1981, les toxicomanes par voie intraveineuse, dont le nombre a été largement sous-estimé, représentent 53 % des victimes new-yorkaises du SIDA. M. Joseph estime que ces statistiques, qui contredisent les chiffres précédents, vont amener les responsables des services de santé à revoir leur politique de prévention.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
RADIO TELEVISION  
COMMUNICATION

Soc

CA

Les fortes du toc

page Sorbonne

page 23

a 2

a 2

a 2

a 2

a 2

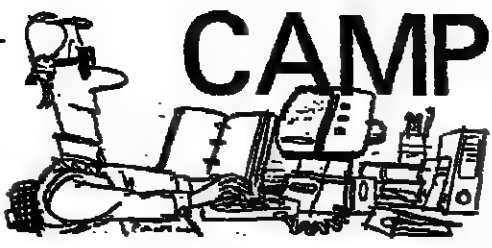
a 2

a 2



Sciences-Po Paris souhaite encourager le recrutement après le baccalauréat.

## Société



### CAMPUS

#### Les fortes femmes du technique

LES filles vont peu dans l'enseignement technique industriel. Mais les nouvelles technologies — plus « ciblées » que les métiers traditionnels — ne pourraient-elles pas être plus accueillantes ? Apparemment non, selon une enquête réalisée par deux chercheurs du Laboratoire d'économie et de sociologie du travail d'Abbeville. La proportion de jeunes filles n'atteint pas 5 % dans les BTS d'informatique industrielle, d'électronique ou de mécanique-automatismes ou dans les IUT de génie mécanique ou de génie électrique (8 %). Et cela malgré une politique d'accueil qui leur est souvent favorable dans ces établissements où on considère que leur présence a un effet bénéfique sur le climat des classes. Les nouvelles technologies n'ont pas modifié l'image « virile » des métiers d'usine — y compris pour l'encadrement.

Aussi n'est-on pas surpris d'apprendre que ces courageuses pionnières ont des personnalités et des histoires très particulières. Ayant souvent une position de soutien ou de leader dans la famille, très poussées par des parents qui « en ont bavé », ou qui ont le sentiment — surtout pour les mères — de n'avoir pas eu la vie ou la carrière qu'ils souhaitaient, elles ont la conviction que, pour s'en sortir, il faut faire « comme les hommes ». D'où leur refus des métiers techniques traditionnellement féminins (secrétariat, sténographie, etc.), trop passifs et routiniers à leurs yeux.

Les élèves du technique industriel sont de fortes femmes. Il est vraiment dommage qu'il n'y en ait pas davantage...

F. G.

(Les filles dans les formations industrielles de techniciens supérieurs. Les cas de BTS et de DUT d'Abbeville, par Anne-Marie Douma-Richard, Catherine Financ, Médiolaine Lemaire, Catherine Merry, LEST, 35 avenue Jules-Ferry 13328, Abbeville Cedex. Tél. : 42-25-58-80).

#### Etrange Sorbonne

D'où vient que le nom de la Sorbonne garde un tel prestige, alors que ce célèbre bâtiment n'est qu'une coquille vide et que l'institution n'existe plus. Se posant la question dans la revue Commentaire Bruno Neveu, architecte paléographe, retrace les huit cents ans d'histoire agitée de cet étrange palais.

(Commentaire n° 36, Autonomie 1987).

#### Guide

##### de la sociologie

L'Institut de sociologie de l'université des sciences et techniques de Lille publie un guide de toutes les filières de formation en sociologie et en ethnologie dans toutes les universités françaises, depuis le DEUG jusqu'aux DEA et DES. Avec, en annexe, une liste des maîtres et un tableau des personnels enseignants dans tous les établissements.

(L'enseignement de la sociologie et de l'ethnologie dans les universités françaises. Institut de sociologie, bâtiment 6, 2e étage, 59655 Villeneuve-d'Ascq Cedex).

## Vous préférez traverser la Manche, en roulant ou en roulant ?

- En voiture pour la Grande-Bretagne pour 480 F.
- En train pour Londres pour 390 F.

Eh bien oui ! Il n'y a pas 36.000 façons d'aller en Grande-Bretagne en roulant, c'est en voiture ou en train ! Et la manière de traverser la Manche en ne vidant pas ses poches, c'est avec Sealink. Du 23 octobre au 31 mars, pour seulement 480 F, Sealink vous offre l'aller-retour pour votre voiture qu'elle soit miniaturisée ou géante, et jusqu'à 4 passagers, pour une journée en Angleterre. Au même moment, pour ceux qui préfèrent le ronronnement du train, Sealink, la SNCF et British Rail vous proposent pour 390 F par personne, un billet aller-retour Paris-Londres (billet valable pour 5 jours de Paris à Paris). Alors ? c'est en roulant ou en roulant ?

En vente chez votre agent de voyages. Renseignements Sealink : (1) 47.42.86.87.



SEALINK

Embarquement immédiat dans votre agence de voyages.

## Langues & Affaires

### EUROPE 1992 - PRENEZ DE L'AVANCE

Faites fructifier vos connaissances en langues

#### PRÉPARATIONS COMPLÈTES AUX DIPLOMES

- Chambres de commerce étrangères
- BTS + langues : Commerce international, Action commerciale, Bureautique-sécrétariat
- Université de Cambridge

Enseignement à distance, chez vous, selon vos occupations et votre rythme de progression

Documentation gratuite sur les diplômes et les cours à : LANGUES ET AFFAIRES, service 4656, 35, rue Collange 92303 Paris-Levallois - Tél. (1) 42-70-81-88 - 42-70-73-63

## Le Monde sur minitel

### IMMOBILIER

30 000 affaires Paris-province. Garantie

36.15 TAPEZ LEMONDE

# L'Expansion a 20 ans. L'avenir a 20 ans.

1967 - 1987 :

les événements, les entreprises, les produits, les patrons, les hommes politiques qui ont marqué les 20 dernières années. Un sondage lecteur exclusif.

1987 - 2007 :

les jeunes de demain, l'entreprise de l'avenir, les secrets de la réussite. Un numéro exceptionnel. 400 pages.

L'Expansion nouvelle formule :

les expériences, les faits, les idées pour agir.

L'Expansion

1967-1987-2007

Numéro spécial 20 ans



L'EXPANSION. POUR ACTION.

سكزا من الاصل



هكذا من الأصل

**SITUATION LE 23 OCTOBRE 1987 A 0 HEURE TU**



PRÉVISIONS POUR LE 25 OCTOBRE A 0 HEURE TU



L'États-Unis a  
 un problème de  
 santé publique. P  
 l'industrie d'armes  
 la plus grande de pa  
 is, il est impossible  
 d'obtenir un rang  
 de première classe.  
 Les États-Unis  
 ont une population de  
 250 millions d'habitants  
 et une production  
 de 100 milliards de  
 dollars. La direction  
 de la production  
 est la seule qui  
 ne soit pas contrôlée  
 par le gouvernement.  
 Les États-Unis  
 ont une production  
 de 100 milliards de  
 dollars. La direction  
 de la production  
 est la seule qui  
 ne soit pas contrôlée  
 par le gouvernement.



# Le Monde SANS VISA

## Alea vacances est...



On brasse des catalogues.  
On s'interroge,  
on réfléchit  
et puis on achète.  
Le sort en est jeté.

par Marc  
Ambroise-Rendu

**L**ES Français n'aiment guère s'expatrier... même pour leurs vacances. Parmi les nationaux européens qui choisissent de passer leurs congés à l'étranger, ils ne viennent qu'en huitième rang, loin derrière les Néerlandais, les Allemands et les Britanniques par exemple. Ils sont pourtant 5 millions environ, soit 15 % des Français partant en vacances, ceux qui optent pour une destination outre-frontières. La plupart s'adressent à une agence de voyage, ne serait-ce que pour acheter leur billet d'avion.

Mais les marchands de rêve sont parfois des marchands d'illusions. Le syndicat national des agents de voyage a traité environ 450 dossiers de réclamations l'an passé. La préfecture de l'Île-de-France reçoit un millier de plaintes par an, dont le tiers sous forme de lettres. La direction départementale de la consommation enregistre annuellement 150 affaires pour la seule ville de Paris. « En réalité, nous n'apercevons que la partie émergée de l'iceberg, estime un fonctionnaire. Les vacanciers répugnent à avouer leurs déceptions. Beaucoup s'arrangent directement avec leur agence. La plupart ignorent qu'en cas d'insuccès ils ont des voies de recours. »

### Maladies de jeunesse

Le plus grand nombre des réclamations concernent des promesses non tenues. Ainsi, ce groupe de Nemrods arrivant au Kenya avec armes et bagages et découvrant que la chasse est fermée. Cet été, des dizaines d'animateurs de soleil sont partis pour une île grecque sur la foi d'un tour opérateur leur promettant un hôtel-club de bord de mer avec buffet-somptueux et animations sportives. Ils se sont retrouvés, sans moyens de transport, dans un établissement vétuste, isolé à 5 kilomètres en pleine terre. D'autres, séduits par un circuit de « découverte de la Tunisie » ont été victimes du surbooking. La plaie de cette destination. Le même voyage avait déjà vendu

à un groupe et à la même période. Les voyageurs ont dû se contenter d'hôtels de seconde zone et d'un périple écourté.

Bien qu'il soit plus que cinquantenaire et solidement encadré par une législation précise, le commerce des vacances connaît encore ce qu'on appelle pudiquement des maladies de jeunesse. Les margoulines et les associations fantaisistes qui ouvrent une boutique pour disparaître ensuite n'y sont pas rares. Le syndicat des agents de voyage a épinglé en dix ans un millier d'irréguliers de ce type qui ont laissé derrière eux pas mal de victimes.

Lorsque les pouvoirs publics découvrent des agences illégales, il faut parfois plus d'un an avant que leurs responsables soient traduits devant les tribunaux. Les condamnations — 20 000 F d'amende au maximum — sont hors de proportion avec les bénéfices qui ont pu être engrangés entre temps. Quand une agence fait faillite avant que ses clients aient effectué leur voyage, ceux-ci se retrouvent souvent Orso-Jean comme devant. Le fisc, la Sécurité sociale et le personnel sont servis en priorité sur la caution que le professionnel a déposée en banque comme l'y oblige la loi.

En effet, pour prévenir les bavures, le législateur a corseté la

profession dans une série de lois et d'arrêts qui fixent son mode de fonctionnement de manière minutieuse. Toute agence doit obtenir de la préfecture de son département une licence dont le numéro est affiché sur la porte. Le directeur doit avoir fait la preuve de sa qualification, déposer une caution bancaire substantielle et souscrire une assurance en responsabilité civile. Les voyages qu'il vend font l'objet d'un contrat détaillé, signé par lui et par le client. Enfin, il est tenu pour responsable de tout défaut d'exécution.

**« Inventeurs » de circuits**

Telles sont les règles qui devraient garantir des vacances sans histoires, ou tout au moins sans déceptions. La réalité est hélas plus « nuancée ». D'abord le professionnalisme des 20 000 employés de tourisme n'est pas toujours là. Il suffit d'un brevet de technicien supérieur et de trois ans d'expérience pour avoir pignon sur rue. Quant aux agents de complot, ils sont souvent formés sur le tas.

Pourtant les voyages à l'étranger sont par essence des produits compliqués. On compte en France environ 170 tours opérateurs qui « inventent » les circuits et les

séjours. Ce sont des fabricants de voyage. Pour faire connaître leur marchandise, ils éditent des catalogues à des millions d'exemplaires. Ces documents largement illustrés sont expédiés aux clients et surtout aux agents de vente — les distributeurs de la profession — qui sont au nombre d'un bon millier. Avec les succursales et les bureaux détachés, on dénombre au total plus de 3 000 points de vente de voyages.

Les agences elles-mêmes font appel à de nombreux intermédiaires. Aux compagnies aériennes, bien sûr, mais aussi à des agences étrangères — les « réceptifs » — qui, sur place, retiennent à leur tour hôtels, restaurants, cars, guides et animateurs divers. Bref, la chaîne du voyage est longue, délicate et difficile à contrôler de loin. La plupart des vendeurs n'en testent jamais à l'avance la solidité. Pour l'instant, chacun des maillons peut flancher un jour ou l'autre. C'est le client qui sert de cobaye.

Enfin, la vente de voyages est une véritable curiosité commerciale. Le client choisit une série de services, dont certains ont un caractère très subjectif. Ils se fondent sur un simple prospectus, sans avoir la moindre possibilité de vérification. Il n'y a même pas, comme dans la construction,

d'appartement témoin. Et il règle à l'avance la totalité de la facture contrairement à la vente sur catalogue où l'on ne paye qu'à réception de la marchandise. Il est fréquent que les vendeurs « oublient » même de faire signer les contrats détaillant les prestations.

Bref, le futur voyageur gambroge sur un dépliant en couleurs et tout l'encourage à imaginer qu'il va se payer des vacances de nabab pour une somme modique. Que de risques accumulés ! Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que la réalité se révèle beaucoup plus prosaïque, voire franchement décevante.

Les voyageurs mécontents ne sont pourtant pas sans recours. Dès leur retour, ils doivent adresser à leur agence une lettre recommandée exposant leurs déceptions et réclamant un dédommagement. Bien entendu, il leur appartient d'apporter la preuve — factures, documents, et témoignages à l'appui — du bien-fondé de leur réclamation. Les agences sérieuses n'hésitent pas à faire droit à ces requêtes. Les indemnités se font, semblerait-il, à la tête du client. Pour une croisière sur le Nil vendue 12 000 F par plusieurs agences différentes, mais dont le bateau n'a jamais quitté Alexandrie, les sommes versées aux victimes se sont échelonnées, par exemple, entre 2 000 F et 6 000 F.

Si un vendeur refuse tout dédommagement, atermoie ou conteste, le client peut alors expédier un double de son dossier à des organismes comme l'Union fédérale des consommateurs ou l'Institut national de la consommation qui leur donnent d'utiles conseils. Mais il y a plus officiel encore. Plusieurs institutions jouent les conciliateurs. Ainsi, le Syndicat national et l'Association professionnelle de solidarité des agents de voyage ont créé en commun un service « consommateurs » qui parvient à faire régler à l'amiable plus de la moitié des cas qui lui sont soumis. A condition toutefois que l'agence incriminée fasse partie de leurs adhérents. Ces deux organismes regroupent 60 % de la profession.

(Lire la suite page 14.)

### EXPLORATOR EXPEDITIONS

#### FAITES CONNAISSANCE

L'expédition c'est la rencontre d'une autre culture. Un dépassement total. Des paysages inouïs, des regards inoubliables. Autant de pays, autant de découvertes. Botswana, Bhoutan, Éthiopie, Galapagos, Guatemala, Ladakh, Mongolie, Patagonie, Pérou, Rwanda, Sahara, Tibet, U.S.A., Yémen...

Brochure sur simple demande à:  
**EXPLORATOR**  
16, place de la Madeleine  
75008 Paris  
Tél. (1) 42.66.66.24

هكذا من الامم



## ENQUETE

## Voyage en troupe

« **S**i vous ne nous emmenez pas au belvédère de Glacier Point, nous refusons de monter dans le car. » Parmi les quinze touristes français plantés sur ce parking du parc national du Yosemite, au fin fond de la Californie, souffle un vent de mutinerie. Wendy, la guide américaine, au français chancelant, est débordée. Elle consulte fébrilement le programme du circuit mais n'y trouve que quatre lignes de description emphatiques sur les beautés du lieu. Seule indication précise : le déjeuner doit être pris dans l'un des fast-foods du parc, au creux de la vallée. « Le car ne peut pas monter au belvédère, balbutie-t-elle. De toute manière, c'est trop loin et nous n'avons plus le temps... »

## Far West, aventure et routine

Mais les Français sont exaspérés. Ils n'en démordront plus. A un tour opérateur parisien de bonne réputation, ils ont acheté pour 25 000 F un voyage de trois semaines dans l'Ouest américain intitulé « Chats-d'œuvre de la nature ». Ils font partie de la vague des vacanciers français qui a déferlé cet été sur les Etats-Unis. Trois cent mille personnes, estiment les professionnels. Du jamais vu. Le dollar à 6 F et la vogue du libéralisme réagissent ont remis l'Amérique à la mode. Notamment les Etats de l'Ouest et leurs paysages sauvages.

Pour les vendeurs de voyages du continent, les Etats-Unis sont une destination apparemment sans problème. Le tourisme intérieur, intensif et déjà ancien, offre toutes les facilités : un maillage serré de grands hôtels et de motels plus modestes, des compagnies de cars au long cours, un réseau de lignes aériennes domestiques très commode, des parcs nationaux dont le seul numéro un est l'accueil des visiteurs et, en prime, la légendaire amabilité américaine. Pour les détails du circuit, il suffit de dénicher une bonne agence locale — un « réceptif » en jargon de métier — et le tour est joué, si l'on peut dire. L'exportation du Far West n'est plus une aventure, mais un produit de routine.

Justement, c'est là où le bât blesse. Les groupes de voyageurs étrangers doivent se couler dans le vaste fleuve des circuits organisés, emprunter ses points



MICHAEL GOODMAN

de passage obligés. Bref, adopter l'américain way of life du tourisme local. Pour ces marginaux qui ne représentent que 10 % des visiteurs de la Californie, par exemple, ni prévenance particulière comme dans les contrées du tiers monde, ni sur mesure, mais la confection la plus banale. Et puis le cinéma est passé par là. On ne peut plus se contenter de contempler des paysages archiconus. On veut au moins y vivre un instant.

D'où les surprises et les déceptions. Voud la première. Les cars Greyhound, avec lesquels notre groupe va parcourir 8 000 kilomètres, sont de grosses machines solides avec siège inclinable, climatisation et w.-c. chimique, mais qui datent d'il y a vingt ans. Ils font un peu figure de transport du pauvre à côté des véhicules panoramiques de luxe que les autocaristes européens ont lancés sur

les routes du continent. A 70 kilomètres-heure de moyenne — puisque la vitesse sur autoroute est strictement limitée — la cavalcade commence.

Comme il faut bien que les clients en aient pour leurs dollars, le programme est un gigantesque méli-mélo d'attractions « incontournables » et de sites naturels.

Un frisson rétrospectif dans l'ancien pénitencier d'Alcatraz à San Francisco, une bouffée de Hollywood dans les anciens studios de cinéma transformés en musée, une plongée dans le royaume magique de Disneyland, une soirée dans un village western en carton pâte, quelques heures devant les machines à sous de Las Vegas, un cabaret mexicain bourré de Japonais, voilà pour les distractions urbaines.

Côté campagne, une dizaine de parcs nationaux, de réserves d'indiens et de

sites grandioses sont au menu. Un seul en volée pour têter les dunes de la vallée de la Mort, une heure de pique-nique (repas compris) pour baguenauder sous les séquoias géants : c'est une course effrénée ponctuée d'arrêts-photo et de pauses-pipi.

En trois semaines, les voyageurs n'ont droit qu'à une heure de promenade dans les gorges fantastiques de Bryce Canyon, et encore, à pas si redoutables que les plus âgés ne peuvent suivre. Les merveilles de l'Ouest défilent à un rythme infernal derrière les vitres du car. « Ce sont les vacances de M. Hulot », lance un passager.

A cette course contre la montre viennent s'ajouter maintes vexations. A plusieurs reprises, le car arrive au rendez-vous matériel avec une heure de retard. Il faut écarter les visiteurs dans les parcs, déjà réduites à si peu de chose, Les

chauffeurs changent sans cesse. Pour les arrêts-repas de la mi-journée, les voyageurs reçoivent un viatique de 5 dollars à ne pas dépasser. Or ils apprendront bientôt que, pour couvrir ces dépenses, le tour opérateur français a alloué 15 dollars à son « réceptif » américain. Où passe la différence ? On ne le saura jamais.

Mais, surtout, le guide se révèle de jour en jour plus malhabile. Elle fait systématiquement mystère du programme quotidien en prétextant que les surprises font partie des plaisirs du voyage. Or ces surprises sont rarement heureuses. Elle semble tout ignorer des régions traversées et finit par emprunter son Guide Bleu à un passager pour en lire des passages au micro. Au Yosemite, le quatorzième jour du périple, elle croque devant la mutinerie des passagers et téléphone à son patron pour se faire remplacer. « Impossible, lui répond-on au bout du fil. Dérouillez-vous. »

## L'avant-dernier jour à Salt Lake City

Alors les Français appellent leur agence parisienne pour signifier qu'en voilà assez. La guide ne sera relevée que l'avant-dernier jour, à Salt Lake City, la cité des Mormons. Sans doute sermonnée par le tour opérateur français, le « réceptif » fait distribuer à chacun des voyageurs une enveloppe contenant 40 dollars avec une phrase d'excuse embarrassée. Quelques-uns, alors, le placent dans leur sac, dans l'avion du retour, les mécontents — huit personnes sur quatorze — rédigent une lettre à leur agence.

« Nos vacances ont été gâchées par la mauvaise organisation du voyage et l'incompétence de la guide. Nous sommes très déçus de l'ensemble de ces préjudices. » Trois semaines plus tard arrive la réponse. Une longue lettre se terminant ainsi : « Je ne comprends pas ce qui s'est passé. Voici un chèque de 1 100 F en réparation du préjudice. » Pour ces huit Français, les chats-d'œuvre de la nature américaine gardent le goût, un peu amer, d'une médication et coûteuse mésaventure de vacances.

M. A. R.

## Alea vacances est...

(Suite de la page 13.)

Les services préfectoraux qui délivrent les licences aux agences de voyage sont habilités à recevoir les plaintes. A Paris, on y annonce plus de 50 % d'affaires solutionnées « en douceur ». Ces fonction-

naires disposent d'un pouvoir de persuasion d'autant plus efficace qu'ils réunissent chaque année des commissions disciplinaires examinant le cas des agences « à problèmes ». En cas de manquements répétés et graves, les sanctions

peuvent aller jusqu'au retrait de la licence. En Ile-de-France, par exemple, une quarantaine de responsables d'entreprises sont convoqués chaque année pour « explication ».

Enfin, dans chaque département, fonctionne une direction de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes dont l'intervention peut rendre une agence plus accommodante. S'il y a publicité mensongère ou non-respect flagrant du catalogue, les fonctionnaires des finances constatent l'infraction et transmettent le dossier au procureur de la République qui décide ou non de poursuivre.

Même si l'administration ne le fait pas elle-même, un client mécontent a toujours la possibilité de déposer son dossier au tribunal d'instance de son domicile. Si le litige porte sur une somme inférieure à 20 000 F, il est dispensé de prendre un avocat. Bien peu de vacanciers déçus persévèrent jusqu'à là. Selon Me Luc Bihl, avocat parisien spécialisé dans ce type de contentieux, sur 500 plaintes reçues annuellement par les associations de consommateurs, cinquante seulement vont jusqu'au procès. Les complications et les frais de justice font peur. Pourtant, la majorité des affaires sont examinées en moins de six mois et les magistrats donnent souvent raison aux touristes.

## « Spécial jeunes » et retraités

A ce couple, privé in extremis de son voyage en Inde par un défaut d'organisation, tel tour-opérateur avait proposé « en remplacement » un séjour aux Baléares. Le tribunal de Paris et la cour d'appel ont estimé le préjudice moral pour « privation de vacances » à 10 000 F.

Un groupe de garçons et filles qui avaient acheté un voyage

« spécial jeunes » dans le désert marocain s'est retrouvé mêlé à des retraités qui, eux, avaient opté dans le catalogue pour les palais musulmans. Le séjour fut un mauvais cocktail des deux thèmes.

En conclusion, l'agence s'est vu infliger 10 000 F d'amende pour publicité mensongère et les plaignants ont reçu 3 000 F chacun.

## Des goûts et des couleurs...

Le cas le plus banal est celui des prestations insuffisantes. Quelques photos et une poignée de factures suffisent. A un groupe de touristes qui avaient trouvé aux Canaries la piscine de leur hôtel à sec, la plage transformée en parking, le restaurant panoramique encore en chantier et pas

## En cas de litige

• Syndicat national des agents de voyage, service consommateurs, 6, rue Villaret-Joyeuse, 75017 Paris. Tél. : 45-67-35-57.

• Institut national de la consommation, service juridique, 80, rue Lecourbe, 75005 Paris. Tél. : 45-67-35-57.

• Union fédérale des consommateurs, service juridique, 11, rue Guénot, 75011 Paris. Tél. : 43-48-55-48.

## POUR PARIS ET L'ILE-DE-FRANCE :

• Préfecture de l'Ile-de-France, direction des affaires financières, 21, rue Micollis, 75015 Paris. Tél. : 45-67-55-03.

• Direction départementale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, 8, rue Froissart, 75003 Paris. Tél. : 42-71-23-10.

d'eau potable au robinet, les juges ont accordé récemment un dédommagement représentant 30 % du prix payé.

Mais il y a tant d'éléments subjectifs dans un périple à l'étranger que les tribunaux sont parfois dans l'incapacité de leur attribuer une valeur marchande. Quel dédommagement offrir à un voyageur qui se plaint de multiples retards, de médiocres repas et

d'un guide incapable alors que tel autre estime ces détails de peu d'importance ? Pourtant, ces désagréments ajoutés les uns aux autres peuvent avoir gâché les vacances du premier. Devant semblable situation, les juges renvoient les plaideurs dos à dos. Le voyage reste un art. Or des goûts et des couleurs...

MARC AMBROISE-RENDU.

**CHYPRE**  
PARFUM DE SOLEIL, D'HISTOIRE ET D'AMITIÉ

Reservations chez votre agent de voyage

**CHYPRE**  
LE PARADIS A 4 HEURES DE PARIS  
VOYAGEZ AVEC LES AGENTS DE CYPRUS AIRWAYS

SON DE DOCUMENTATION GRATUITE

NOM \_\_\_\_\_  
PRÉNOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_

Cet hiver, découvrez Chypre et, sous son fidèle soleil, les merveilleux trésors du passé : ruines et mosaïques gréco-romaines, fresques byzantines, églises gothiques et citadelles imprégnables de l'époque des Lusignés. Un voyage fascinant à travers les temps.

Le confort des hôtels, le raffinement de la gastronomie et la gentillesse légendaire du peuple chypriote, contribueront aussi à rendre votre séjour inoubliable.

**SALZBOURG A LA CARTE**  
Conditions spéciales automne/hiver 1987/1988

**Avent-Noël-Jour de l'An**  
**Semaine Mozart à Salzbourg**

Salzbourg pour individuels - « Cœur Paracelse »  
« Safari hivernal » : Brefs séjours - Une semaine ou un week-end - Différentes offres des hôtels, etc.

**\* Nouveau :**  
Séjours combinés « Sports et Concerts »  
Demandez nos dépliants détaillés, sup  
Office du Tourisme de la ville  
(Stadtverkehrsbüro)  
7, Aubergstrasse, A-5024 SALZBURG  
Tél. : 1943/662/8072-0. - Téléc. : 6/33486

**SALZBURG**

Le pi de G

Itinéraires dans la tch avec Jean Ra

1987, Jean Ra...  
de la tch...  
avec Jean Ra...

Le pi de G...  
avec Jean Ra...

**AIR H**  
MARRAKECH  
NEW YORK  
PALMA  
DAKAR  
Havas



## Le piéton de Gand

Itinéraires incertains dans la cité flamande avec Jean Ray pour guide.



**L**e 8 juillet 1987, Jean Ray aurait eu cent ans. Sa bonne ville de Gand a, à peu près, 1377 ans. Raymond, Jean-Marie De Kromer (1887-1964), alias Jean Ray, alias John Flanders, alias Kapitein Bill, alias Sailor, auteur de l'insolite, prit, selon les spécialistes, environ une centaine de pseudonymes. Il ressemble à Gand qui l'a engendré. Il est bien juste, inversement, que Jean Ray, vie et œuvre confondues, puisse servir de guide à Gand, espace et temps mélangés. Tout ce qu'il a écrit vise à cette rencontre des lieux et des climats avec des créatures plus ou moins humaines. Pour les voyageurs tous risques acceptant cette règle, voici deux hypothèses de circuits.

Commençons par le point de vue de Sirius ou celui du géographe, ce qui revient à peu près au même. Quatre horizons crucient Gand, en biais évidemment. Au sud-est de la ville, on trouve les bas-fonds et les hautes eaux selon les goûts : derrière le petit quartier tranquille de la Vanderdonckdoorgang, que les Gantois appellent pudiquement la rue en verre (Glazenstraat), où les filles vous sourient si gentiment dans leurs vitrines, succède presque immédiatement le Petit Béguinage et ses hauts murs. Les béguines ne sourient pas et doivent rentrer avant l'angeus. D'ailleurs, celles qui restent se sont réfugiées dans le Grand Béguinage, plus loin à l'est.

Aujourd'hui, leurs maisons, leur préau, leur chapelle restent hantés par les terreurs du Moyen Âge. Jean Ray s'en est abondamment nourri. A l'autre bout de l'axe, au nord-ouest, on trouve le symétrique : derrière le château des Comtes (le Gravensteen) qui conserve en son cœur une cham-

bre des tortures, avec matériel ou parfait état de marche, demeure le béguinage de Sainte-Elizabeth. Il est désaffecté et les murs de brique peinte, rouge sang ou blanc immaculé, ne dissimulent plus que d'heureux propriétaires et une petite guinguette. Pourtant, on chuchote que c'est son allée principale, la *Provenierstraat*, qui inspira la *Ruelle théâtrale* de Jean Ray, dont chaque maison ne serait que le masque cachant une horrible face, peut-être l'immense vieille femme aux yeux de poule.

### Issues en trompe-l'œil

L'autre axe propose au nord-est le port de Handelsdok, et au sud-ouest la gare de Sint-Pieter, comme deux issues de secours. Il pourrait arriver que ce soit des issues en trompe-l'œil. En effet, les deux axes se croisent au château très noir de Gérard le Diable. Il date aussi des temps de l'hérésie, 1216. Après avoir été la demeure des châtellains de la ville, il abrita successivement les condamnés à mort, les fous, puis les archives, en un exemplaire itinéraire d'immobilisation.

A présent, personne n'y entre plus, du moins pour des visites de courte durée, et qui en sort ? Les poissons rouges du canal longeant le Recp semblaient un peu trop gavés pour être honnêtes. Jean Ray l'a toujours proclamé : les carrefours sont maudits et fort dangereux. Les Flamands le disent aussi : à minuit, vin au carrefour devant eau, pain, sable, bonnet malice...

On peut aussi suivre Jean Ray à la trace, ce qui est le plus sûr moyen de se perdre. Sa biographie, imaginaire ou réelle, se

confond délibérément avec son œuvre, dont aucune bibliographie exhaustive n'a encore été dressée. Il est né sur le Ham, un boulevard aujourd'hui rénové, tout près du port. Enfant, il nageait dans ses eaux noires, « comme un rat ».

C'est peut-être de là qu'il partit pour de grands voyages, vers l'Indonésie, ou la Route du rhum. Nul ne sait trop bien ce qu'il fit exactement l'année 1904, et à d'autres époques. C'est là sûrement qu'il apprit, dans les tavernes, combien en Flandre les eaux sont riches et les terres désolées, et pourquoi son pays appartenait aux marins et aux moines, donc aux diables, avant d'être aux drapiers. C'est évidemment là qu'il apprit à naviguer.

Jean Ray eut ensuite bien d'autres résidences dans la ville, dont la vieille prison de la Nieuwe Wandeling, à présent détruite. Car, pour pouvoir circuler entre les mondes parallèles, interdits ou illégaux, il faut bien parfois payer des droits d'octroi... Mais la liste de ses adresses est moins féconde que celle de ses rendez-vous. Aujourd'hui, il faut chercher ses traces à l'Athénée Royal, où il apprit tout ce qu'il n'avait pas appris dans les tavernes. Dans Ottogracht, de l'ancienne abbaye cistercienne, il resta la chapelle gothique. Il faut le chercher aussi dans la boucle de la Lys, au Cirque des Trois Clefs, où il rencontra sa femme, Nini Balta, une actrice.

### Chez les marchands de couleurs

Le cirque est devenu un garage, mais de l'autre côté du pont, on aperçoit encore son toit. Il faut le chercher au Théâtre Minard, juste à côté, où il présente ses pièces, dans ses librairies favorites, dans la minuscule officine de G. Mestdagh qui existe toujours, identique à elle-même,

nichée dans un mur de l'église Saint-Nicolas, dans les rédactions des journaux auxquels il collabora. Les fantômes et leurs sortilèges ne flottent pas seulement dans les endroits solitaires, mais aussi derrière les livres des bibliothèques, à travers les lucarnes des tableaux anciens, dans les magasins d'antiquités comme chez les marchands de couleurs.

Et puis, il y a la contagion. Comme si Jean Ray avait contaminé sa ville. Gand devient alors cité légendaire. Dans la Korianderstraat, les anciens bureaux Schulz, lépreux comme des ruines expressionnistes, sont dévorés par une mousse louchue de cimetière. Dans la Twijnderstraat, la complète absence de fenêtres fait soupçonner des réseaux de communication secrets entre les maisons où rôde quelque golem. Au 4, Beverhoutplein, une petite boutique poussiéreuse rassemble en vrac de vieux livres introuvables, une jambe de mannequin, des vitres brisées, et des arrièremondes obscurs.

Quand Gand se mêle d'être moderne, ce n'est pas plus confortable. A côté des chocolats Daskalides, une maison de la Kortekruisstraat adapte résolument le style nouille aux briques et aux pigments traditionnels. Ou bien, derrière la cathédrale Saint-Bavon, les frères Van Eyck sont adossés par un peuple dénué, avec enfants et guirlandes, monument noir fêtant la vraie fin du siècle. Les deux datent de 1913, évoquent les mollesseuses troublées chères aux symbolistes, la belle époque de Jean Ray, aspirant bourgeois de vingt-six ans, dont la fille Lulu venait de naître.

Il y aurait bien d'autres manières de visiter Gand. La méthode Alain Resnais par exemple, sur les traces de Harry Dickson : filatures et rendez-vous clandestins. La méthode Magritte :

fausse nuit et vrais éclairages. La méthode Ensor : masques et lumières du Nord. La méthode Conrad : trois petits tours sur la Lys et la Lièvre, puis fuite par l'Escaut... Mais comment diable trouver Malpertuis ?

### Un univers de pluie, de canaux et de marécages

Il y aurait bien d'autres manières, toutes des hommages à Jean Ray, et ce serait justice. Car il ne faut pas croire que ce centenaire soit pour l'instant une grande affaire. Tout se passe comme si Jean Ray était (un peu) maudit, jamais tout à fait à l'heure, ni tout à fait à sa place dans cet univers liquide de pluie, de canaux, de marécages. Il ne trouve une notoriété éphémère que juste avant sa mort. Et il n'est pas sûr qu'il trouve de véritable épiphanie posthume.

Anton Stevens, de la chaîne de télévision flamande (BRT), réalisateur d'un superbe film anniversaire (145 minutes en deux parties diffusées en mai 1987), remarque avec ironie que ce sont les Flamands qui l'ont produit, en néerlandais. Alors que Jean Ray a écrit la plus grande partie de son œuvre en français...

Sur la traduction en images de cet univers tellement visuel, il y a aussi comme une malédiction. A peine deux ou trois films, un de Jean-Pierre Mocky (à partir de *la Cité de l'indicible peur*), un de Harry Kümel avec Orson Welles (à partir de *Malpertuis*) : Alain Resnais, lui, n'a jamais tourné son *Harry Dickson*...

Pourtant, où trouver plus belle provocation à images que cette ville, entre ruines et restauration, et cet auteur, jouant la destruction au poker menteur et rusant avec le destin ? Une ville, un écrivain.

ANNE LAURENT.

### Repères

#### Sur Jean Ray

● *Cahiers de l'Herne Jean Ray*, dirigés par François Truchaud et Jacques Van Herp, 1980.

● *Jean Ray, l'archange fantasmagorique*, par Jean-Baptiste Barinien et Françoise Levie, Librairie des Champs-Élysées, 1981.

● Réédition des romans de Jean Ray aux Nouvelles Éditions Oswald.

● Alain Resnais-Jorge Samprun, *Repérages*, éditions du Chêne, 1974.

#### AUTOUR DE JEAN RAY

● Les Amis de Jean Ray, 63, rue Charles-Laprelle, 1040 Bruxelles.

● La Cercle des élèves d'Harry Dickson, c/o Gérard Dole, 10, rue de Buel, 75006 Paris. Édition d'un

dicque des poèmes de Jean Ray lus par Gérard Dole. : Paris-Barbarie.

● *Sailor's Memories*, Édition du Noyé, 227, rue du Noyé, 1040 Bruxelles.

#### QUELQUES ADRESSES

● Hôtel Gravensteen, Jan Breydelstraat 35, 091-25-11-50.

● Armand, Bannesteeg 8-10, 091-23-49-32, restaurant.

● Theatercafé De Grote Avond, Huldevetterskaai 40, 091-24-31-21 (de 19 h à 3 h du matin).

### 1500 villas de vacances à louer en Toscane, Ombrie...

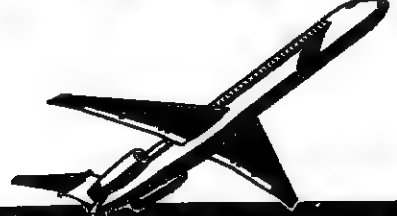


Amoureux de la Toscane, Ombrie, Vénétie, Sicile, Cuendet vous propose un choix de plus de 1500 fermes, villas et résidences de caractère, tout équipées et merveilleusement situées en Italie. Demandez dès maintenant le nouveau catalogue Cuendet 1988 (40 F). Toutes les villas y sont présentées en couleur et décrites en détail !

Pour obtenir le catalogue Cuendet, envoyez un chèque de 40 F à l'ordre de Cuendet à :

Destination CUENDET - N°3 18, rue de Vauvillers - 75001 PARIS - Tél. 42.33.38.16

## AIR HAVAS



MARRAKECH	à partir de 1290F
NEW YORK	à partir de 2130F
PALMA	à partir de 990F
DAKAR	à partir de 2200F

En vente à la boutique AIR HAVAS  
15, avenue de l'Opéra - 75001 Paris - Tél. 42.96.97.34  
et dans les 275 agences HAVAS-VOYAGES  
conditions générales dans le catalogue AIR HAVAS

Havas Voyages : faites la différence

## Allez au Portugal

Tout un week-end pour les amoureux de Lisbonne

1.990\*

Renseignez-vous auprès de votre agence de voyages ou

Contactez : la TAP Air Portugal - tél : (1) 42.96.16.09  
ou le Centro de Turismo de Portugal  
em França, 7 Rue Scribe - 75009 Paris

\* Un week-end à Lisbonne (3 jours / 2 nuits).  
Prix par personne incluant le transport par  
TAP Air Portugal  
Paris/Lisbonne/Paris et l'hébergement dans un  
hôtel 3\*\*\* (chambre double / petit déjeuner).



هكذا من الاصل







# LE MONDE DU VIN

## Les clones, ou la vigne du deuxième type



par Christian Flacelière

**D**ES que l'on parle de vin, les Français ont une remarquable tendance à considérer que « c'était mieux avant ». Les progrès techniques ou technologiques sont immédiatement soupçonnés de trahir une nature que le citadin imagine toujours bonne et généreuse. Ainsi, depuis quelques années, le recours aux clones fait l'objet de vives discussions tant chez les vignerons que chez les amateurs de grands vins.

Les clones ? Il faut, pour comprendre, savoir que l'on ne peut pas multiplier la vigne en semant des graines comme on le fait par exemple pour les radis. On la multiplie donc grâce à une forme de bouturage, c'est-à-dire qu'à la fin de l'hiver on prélève des sarments, bois qui ont porté des fruits l'été précédent. Placés dans des conditions idonees de température et d'humidité, ces bois forment des racines, et il ne reste plus qu'à les planter.

### Prélever « dans la masse »

Il y a peu encore, on croyait que le cépage (variété de vigne de l'espèce *Vitis vinifera*) était l'ultime individualité. On connaissait le pinot noir et le chardonnay en Bourgogne, le cabernet franc et le chenin dans la vallée de la Loire, l'auxerrois à Cahors, etc. La notion de cépage n'avait en réalité rien de véritablement homogène. Car on a, depuis, découvert que les choses étaient beaucoup plus complexes et que, dans la plupart des cas, ces cépages étaient constitués de sous-populations aux caractéristiques variées.

A l'intérieur d'une variété bien identifiée, on a ainsi pu isoler des populations différentes tant par la

morphologie, la précocité, que la sensibilité aux maladies, la grosseur ou la teneur en sucre des fruits. Il était tentant dès lors de sélectionner et de chercher à multiplier, grâce aux techniques du clonage, ce que l'on estime les meilleures individualités dans un cépage donné. On parle ainsi aujourd'hui en viticulture de plus en plus souvent de clones et de « sélection clonale ».

Avant l'arrivée de ces clones, on faisait une sélection d'un autre type, dite « sélection massale ». Dans une vigne, le vigneron marquait à la peinture les pieds qui lui paraissaient les plus vigoureux, les plus réguliers et les plus sains. Il marquait aussi d'une autre couleur les pieds à tendance pathologique, sujets aux maladies, de production irrégulière, et qu'il ne lui semblait pas utile de faire se reproduire.

Après quatre ou cinq années d'un tel marquage, les meilleurs pieds étaient repérés, ceux sur lesquels on pouvait prélever « dans la masse » des solutions pour les faire se multiplier. Depuis quelques années, le vigneron français vit ainsi une véritable révolution, la sélection clonale remplaçant progressivement un peu partout la sélection massale. Tout cela n'est pas sans soulever de nouvelles questions.

« Notre région a été l'une des premières, il y a sept ou huit ans, à planter sur de grandes surfaces des sélections de clones », explique M. Jacques Bahuaud, directeur d'une maison de négoce dans le muscadet. « Notre cépage, le melon, est très sensible aux viroses, maladies virales de système végétatif. Planter des vignes parfaitement saines est très important. Aujourd'hui, en vous promenant dans les vignes, vous ne verrez que très peu de pieds manquants. Au siècle dernier, on considérait qu'il pouvait manquer jusqu'à un pied sur dix dans une vieille vigne.

Maintenant cette proportion n'est plus que d'un sur deux cents ou trois cents. Ce n'est toutefois qu'une manifestation visible, la plus spectaculaire, de l'apport des sélections clonales. Pour ce qui est du vin lui-même, les changements sont difficiles à apprécier.

« Que nous fassions aujourd'hui du vin globalement meilleur

des vins, les très forts rendements étant le plus souvent incompatibles avec la qualité des vins d'appellation d'origine contrôlée ».

En réalité, les vignerons semblent assez désarmés aujourd'hui devant la sélection clonale et ses progrès. « On ne peut être spécialiste en tout », résume M. Bruno

confiance à l'ANTAV, qui produit les pieds mères reproducteurs. Situé au Grau-du-Roi, près de Nîmes, l'ANTAV est un grand domaine contrôlé par l'Etat. On y accumule depuis plusieurs années un nombre considérable d'informations et on y sélectionne des entités variétales indemnes de toute virose. Ces plantes sont ensuite multipliées par des centres agréés. Le financement du mécanisme est simple. Sur chaque pied acheté par un viticulteur, 4 centimes vont à l'ANTAV.

Contrairement aux illusions nourries il y a quelques années, les clones ne sont à l'origine d'aucun miracle. Selon le milieu dans lequel ils sont plantés, ces pieds hyper-sélectionnés ne donnent en effet pas tous le même résultat.

### Trente ans pour juger

« Le milieu a une influence considérable, presque toujours déterminante », indique M. Jacques Forget, directeur général d'un groupement de trente-sept coopératives du Sud-Ouest, qui ont été le témoin de plusieurs siècles d'expérience. « Même si les sélections clonales et les analyses de sol sont en général bien faites, cela ne veut pas dire que l'on sait prévoir aujourd'hui ce qui se passera après la plantation des clones. Il faut au moins trente ans pour juger. La vigne est très particulière. C'est l'une des rares plantes sur lesquelles on coupe tous les ans les bois qui ont porté les fruits. Ne pas planter des clones serait aujourd'hui prendre un risque à court terme, mais de la dégradation de la plante, mais ne planter qu'un seul et unique clone serait également prendre un énorme risque. Imaginez que survienne une maladie inconnue et que le clone y soit sensible. C'est une vigne entière, voire une région, qu'il faudrait alors arracher ».

Sainson, qui restructure aujourd'hui le vignoble de Château Laroque, un grand cru de Saint-Émilion, où il a recours aux clones de Merlot. « J'ai choisi mes clones en fonction de leur comportement végétatif. J'espère qu'ils me donneront des grappes aériées, en nombre pas trop important, et bien réparties sur la plante. Il faut attendre ».

Le vigneron fait confiance aux pépiniéristes à qui il achète ses clones. Le pépiniériste fait confiance à un centre agréé à qui il achète des clones de multiplication. Ce centre fait lui-même

cher. C'est pour toutes ces raisons que les vignerons restent circonspects.

Dans le Bordelais, un homme s'est intéressé aux sélections clonales avant tout le monde, M. Jean-Bernard Delmas, qui dirige le célèbre Château Haut-Brion. En 1974, il plante ses premiers clones. En 1978, il crée une véritable collection, qui compte maintenant environ trois cents identités différentes. Aujourd'hui, les 40 hectares du Château Haut-Brion sont plantés, à 20 %, de clones. M. Delmas cache aujourd'hui son enthousiasme derrière une grande prudence. « Il y a beaucoup de facteurs non contrôlés, et je n'oserai pas affirmer de façon péremptoire la supériorité de la sélection clonale. Nous continuons progressivement, doucement, à planter des clones certifiés en éliminant les plus productifs. Les progrès sont constants et permanents : dans dix ou quinze ans, d'autres progrès permettront probablement d'aller plus vite. Il me semble que les vins issus de vignes plantées de clones sont très puissants, taniques, riches, mais qu'ils peuvent en revanche manquer de complexité. Ceux issus de sélections de greffons de la propriété sont en revanche plus complexes, plus fins et moins puissants. Il apparaît pratiquement certain que les meilleurs résultats pour ce qui est du vin viennent d'un ensemble de clones et non de clones isolés ».

Plusieurs millénaires après sa « domestication » par l'homme et un siècle après l'épidémie de phylloxera qui faillit lui être fatale, la vigne vit aujourd'hui avec la technique du clonage une nouvelle étape de sa longue histoire : une étape peut-être déterminante et dont personne ne semble encore être en mesure de dire en quoi elle modifiera les vins que boiront les hommes du troisième millénaire.



## 600 PRIX 2.000.000 F A GAGNER GRAND CONCOURS LE MONDE DU VIN

### QUESTION N° 13

- Les « caudales » : de quoi s'agit-il ?
- d'un étalon sensoriel exprimé en secondes, correspondant à la durée de persistance en bouche après avoir avalé le vin ?
  - d'une expression bourguignonne désignant le vin restant dans une barrique après la mise en bouteilles ?
  - d'un terme languedocien pour désigner les derniers rangs de vigne, souvent plus courts que les autres ?

### QUESTION N° 14

« Chaptaliser », c'est ajouter du sucre dans un moût en cours de fermentation. Quel poids faut-il en ajouter, théoriquement, pour augmenter d'un degré un litre de moût ?

- 6 g.
- 17 g.
- 22 g.
- 28 g.

### POUR VOUS AIDER :

#### L'INDICE RTL

Écoutez RTL chaque jour du lundi au samedi : à 10 heures Jean-Pierre Imbach vous dévoile l'indice RTL. Ou tapez sur votre Minitel 36.15 code LEMONDE ou RTL pour retrouver ces indices.

### POUR PARTICIPER

Découpez la vignette ci-contre et conservez-la précieusement. Vous devrez la coller sur le bulletin-réponse diffusé dans le Monde à l'issue des 48 questions. Vous y noterez également chacune de vos réponses.

TOUS LES JOURS DANS

**Le Monde**



VIGNETTE N° 7

avec le patronage de l'INAO et de la SOPEXA

## « L'AMOUR DU VIN »

vous connaissez ?

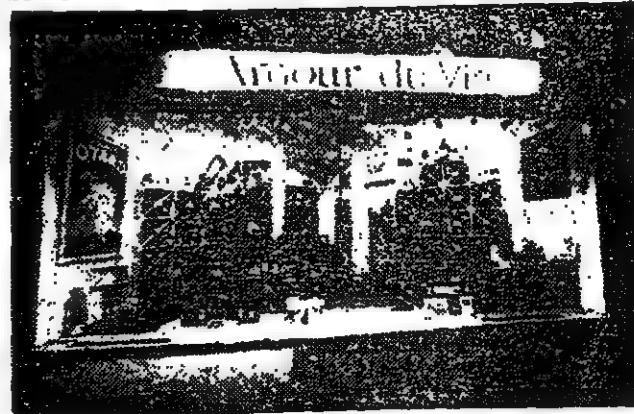


Non, c'est pourtant l'endroit le plus intéressant de Paris pour les amateurs et passionnés de vin. Une boutique luxueuse et climatisée ouverte depuis peu par PATRICK DUSSERT-GERBER dans le plus beau quartier de Paris\* pour y vendre à des prix propriété (aucune marge n'est prise par la boutique !) les 100 meilleurs vins de l'année de 9 à 300 F.

Notre homme, à qui l'on doit l'estimable et redouté (par les vignerons) GUIDE DES VINS DE FRANCE paru chez Albin Michel, consacré meilleur guide des vins cette année en recevant le prix Gutenberg, propose également dans sa boutique des dégustations entièrement gratuites « sérieuses mais conviviales » et les conseils de son sommelier Olivier SEUZARET qui officia auparavant au Pré Catelan.

Une raison de plus pour foncer dans ce véritable temple du vin, unique en France et accessible à tous.

A noter qu'un cadeau attend tous les clients venant de la part du « Monde ».



\* « L'AMOUR DU VIN » - 94, rue St-Dominique, 75007 PARIS

Tél. : 45-56-12-94

OUVERT TOUS LES JOURS de 9 h à 20 h, sauf dimanche après-midi et lundi

هكذا من الاجل



## JEUX

## échecs

N° 1251

KASPAROV  
DANS UN GUET-APENS

Deuxième partie du match

de championnat du monde,

Séville, octobre 1987

Blancs : G. KASPAROV

Noirs : A. KARPPOV

Partie anglaise.

1. e4 (a) C64 17. e4 (a) dxc4 (f) 32. dxc4 C63 (ag)  
2. Cc3 (b) 18. Fxc6 gxc6 33. dxc4 C63 (ag)  
3. Cc3 C64 (g) 19. Cc4 Bg7 (u) 34. f4 ou 6... T88; 7. Cc5, Cxd5; 8. gxd5, Cc4. Le coup du texte est probablement le plus énergique.

NOTES

a) Le choix de la partie anglaise est un nouveau dans ces rencontres pour le titre suprême entre Kasparov et Karpov; on peut y voir chez le champion du monde aussi bien un déclinisme de son répertoire d'ouvertures qu'un hommage à M. Botvinnik, son maître, qui conserva si longtemps sa couronne.

b) Cette réponse asymétrique témoigne de la part des Noirs, selon D. Bronstein, d'une claire volonté de jouer pour le gain.

c) La variante « des quatre Cavaliers », qui rappelle la défense sicilienne, les couleurs étant inversées et les Blancs ayant un temps de plus.

d) Entre 1977 et 1980, Kasparov, qui ouvrait souvent du début anglais, poursuivait soit par 4. g3, soit par 4. d3. D'autres possibilités sont 4. d4 et 4. e4.

e) La suite moderne. D'autres réponses demeurent : 4... d5; 4... f5 et 4... f4. F67. Le fianchetto — R. est ici à déconseiller : si 4... g6; 5. d4, exd4; 6. Cxd4, Fg7; 7. Fg2, 0-0; 8. 0-0, T88; 9. Cxc6, bxc6; 10. d4, et les Noirs ont des difficultés à développer leur aile D (Uhlmann-Rajkovic, Hastings, 1973).

f) On 5. Cc5, Fg5; 6. Fg2, 0-0; 7. 0-0, d6; 8. d3 ou encore 5. Cc5, d6; 6. Cc4, Fg5; 7. Fg2, d6; 8. 0-0, F86.

g) D'autres directions sont également jouables : 6... Fxc3; 7. bxc3, d6; 8. d3, 64 ou 6... T88; 7. Cc5, Cxd5; 8. gxd5, Cc4. Le coup du texte est probablement le plus énergique.

h) Une autre idée consiste en 7. Cc1 — Cc3 — Cc3. Par exemple, 7. Cc1, Fxc3; 8. dxc3, b6; 9. Cc2, b6; 10. Cc3, Fb7; 11. Cc5, Cc5; 12. b3, T88; 13. f4, exf3, (Uhlmann-Makarichev, Sarajevo, 1982).

i) 8. dxc3 se donne rien : 8... T88; 9. Cc3, b6; 10. Cc4, d6; 11. Cc5, Ff5 avec des chances égales (Kasparov-Knaak, 1973).

j) Une idée de Smyslov qui passe pour supérieure à la suite 9. d3. Il est clair que les Blancs doivent éliminer le pion noir pour retrouver leur liberté d'initiative. Tout ce début, fort connu, a été demandé au champion du monde que quatre minutes.

k) Cette réponse formidable innovation théorique. Le grand expert, Marc Taimanov, dans ses ouvrages sur la partie anglaise, ne mentionne que la suite 9... exf3; 10. Cxf3, d3; 11. exd5, Dxd5; 12. Cc4, d5; 13. Cxc6, bxc6; 14. d3, Fg4; 15. Dc4, une position à double tranchant, selon lui. Apparemment aucun théoricien n'a aperçu ce nouveau coup — sauf John Watson (Batsford) en 1979, qui n'aide au point d'interrogation en raison de la réfutation 10. d3! — alors que de nombreuses variantes sont examinées jusqu'à un trentième coup. On s'est peut-être un jour depuis combien d'années Karpov tenait en réserve ce sacrifice de pion, qui ne lui demande qu'un échiquier que deux minutes de réflexion.

l) Il semble bien que le champion du monde, malgré son choix de l'ouverture, n'était pas préparé à cette réponse; elle le surprit tellement qu'il plongea dans un abîme de pensées durant quatre-vingt-cinq minutes (bataille avec son dernier record de réflexion d'une heure huit

minutes contre Botvinnik en 1961). L'acceptation du sacrifice donne aux Blancs de belles compensations après 10. dxc3, d3; 11. exd5, Cxd5; 12. d4, Cxd3; 13. Dxd3, Cxd3; 14. d2, Cxd3; 15. Dc2, Cc4; 16. d2, Cc4, f5; 17. g4, Cb6. Il est en ce moment si les Blancs avaient le pion d en d4 : 10. d4, d5!

m) Si 11. exd5, Cxd5; 12. d4, Cxd3; 13. Dxd3, Cc4; 14. d2, Cc4, f5; 15. Dc2, Cc4. A noter que la D blanche ne se rend pas en d4 à cause de la menace 11... Fd7!

n) Le poste de D en a3 semble au premier abord artificiel, mais, en fait, la D surveille mieux la situation de cette case qu'en e4, où elle serait exposée à l'attaque de Fd-c3.

o) La C-D'a plus rien à faire en a3 et doit contrôler le centre.

p) S'emparant à juste titre de la colonne e-verse.

q) Les deux F blancs sont admirablement posés sur les grandes diagonales; l'avance g3-g4, ouvrant la diagonale a1-h8, et menaçant de déplacer le roque par Fxc6 semble inquiétante pour les Noirs. On a l'impression, soudain, que les Blancs ont commencé à prendre l'avantage positionnel, malgré l'avance du pion noir en d3.

r) Cependant, Karpov ouvre le premier des hostilités en attaquant le pion d2.

s) La contre-attaque des Blancs est immédiate. 17. Ff3, Ff3; 18. Cxf3 (si 18. Txf3, b6; 19. Cc3, Cg4), Td8 laisse les Noirs avec un bon jeu.

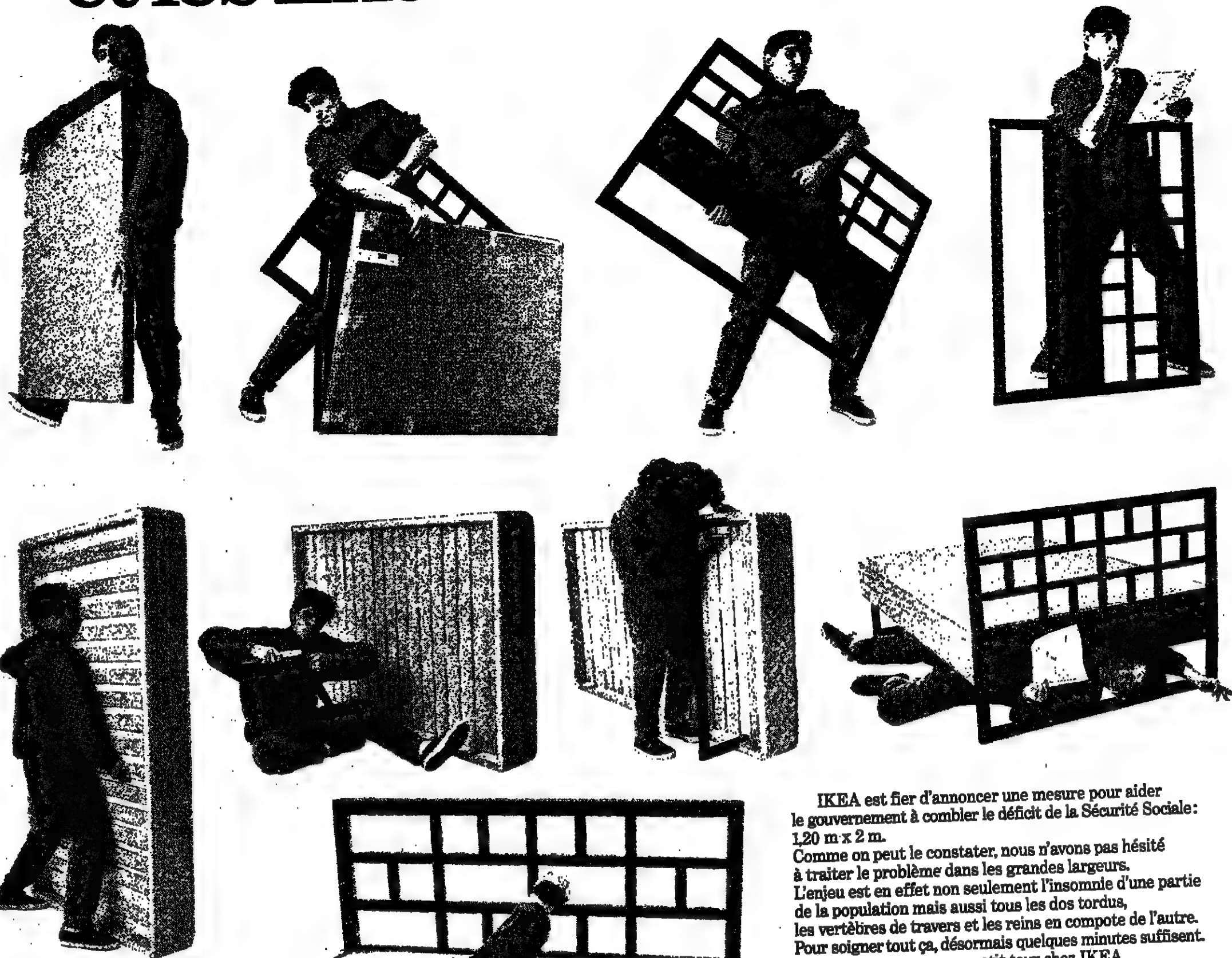
t) Après 17... Ff3; 18. Txf3, Fg4; 19. exd5, Cc8; 20. d6, Dd7; 21. Fxf6, gxf6; 22. Cc4, les Noirs sont perdus.

u) Il fallait du courage et une longue vue pour accepter cette position de roque.

v) Se rendant compte qu'il n'est pas possible d'aller plus loin dans l'attaque du roque (si 20. Dc3, Dd5; 21. exd5, Dxd5; 22. exd5, Dxd5; 23. exd5, Dxd5; 24. exd5, Dxd5; 25. exd5, Dxd5; 26. exd5, Dxd5; 27. exd5, Dxd5; 28. exd5, Dxd5; 29. exd5, Dxd5; 30. exd5, Dxd5; 31. exd5, Dxd5; 32. exd5, Dxd5; 33. exd5, Dxd5; 34. exd5, Dxd5; 35. exd5, Dxd5; 36. exd5, Dxd5; 37. exd5, Dxd5; 38. exd5, Dxd5; 39. exd5, Dxd5; 40. exd5, Dxd5; 41. exd5, Dxd5; 42. exd5, Dxd5; 43. exd5, Dxd5; 44. exd5, Dxd5; 45. exd5, Dxd5; 46. exd5, Dxd5; 47. exd5, Dxd5; 48. exd5, Dxd5; 49. exd5, Dxd5; 50. exd5, Dxd5; 51. exd5, Dxd5; 52. exd5, Dxd5; 53. exd5, Dxd5; 54. exd5, Dxd5; 55. exd5, Dxd5; 56. exd5, Dxd5; 57. exd5, Dxd5; 58. exd5, Dxd5; 59. exd5, Dxd5; 60. exd5, Dxd5; 61. exd5, Dxd5; 62. exd5, Dxd5; 63. exd5, Dxd5; 64. exd5, Dxd5; 65. exd5, Dxd5; 66. exd5, Dxd5; 67. exd5, Dxd5; 68. exd5, Dxd5; 69. exd5, Dxd5; 70. exd5, Dxd5; 71. exd5, Dxd5; 72. exd5, Dxd5; 73. exd5, Dxd5; 74. exd5, Dxd5; 75. exd5, Dxd5; 76. exd5, Dxd5; 77. exd5, Dxd5; 78. exd5, Dxd5; 79. exd5, Dxd5; 80. exd5, Dxd5; 81. exd5, Dxd5; 82. exd5, Dxd5; 83. exd5, Dxd5; 84. exd5, Dxd5; 85. exd5, Dxd5; 86. exd5, Dxd5; 87. exd5, Dxd5; 88. exd5, Dxd5; 89. exd5, Dxd5; 90. exd5, Dxd5; 91. exd5, Dxd5; 92. exd5, Dxd5; 93. exd5, Dxd5; 94. exd5, Dxd5; 95. exd5, Dxd5; 96. exd5, Dxd5; 97. exd5, Dxd5; 98. exd5, Dxd5; 99. exd5, Dxd5; 100. exd5, Dxd5; 101. exd5, Dxd5; 102. exd5, Dxd5; 103. exd5, Dxd5; 104. exd5, Dxd5; 105. exd5, Dxd5; 106. exd5, Dxd5; 107. exd5, Dxd5; 108. exd5, Dxd5; 109. exd5, Dxd5; 110. exd5, Dxd5; 111. exd5, Dxd5; 112. exd5, Dxd5; 113. exd5, Dxd5; 114. exd5, Dxd5; 115. exd5, Dxd5; 116. exd5, Dxd5; 117. exd5, Dxd5; 118. exd5, Dxd5; 119. exd5, Dxd5; 120. exd5, Dxd5; 121. exd5, Dxd5; 122. exd5, Dxd5; 123. exd5, Dxd5; 124. exd5, Dxd5; 125. exd5, Dxd5; 126. exd5, Dxd5; 127. exd5, Dxd5; 128. exd5, Dxd5; 129. exd5, Dxd5; 130. exd5, Dxd5; 131. exd5, Dxd5; 132. exd5, Dxd5; 133. exd5, Dxd5; 134. exd5, Dxd5; 135. exd5, Dxd5; 136. exd5, Dxd5; 137. exd5, Dxd5; 138. exd5, Dxd5; 139. exd5, Dxd5; 140. exd5, Dxd5; 141. exd5, Dxd5; 142. exd5, Dxd5; 143. exd5, Dxd5; 144. exd5, Dxd5; 145. exd5, Dxd5; 146. exd5, Dxd5; 147. exd5, Dxd5; 148. exd5, Dxd5; 149. exd5, Dxd5; 150. exd5, Dxd5; 151. exd5, Dxd5; 152. exd5, Dxd5; 153. exd5, Dxd5; 154. exd5, Dxd5; 155. exd5, Dxd5; 156. exd5, Dxd5; 157. exd5, Dxd5; 158. exd5, Dxd5; 159. exd5, Dxd5; 160. exd5, Dxd5; 161. exd5, Dxd5; 162. exd5, Dxd5; 163. exd5, Dxd5; 164. exd5, Dxd5; 165. exd5, Dxd5; 166. exd5, Dxd5; 167. exd5, Dxd5; 168. exd5, Dxd5; 169. exd5, Dxd5; 170. exd5, Dxd5; 171. exd5, Dxd5; 172. exd5, Dxd5; 173. exd5, Dxd5; 174. exd5, Dxd5; 175. exd5, Dxd5; 176. exd5, Dxd5; 177. exd5, Dxd5; 178. exd5, Dxd5; 179. exd5, Dxd5; 180. exd5, Dxd5; 181. exd5, Dxd5; 182. exd5, Dxd5; 183. exd5, Dxd5; 184. exd5, Dxd5; 185. exd5, Dxd5; 186. exd5, Dxd5; 187. exd5, Dxd5; 188. exd5, Dxd5; 189. exd5, Dxd5; 190. exd5, Dxd5; 191. exd5, Dxd5; 192. exd5, Dxd5; 193. exd5, Dxd5; 194. exd5, Dxd5; 195. exd5, Dxd5; 196. exd5, Dxd5; 197. exd5, Dxd5; 198. exd5, Dxd5; 199. exd5, Dxd5; 200. exd5, Dxd5; 201. exd5, Dxd5; 202. exd5, Dxd5; 203. exd5, Dxd5; 204. exd5, Dxd5; 205. exd5, Dxd5; 206. exd5, Dxd5; 207. exd5, Dxd5; 208. exd5, Dxd5; 209. exd5, Dxd5; 210. exd5, Dxd5; 211. exd5, Dxd5; 212. exd5, Dxd5; 213. exd5, Dxd5; 214. exd5, Dxd5; 215. exd5, Dxd5; 216. exd5, Dxd5; 217. exd5, Dxd5; 218. exd5, Dxd5; 219. exd5, Dxd5; 220. exd5, Dxd5; 221. exd5, Dxd5; 222. exd5, Dxd5; 223. exd5, Dxd5; 224. exd5, Dxd5; 225. exd5, Dxd5; 226. exd5, Dxd5; 227. exd5, Dxd5; 228. exd5, Dxd5; 229. exd5, Dxd5; 230. exd5, Dxd5; 231. exd5, Dxd5; 232. exd5, Dxd5; 233. exd5, Dxd5; 234. exd5, Dxd5; 235. exd5, Dxd5; 236. exd5, Dxd5; 237. exd5, Dxd5; 238. exd5, Dxd5; 239. exd5, Dxd5; 240. exd5, Dxd5; 241. exd5, Dxd5; 242. exd5, Dxd5; 243. exd5, Dxd5; 244. exd5, Dxd5; 245. exd5, Dxd5; 246. exd5, Dxd5; 247. exd5, Dxd5; 248. exd5, Dxd5; 249. exd5, Dxd5; 250. exd5, Dxd5; 251. exd5, Dxd5; 252. exd5, Dxd5; 253. exd5, Dxd5; 254. exd5, Dxd5; 255. exd5, Dxd5; 256. exd5, Dxd5; 257. exd5, Dxd5; 258. exd5, Dxd5; 259. exd5, Dxd5; 260. exd5, Dxd5; 261. exd5, Dxd5; 262. exd5, Dxd5; 263. exd5, Dxd5; 264. exd5, Dxd5; 265. exd5, Dxd5; 266. exd5, Dxd5; 267. exd5, Dxd5; 268. exd5, Dxd5; 269. exd5, Dxd5; 270. exd5, Dxd5; 271. exd5, Dxd5; 272. exd5, Dxd5; 273. exd5, Dxd5; 274. exd5, Dxd5; 275. exd5, Dxd5; 276. exd5, Dxd5; 277. exd5, Dxd5; 278. exd5, Dxd5; 279. exd5, Dxd5; 280. exd5, Dxd5; 281. exd5, Dxd5; 282. exd5, Dxd5; 283. exd5, Dxd5; 284. exd5, Dxd5; 285. exd5, Dxd5; 286. exd5, Dxd5; 287. exd5, Dxd5; 288. exd5, Dxd5; 289. exd5, Dxd5; 290. exd5, Dxd5; 291. exd5, Dxd5; 292. exd5, Dxd5; 293. exd5, Dxd5; 294. exd5, Dxd5; 295. exd5, Dxd5; 296. exd5, Dxd5; 297. exd5, Dxd5; 298. exd5, Dxd5; 299. exd5, Dxd5; 300. exd5, Dxd5; 301. exd5, Dxd5; 302. exd5, Dxd5; 303. exd5, Dxd5; 304. exd5, Dxd5; 305. exd5, Dxd5; 306. exd5, Dxd5; 307. exd5, Dxd5; 308. exd5, Dxd5; 309. exd5, Dxd5; 310. exd5, Dxd5; 311. exd5, Dxd5; 312. exd5, Dxd5; 313. exd5, Dxd5; 314. exd5, Dxd5; 315. exd5, Dxd5; 316. exd5, Dxd5; 317. exd5, Dxd5; 318. exd5, Dxd5; 319. exd5, Dxd5; 320. exd5, Dxd5; 321. exd5, Dxd5; 322. exd5, Dxd5; 323. exd5, Dxd5; 324. exd5, Dxd5; 325. exd5, Dxd5; 326. exd5, Dxd5; 327. exd5, Dxd5; 328. exd5, Dxd5; 329. exd5, Dxd5; 330. exd5, Dxd5; 331. exd5, Dxd5; 332. exd5, Dxd5; 333. exd5, Dxd5; 334. exd5, Dxd5; 335. exd5, Dxd5; 336. exd5, Dxd5; 337. exd5, Dxd5; 338. exd5, Dxd5; 339. exd5, Dxd5; 340. exd5, Dxd5; 341. exd5, Dxd5; 342. exd5, Dxd5; 343. exd5, Dxd5; 344. exd5, Dxd5; 345. exd5, Dxd5; 346. exd5, Dxd5; 347. exd5, Dxd5; 348. exd5, Dxd5; 349. exd5, Dxd5; 350. exd5, Dxd5; 351. exd5, Dxd5; 352. exd5, Dxd5; 353. exd5, Dxd5; 354. exd5, Dxd5; 355. exd5, Dxd5; 356. exd5, Dxd5; 357. exd5, Dxd5; 358. exd5, Dxd5; 359. exd5, Dxd5; 360. exd5, Dxd5; 361. exd5, Dxd5; 362. exd5, Dxd5; 363. exd5, Dxd5; 364. exd5, Dxd5; 365. exd5, Dxd5; 366. exd5, Dxd5; 367. exd5, Dxd5; 368. exd5, Dxd5; 369. exd5, Dxd5; 370. exd5, Dxd5; 371. exd5, Dxd5; 372. exd5, Dxd5; 373. exd5, Dxd5; 374. exd5, Dxd5; 375. exd5, Dxd5; 376. exd5, Dxd5; 377. exd5, Dxd5; 378. exd5, Dxd5; 379. exd5, Dxd5; 380. exd5, Dxd5; 381. exd5, Dxd5; 382. exd5, Dxd5; 383. exd5, Dxd5; 384. exd5, Dxd5; 385. exd5, Dxd5; 386. exd5, Dxd5; 387. exd5, Dxd5; 388. exd5, Dxd5; 389. exd5, Dxd5; 390. exd5, Dxd5; 391. exd5, Dxd5; 392. exd5, Dxd5; 393. exd5, Dxd5; 394. exd5, Dxd5; 395. exd5, Dxd5; 396. exd5, Dxd5; 397. exd5, Dxd5; 398. exd5, Dxd5; 399. exd5, Dxd5; 400. exd5, Dxd5; 401. exd5, Dxd5; 402. exd5, Dxd5; 403. exd5, Dxd5; 404. exd5, Dxd5; 405. exd5, Dxd5; 406. exd5, Dxd5; 407. exd5, Dxd5; 408. exd5, Dxd5; 409. exd5, Dxd5; 410. exd5, Dxd5; 411. exd5, Dxd5; 412. exd5, Dxd5; 413. exd5, Dxd5; 414. exd5, Dxd5; 415. exd5, Dxd5; 416. exd5, Dxd5; 417. exd5, Dxd5; 418. exd5, Dxd5; 419. exd5, Dxd5; 420. exd5, Dxd5; 421. exd5, Dxd5; 422. exd5, Dxd5; 423. exd5, Dxd5; 424. exd5, Dxd5; 425. exd5, Dxd5; 426. exd5, Dxd5; 427. exd5, Dxd5; 428. exd5, Dxd5; 429. exd5, Dxd5; 430. exd5, Dxd5; 431. exd5, Dxd5; 432. exd5, Dxd5; 433. exd5, Dxd5; 434. exd5, Dxd5; 435. exd5, Dxd5; 436. exd5, Dxd5; 437. exd5, Dxd5; 438. exd5, Dxd5; 439. exd5, Dxd5; 440. exd5, Dxd5; 441. exd5, Dxd5; 442. exd5, Dxd5; 443. exd5, Dxd5; 444. exd5, Dxd5; 445. exd5, Dxd5; 446. exd5, Dxd5; 447. exd5, Dxd5; 448. exd5, Dxd5; 449. exd5, Dxd5; 450. exd5, Dxd5; 451. exd5, Dxd5; 452. exd5, Dxd5; 453. exd5, Dxd5; 454. exd5, Dxd5; 455. exd5, Dxd5; 456. exd5, Dxd5; 457. exd5, Dxd5; 458. exd5, Dxd5; 459. exd5, Dxd5; 460. exd5, Dxd5; 461. exd5, Dxd5; 462. exd5, Dxd5; 463. exd5, Dxd5; 464. exd5, Dxd5; 465. exd5, Dxd5; 466. exd5, Dxd5; 467. exd5, Dxd5; 468. exd5, Dxd5; 469. exd5, Dxd5; 470. exd5, Dxd5; 471. exd5, Dxd5; 472. exd5, Dxd5; 473. exd5, Dxd5; 474. exd5, Dxd5; 475. exd5, Dxd5; 476. exd5, Dxd5; 477. exd5, Dxd5; 478. exd5, Dxd5; 479. exd5, Dxd5; 480. exd5, Dxd5; 481. exd5, Dxd5; 482. exd5, Dxd5; 483. exd5, Dxd5; 484. exd5, Dxd5; 485. exd5, Dxd5; 486. exd5, Dxd5; 487. exd5, Dxd5; 488. exd5, Dxd5; 489. exd5, Dxd5; 490. exd5, Dxd5; 491. exd5, Dxd5; 492. exd5, Dxd5; 493. exd5, Dxd5; 494. exd5, Dxd5; 495. exd5, Dxd5; 496. exd5, Dxd5; 497. exd5, Dxd5; 498. exd5, Dxd5; 499. exd5, Dxd5; 500. exd5, Dxd5; 501. exd5, Dxd5; 502. exd5, Dxd5; 503. exd5, Dxd5; 504. exd5, Dxd5; 505. exd5, Dxd5; 506. exd5, Dxd5; 507. exd5, Dxd5; 508. exd5, Dxd5; 509. exd5, Dxd5; 510. exd5, Dxd5; 511. exd5, Dxd5; 512. exd5, Dxd5; 513. exd5, Dxd5; 514. exd5, Dxd5; 515. exd5, Dxd5; 516. exd5, Dxd5; 517. exd5, Dxd5; 518. exd5, Dxd5; 519. exd5, Dxd5; 520. exd5, Dxd5; 521. exd5, Dxd5; 522. exd5, Dxd5; 523. exd5, Dxd5; 524. exd5, Dxd5; 525. exd5, Dxd5; 526. exd5, Dxd5; 527. exd5, Dxd5; 528. exd5, Dxd5; 529. exd5, Dxd5; 530. exd5, Dxd5; 531. exd5, Dxd5; 532. exd5, Dxd5; 533. exd5, Dxd5; 534. exd5, Dxd5; 535. exd5, Dxd5; 536. exd5, Dxd5; 537. exd5, Dxd5; 538. exd5, Dxd5; 539. exd5, Dxd5; 540. exd5, Dxd5; 541. exd5, Dxd5; 542. exd5, Dxd5; 543. exd5, Dxd5; 544. exd5, Dxd5; 545. exd5, Dxd5; 546. exd5, Dxd5; 547. exd5, Dxd5; 548. exd5, Dxd5; 549. exd5, Dxd5; 550. exd5, Dxd5; 551. exd5, Dxd5; 552. exd5, Dxd5; 553. exd5, Dxd5; 554. exd5, Dxd5; 555. exd5, Dxd5; 556. exd5, Dxd5; 557. exd5, Dxd5; 558. exd5, Dxd5; 559. exd5, Dxd5; 560. exd5, Dxd5; 561. exd5, Dxd5; 562. exd5, Dxd5; 563. exd5, Dxd5; 564. exd5, Dxd5; 565. exd5, Dxd5; 566. exd5, Dxd5; 567. exd5, Dxd5; 568. exd5, Dxd5; 569. exd5, Dxd5; 570. exd5, Dxd5; 571. exd5, Dxd5; 572. exd5, Dxd5; 573. exd5, Dxd5; 574. exd5, Dxd5; 575. exd5, Dxd5; 576. exd5, Dxd5; 577. exd5, Dxd5; 578. exd5, Dxd5; 579. exd5, Dxd5; 580. exd5, Dxd5; 581. exd5, Dxd5; 582. exd5, Dxd5; 583. exd5, Dxd5; 584. exd5, Dxd5; 585. exd5, Dxd5; 586. exd5, Dxd5; 587. exd5, Dxd5; 588. exd5, Dxd5; 589. exd5, Dxd5; 590. exd5, Dxd5; 591. exd5, Dxd5; 592. exd5, Dxd5; 593. exd5, Dxd5; 594. exd5, Dxd5; 595. exd5, Dxd5; 596. exd5, Dxd5; 597. exd5, Dxd5; 598. exd5, Dxd5; 599. exd5, Dxd5; 600. exd5, Dxd5; 601. exd5, Dxd5; 602. exd5, Dxd5; 603. exd5, Dxd5; 604. exd5, Dxd5; 605. exd5, Dxd5; 606. exd5, Dxd5; 607. exd5, Dxd5; 608. exd5, Dxd5; 609. exd5, Dxd5; 610. exd5, Dxd5; 611. exd5, Dxd5; 612. exd5, Dxd5; 613. exd5, Dxd5; 614. exd5, Dxd5; 615. exd5, Dxd5; 616. exd5, Dxd5; 617. exd5, Dxd5; 618. exd5, Dxd5; 619. exd5, Dxd5; 620. exd5, Dxd5; 621. exd5, Dxd5; 622. exd5, Dxd5; 623. exd5, Dxd5; 624. exd5, Dxd5; 625. exd5, Dxd5; 626. exd5, Dxd5; 627. exd5, Dxd5; 628. exd5, Dxd5; 629. exd5, Dxd5; 630. exd5, Dxd5; 631. exd5, Dxd5; 632. exd5, Dxd5; 633. exd5, Dxd5; 634. exd5, Dxd5; 635. exd5, Dxd5; 636. exd5, Dxd5; 637. exd5, Dxd5; 638. exd5, Dxd5; 639. exd5, Dxd5; 640. exd5, Dxd5; 641. exd5, Dxd5; 642. exd5, Dxd5; 643. exd5, Dxd5; 644. exd5, Dxd5; 645. exd5, Dxd5; 646. exd5, Dxd5; 647. exd5, Dxd5; 648. exd5, Dxd5; 649. exd5, Dxd5; 650. exd5, Dxd5; 651. exd5, Dxd5; 652. exd5, Dxd5; 653. exd5, Dxd5; 654. exd5, Dxd5; 655. exd5, Dxd5; 656. exd5, Dxd5; 657. exd5, Dxd5; 658. exd5, Dxd5; 659. exd5, Dxd5; 660. exd5, Dxd5; 661. exd5, Dxd5; 662. exd5, Dxd5; 663. exd5, Dxd5; 664. exd5, Dxd5; 665. exd5, Dxd5; 666. exd5, Dxd5; 667. exd5, Dxd5; 668. exd5, Dxd5; 669. exd5, Dxd5; 670. exd5, Dxd5; 671. exd5, Dxd5; 672. exd5, Dxd5; 673. exd5, Dxd5; 674. exd5, Dxd5; 675. exd5, Dxd5; 676. exd5, Dxd5; 677. exd5, Dxd5; 678. exd5, Dxd5; 679. exd5, Dxd5; 680. exd5, Dxd5; 681. exd5, Dxd5; 682. exd5, Dxd5; 683. exd5, Dxd5; 684. exd5, Dxd5; 685. exd5, Dxd5; 686. exd5, Dxd5; 687. exd5, Dxd5; 688. exd5, Dxd5; 689. exd5, Dxd5; 690. exd5, Dxd5; 691. exd5, Dxd5; 692. exd5, Dxd5; 693. exd5, Dxd5; 694. exd5, Dxd5; 695. exd5, Dxd5; 696. exd5, Dxd5; 697. exd5, Dxd5; 698. exd5, Dxd5; 699. exd5, Dxd5; 700. exd5, Dxd5; 701. exd5, Dxd5; 702. exd5, Dxd5; 703. exd5, Dxd5; 704. exd5, Dxd5; 705. exd5, Dxd5; 706. exd5, Dxd5; 707. exd5, Dxd5; 708. exd5, Dxd5; 709. exd5, Dxd5; 710. exd5, Dxd5; 711. exd5, Dxd5; 712. exd5, Dxd5; 713. exd5, Dxd5; 714. exd5, Dxd5; 715. exd5, Dxd5; 716. exd5, Dxd5; 717. exd5, Dxd5; 718. exd5, Dxd5; 719. exd5, Dxd5; 720. exd5, Dxd5; 721. exd5, Dxd5; 722. exd5, Dxd5; 723. exd5, Dxd5; 724. exd5, Dxd5; 725. exd5, Dxd5; 726. exd5, Dxd5; 727. exd5, Dxd5; 728. exd5, Dxd5; 729. exd5, Dxd5; 730. exd5, Dxd5; 731. exd5, Dxd5; 732. exd5, Dxd5; 733. exd5, Dxd5; 734. exd5, Dxd5; 735. exd5, Dxd5; 736. exd5, Dxd5; 737. exd5, Dxd5; 738. exd5



# Nous avons mis au point un traitement contre l'insomnie et les fins de mois difficiles.



**DINGJA**  
Structure de lit,  
bois massif laqué noir,  
pour lit 120 x 200 cm

**1280 F**  
Sans sommier ni literie



IKEA est fier d'annoncer une mesure pour aider le gouvernement à combler le déficit de la Sécurité Sociale: 1,20 m x 2 m.

Comme on peut le constater, nous n'avons pas hésité à traiter le problème dans les grandes largeurs. L'enjeu est en effet non seulement l'insomnie d'une partie de la population mais aussi tous les dos tordus, les vertèbres de travers et les reins en compote de l'autre. Pour soigner tout ça, désormais quelques minutes suffisent. Vous commencez par un petit tour chez IKEA. Voir un aussi grand choix à des prix aussi petits, c'est bon pour le moral.

Vous repérez un lit qui vous plaît (ce n'est pas ce qui manque), vous le mettez dans ou sur votre voiture (avec nos cartons plats, c'est facile), vous vous livrez vous-même (ça, c'est bon pour les sous).

Une fois chez vous, vous suivez exactement le mode d'emploi illustré sur cette page. Simple, simple. Et n'oubliez surtout pas la position en bas, indispensable pour apprécier combien notre traitement est efficace et pas cher avec ça.

On vous l'a dit, on vous le redit: quand on monte un meuble, ça descend son prix. En plus, ce ne sont ni le matelas, ni les draps ou la couette que vous avez pris chez IKEA qui rendront votre fin de mois difficile. Au prix où c'est, vous pourrez dormir sur vos deux oreilles.

Nous espérons ainsi contribuer modestement à redresser à la fois votre budget et celui de l'Etat. Après tout, un lit ça peut intéresser la chambre des députés...



Ils sont fous ces Suédois

MINITEL 36 15 IKEA

IKEA PARIS NORD II: ZAC PARIS NORD II - AUTOROUTE DU NORD SORTIE 21 PARIS NORD II TEL. (1) 48.62.20.25 - LUN. A VEN.: 11-20 H - (NOCTURNE LE MER. JUSQU'A 22 H) - SAM. ET DIM.: 10-20 H ☐ ☐ RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.  
IKEA EVRY LISSES: ZI LE CLOS-AUX-POIS AUTOROUTE DU SUD SORTIE EVRY LISSES MENNECY TEL. (1) 64.92.71.20 - LUN. A VEN.: 11-20 H - (NOCTURNE LE JEU. JUSQU'A 22 H) - SAM. ET DIM.: 10-20 H ☐ ☐ RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.  
IKEA L'ON: CITÉ CIAL DU GRAND VIRE, VAUX-EN-VELIN TEL. 78.79.23.26 - IKEA VITROLLES: RN 113 QUARTIER DU GRIFFON - VITROLLES TEL. 42.89.96.16 ☐ ☐ RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.

هكذا من الاصل







# Culture

## CINÉMA

### La mort de Lino Ventura

#### Le roc

L'acteur Lino Ventura est mort le 22 octobre à son domicile de Saint-Cloud d'une crise cardiaque. Il était âgé de soixante-huit ans.

dans l'univers de Jean-Pierre Melville (le Deuxième Souffle, 1967).

Baroudeur, trand mûri et désabusé, flic encore, ou Français moyen, Lino Ventura impose un type d'homme vulnérable, friable, sous sa force tranquille et sa solidité.

machination kafkaïenne d'Un papillon sur l'épaule (Jacques Dery, 1978). L'Homme en colère (Claude Pinoteau, 1979). Garde à vue (Claude Miller, 1981). Espion levé (Yves Boisset, 1982). Les Misérables (Robert Hossein, 1982). Cent jours à Palerme (Giuseppe



JACQUES SICLIER.

C'est en 1960, avec *Classe tous risques*, de Claude Sautet, que le personnage qu'il incarne à l'écran prend une psychologie beaucoup plus complexe. La comparaison avec Gabin n'est plus de saison, et, trand, policier ou aventurier, Lino Ventura apporte désormais à ses personnages une caractérisation dépassant les genres. Il évolue entre la série noire parodique de Georges Lautner : *les Tontons flingueurs* (1963) ou *les Barbouzes* (1964), le réalisme poétique de l'Opéra de quat'sous (1963), le film d'action moderne : *l'Arme à gauche*, de Claude Sautet (1965), *les Grandes Gueules*, de Robert Enrico (1965), *Avec la peau des autres*, de Jacques Dery (1966), et entre

physique : *Dernier domicile connu*, de José Giovanni (1970), *Boulevard du rhum*, de Robert Enrico (1971), *L'aventure, c'est l'aventure*, de Claude Lelouch (1971), *le Silence*, de Claude Pinoteau (1973), *la Bonne Année*, de Claude Lelouch (1973), *l'Emmerdeur*, comédie burlesque d'Edouard Molinaro, avec Jacques Brel (1973) ; *la Gifle*, de Claude Pinoteau (1974), *Adieu poulet*, de Pierre Granier-Deferre (1975).

A l'approche de la soixantaine, Lino Ventura, qui ne paraît pas son âge, ne sera jamais aussi remarquable que dans l'enquêteur anglois de *Cadavres exquis* (Francesco Rosi, 1976) ou l'homme pris dans une

### « La Folle Histoire de l'espace » de Mel Brooks

On a dit parfois que Shakespeare n'a pas écrit les pièces de Shakespeare, mais qu'elles étaient dues à un de ses contemporains, nommé Shakespeare. La même mésaventure est arrivée à Mel Brooks. Le satiriste sauvage des *Producteurs*, du *Shérif est en prison*, de *Frankenstein Jr.*, a un sosie nommé Mel Brooks, qui vient de commettre un misérable pastiche de *la Guerre des étoiles*, *Spaceballs*, pudiquement traduit par *la Folle Histoire de l'espace*.

Le vrai Mel Brooks n'aurait pas parodié un film entièrement fait déjà de citations ironiques. Il n'aurait pas eu cette sâverie. Il n'aurait pas accumulé les plaisanteries de cal' conne les plus sinistres, il les aurait au moins entrecoupées de quelques gags percutants.

Le vrai Mel Brooks fait surface à une ou deux reprises, dans la scène de l'arrivée, par exemple. Mais c'est rare, bien trop rare. Alors, on attend son retour et on lui fait confiance. Il va se débarrasser de son insupportable sosie.

C. G.

### « Fucking Fernand » de Gérard Mordillat

Au moment de l'Exode, en 1940, Fernand le Batard (Thierry Lhermte), fils de bourgeois, aveugle, vierge et obsédé sexuel, sort d'une maison religieuse où sa famille l'avait mis en « pension » et part sur les routes avec André Binet (Jean Yanne), assassin évadé. Les deux hommes vont traverser la guerre et l'Occupation en échappant à divers dangers et en faisant de la résistance dans un bordel.

*Fucking Fernand* fut, d'abord, un roman de Walter Lewino, publié aux éditions Balland en 1976 (et réédité aujourd'hui), récit plaisant, à l'esprit anarchiste, au style dru, vert, mais pas vulgaire. Jean Aurenche a participé au scénario. On reconnaît, ici et là, sa patte, son ironie mordante. Mais la mise en scène de Gérard Mordillat appuie tous les traits, tous les effets, transforme le mélange de grotesque et de tragique en grosse farce où, malheureuxes, on passe un premier quart d'heure époustoufflant, la vulgarité s'installe. Alors que les acteurs s'agitent, que les poursuites succèdent aux poursuites, le film marque une fois pour toutes dans les premiers jours de l'Occupation, et la partie purement sentimentale où intervient Charlotte Valandrey paraît incongrue. On misait gagnant au départ. Et puis, crac!

J. S.

### Médée, de Pier Paolo Pasolini

#### Le mythe retrouvé

La voix de Callas s'était altérée ; la diva voulait être star. Elle a rencontré Pasolini. Leur film a subi les effets d'un malentendu. Il faut le voir avec la distance du temps.

Au cours de l'année 1965, la voix de Maria Callas s'altéra considérablement. Des représentations de *Norma* à l'Opéra de Paris furent honteuses. Maria Callas décida de se reposer quelque temps. Elle ne devait revenir en scène que pour des récitals, mais, à ce moment-là, personne ne le savait.

Le temps passe. On dit que Maria Callas veut débiter au cinéma. C'est vrai. Elle refuse quelques propositions, dont le scénario de *Boom*, qui tournerait Joseph Losey. Et puis, fin mars 1969, elle annonce qu'elle a signé un contrat pour *Médée*, de Pier Paolo Pasolini. Le film est tourné pendant l'été, en Turquie, en Syrie. Un événement s'annonce. Interprète géniale de *Médée*, de Cherubini, la Callas a tellement marqué le rôle d'opéra que le personnage mythique lui revient de droit, en quelque sorte. Mais pas question de chanter quoi que ce soit à l'écran. Elle sera actrice, tragédienne. Une nouvelle Callas. Le nom de Pasolini l'avait fait hésiter. Elle avait aimé *l'Evangile selon saint Matthieu* et *Edipe roi*. Par contre, *Théorème* l'avait choquée, à cause des « gros plans de truquantes » (*l'Express* du 28 juillet 1969). Mais elle avait fini par comprendre les conceptions de Pasolini.

La première du film au palais Garnier le 28 janvier 1970 n'est pas un triomphe. Mais fallait-il compter sur le parisianisme ? Plus grave est la carrière publique de *Médée*. Un échec. Le plus cuisant, peut-être, qu'ait connu Pasolini. D'une façon générale, les critiques reconnaissent les beautés plastiques de l'œuvre et le talent, la noblesse, la sensibilité de Maria Callas (on admire aussi ses costumes). Mais on attendait un spectacle baroque pour une diva descendue sur la Terre. Or, Pasolini, suivant la voie de son *Edipe roi* (1967), a donné, avec Callas, une analyse du mythe antique dont le spectacle n'est qu'une structure parmi d'autres. Le malentendu est total. A l'époque, il ne pouvait en être autrement, Maria Callas ayant elle-même, à la ville comme à la scène, une fonction, une nature mythique, qu'elle devait garder jusqu'à sa mort prématurée en 1977.

Cette mort, on vient d'en célébrer le dixième anniversaire, et par les expositions, par le disque, le culte renait pour une autre génération. Mais on peut revoir *Médée* avec d'autres yeux, une autre tournure d'esprit, puisqu'on en sait, maintenant, davantage sur Pasolini. Il y a une erreur à dissiper d'emblée : la magicienne de Colchide, obligée de fuir son pays avec Jason, pour qui elle a volé la Toison d'or, la femme exilée, délaçée dans le monde grec, ne saurait être assimilée à Callas elle-même et à son destin. La diva, projetée par son ombre sur *Médée*, même si, par l'opéra de Cherubini, elle l'avait - déjà - rejointe.

Si Pasolini s'était inspiré d'Euripide, il avait relu Mircos Eliade et Jung. Son analyse du mythe, de son conflit entre deux terres, deux religions, deux civilisations, annoncée par le magnifique personnage du double Centaure qu'interprète Laurent Terzieff, relève du structuralisme, et propose, à travers des images admirablement composées (le monde barbare de *Médée*, la Grèce de Jason et sa beauté décadente), la réévaluation moderne des éléments mythiques.

Une grande partie du film, à partir des apparitions de Callas-Médée entourée de personnages, ne comporte pas de dialogues. Les sons, la musique d'accompagnement, s'accrochent aux visions des décors réels et des intérieurs. Et, puisque *Médée* est aussi une histoire d'amour, où la femme possédée par la passion, va être progressivement privée de son identité première, Pasolini a filmé des scènes extraordinaires sensuelles entre Callas (de ce point de vue transfigurée) et Giuseppe Gentile. Quand vient le temps de l'abandon et de la vengeance, *Médée* retrouve ses archétypes originaux, parle avec les forces invisibles, et Callas, royale, imprécatrice, se fait l'instrument de la tragédie. Le meurtre des enfants, seulement suggéré - avec quelle force poétique ! - est un sacrifice qu'elle s'impose dès lors qu'il n'y a plus d'amour possible avec Jason.

La fin, grandiose, est à la mesure de Callas. Ni diva ni star, mais extraordinaire présence cinématographique.

J. S.

● RECTIFICATIF. - L'exposition « Autour de David, le classicisme belge » a bien lieu au Pavillon des arts de Paris, non loin du Forum des Halles, et non pas à celui de Bruxelles comme il a été indiqué par erreur.

DANS L'ESPACE PERSONNE NE VOUS ENTEND HURLER DE RIRE

MEL BROOKS

LA FOLLE HISTOIRE DE L'ESPACE

CANAL + DE RECU



"SAMEDI 1 HEURE" AVEC ANDRÉ FONTAINE  
Magazine proposé par Jean-Louis BURGAT, Erik GILBERT et Frédéric L. BOULAY. A 13 h, le samedi 24 octobre, André FONTAINE, Directeur du Monde, commentera et analysera les grands événements de la semaine : politique, société, sport, cinéma...

Pour poser vos questions à notre invité, tapez 3615, code CPLUS.

CANAL+ LA TELE PAS COMME LES AUTRES

هكذا من الاصل



صلى الله عليه وسلم

## Culture

Joseph Brodsky couronné par l'Académie suédoise



Joseph Brodsky, qui a été couronné, le jeudi 22 octobre, par l'Académie suédoise, est le cinquième Soviétique (ou ancien Soviétique) à recevoir le prix Nobel de littérature. Né en 1940 à Leningrad dans une famille juive, Joseph Brodsky est aussi l'un des plus jeunes lauréats de ce prix littéraire. Condamné en 1964 en URSS pour « parasitisme social » à cinq ans de travail forcé, le poète a émigré en 1972 en Occident et a été naturalisé américain. Dans ses attendus, l'Académie suédoise a insisté sur l'envergure « dans le temps et l'espace » qui caractérise la production littéraire de Joseph Brodsky. Cette distinction n'a pas été officiellement annoncée à Moscou.

Un poème inédit

### « A Lycomède. Ile de Skyros »

Je quitte la ville, comme Thésée son labyrinthe, laissant Minotaure puer et Ariane roucouler dans les bras de Bacchus.

Apothéose pour le champion. Dieu toujours manigance le rendez-vous quand le haut fait est accompli, et nous trainons déjà la proie aux alenours, nous retirant à jamais de tels lieux où ne nous est plus donné le retour.

Un meurtre est un meurtre, il faut bien le dire, Mortel, tu dois lutter contre les monstres mais qui donc les prétendait immortels ? et pour que nous ne nous figurions pas avoir sur les vaincus la préséance, Dieu nous ravit chaque récompense, nous tient à l'écart des fous en joie et nous contraint au secret. Nous partons.

C'est pour de bon maintenant, pour jamais.

Car si l'homme peut encore retourner au lieu de son crime, il ne saurait revenir là où il fut humilié.

Vraiment sur ce point le dessein divin et notre propre sentiment de honte ont si absolument coïncidé qu'il n'y a plus derrière nous : que nuit. Bête puante, fous excités, maisons et feux. Et dans l'espace sombre Ariane et Bacchus se mignotent.

Un jour sans doute, il faudra revenir... chez soi. A la maison. Dans nos foyers. Ma route alors crociera cette ville. Fasse Dieu que je n'aie pas avec moi le glaive aux deux tranchants ! Car si la ville, pour ceux qui l'habitent, commence au centre, au château, — pour nous errants et maudits elle commence au premier taudis.

Leningrad, 1967  
(Traduction de Georges Nivat.)

## Le poète de Leningrad

(Suite de la première page.)

Défendu par certains des plus grands créateurs soviétiques (Akhmatova, Chostakovitch), le jeune poète ne purgea qu'une partie de sa peine, mais, libéré après un an et demi, il ne trouva pas le compromis qui lui aurait permis d'être édité en URSS. Son premier recueil, *Poésies*, parut donc, en 1965, à l'étranger, suivi par *Une halte dans le désert* en 1970. En 1972, la KGB l'invita à émigrer, et la première visite du poète russe, expatrié en tant que juif, fut pour son maître Andrey Bientôt Brodsky s'installa aux Etats-Unis, procédant à ce vaste troc d'empire et d'espaces qu'il décrit dans sa *Ballade de Cape Cod*.

Admis et admiré par l'establishment, traduit en polonais par Czesław Miłosz et en anglais par Alan Myers, en italien par Buttafava, Brodsky s'est imposé partout, sauf en France, où son art de la strophe et de la rime, sa sécheresse de dessin, sa trivialité lexicale, alliée à sa perfection strophique, n'ont pas encore su se frayer un chemin digne de lui (1).

### « La science de la séparation »

En Amérique, il s'est souverainement imposé. D'abord, en 1977, avec la version anglaise d'*Une partie de discours*, où Brodsky a été son propre traducteur, puis, en 1986, avec un recueil de prose, *Less than one* (« Moins qu'un »), autobiographie intellectuelle (2), suite de portraits de poètes — Akhmatova,

Cavafy, Auden et autres, — portraits de villes comme Saint-Petersbourg et Byzance, où Brodsky, comme Mandelstam, « apprit la science de la séparation ». Depuis peu, il a commencé d'écrire en anglais, non seulement de la prose, mais de la poésie : son *Histoire du XX<sup>e</sup> siècle*, conçue comme un spectacle de ballet, où l'histoire se présente en saynètes drolatiques, fut directement rédigée en anglais et publiée par *Parisian Review* en 1986.

En russe, *Une halte dans le désert* (1970), *Une partie de discours* (1977), *Fin d'une époque merveilleuse* (1977), *Nouvelles stances à Auguste* (1983) et *Urania* (1987) jalonnent l'itinéraire du poète. Lyrique, la poésie de Brodsky ne l'est pas au sens ordinaire. Jusque dans ses pièces érotiques, on voit non seulement s'affirmer un laconisme étonnant, mais des formes « objectives » se substituer aux mouvements de l'émotion. Dans *J'écris cette épître et j'ai un regard* (la pièce qui ouvre les *Nouvelles stances à Auguste*), le miroir renvoie la chambre derrière l'enlacement amoureux, un « intérieur » se construit comme un espace figé où seul un papillon de nuit vient forcer le regard à bouger et le fantôme d'Eros à abandonner la maison. Cette immobilisation du monde, cette saisie qui va aux limites s'achève sur un constat d'abandon. Constat récurrent, où exil et départ sont toujours les marques de l'histoire.

### Une orfèvrerie superbe

C'est dans l'histoire que Brodsky puise ses épîtres grecques ou romaines, ses lettres chinoises de la dynastie Ming, ou encore le message qu'il envoie à Lycomède : l'île de Skyros. Parce que c'est Lycomède, roi de Skyros, qui allait mettre à mort Thésée, réfugié auprès de lui après avoir été chassé d'Athènes. « Il a quitté les lieux sans un regard », dit l'épigramme que Brodsky emprunte à Akhmatova pour son poème *Décembre à Florence*. L'ampleur du regard de Brodsky vient des poètes métaphysiques anglais du dix-septième siècle, et particulièrement de John Donne, à qui il consacre, très jeune, sa *Grande Épître*. Chez ces poètes, il apprit à dénombrer et désigner tout le réel, depuis les chats de midi sur les bancs de Florence jusqu'aux états d'un drugstore au bord de la Tamise, à Chelsea. Brodsky dialogue avec l'espace, il aime « les longues choses de la vie, les rues et les rivières », il rend les lumières, non les souffrances.

De son séjour forcé à l'hôpital psychiatrique, il rapporta un long poème, *Gorbounov et Gortchikoff*, où deux fous qui dialoguent semblent devenir les deux motifs d'un même moi en qui le logos se divise, s'insurge, diverge. Sa pièce de théâtre récente, *Marbre*, qui se situe dans un prolongement imaginaire de l'Empire romain nous fait retrouver ce couple, sous les noms de Tullius et Tubilius.

L'agencement strophique atteint chez Brodsky une virtuosité inédite : il fait penser à la rotation de l'Astrolabe comme si s'établissait une harmonie entre ce long poème strophique et la machine du ciel. Dans cette orfèvrerie superbe, les trivialités, les citations cachées, les figures de rhétorique les plus recouvertes, les rimes les plus virtuoses, concourent également à la bonne marche de l'univers brodskien.

### Un tombeau poétique élevé aux parents

« Obtenir un petit grade, faire marcher une fraiseuse, être battu lors d'un interrogatoire ou donner un cours sur Callimaque sont essentiellement la même chose », écrit Brodsky, en résumant du même coup son existence terrestre. Mais Brodsky n'est ni neutre ni retiré dans un quelconque esthétisme. Ses jugements sur le monde ont beau être laconiques, ils sont d'une précision vengeresse. Disciple de T.S. Eliot et de Auden, il ne conçoit pas de « retarder passé et présent », sans inclure le jugement moral. Son essai *De la tyrannie est coupant comme un sabre. La maladie et la mort sont peut-être les seules choses qu'un tyran ait en commun avec ses sujets*.

Brodsky regrette que la langue russe se transmette si mal car, pense-t-il, elle est en possession d'un regard sur le mal que les autres n'ont pas. Le dernier essai de *Less than one* est un « tombeau » poétique que le poète élève à ses parents. Le père était officier de marine ; le fils reprend les jumelles des mains de son père et regarde, par ces jumelles du souvenir, son père et sa mère qui ont déjà la pâleur d'outre-tombe. « J'écris ceci en anglais, parce que je veux faire don d'une marge de liberté », écrit le fils. Ce sont donc des vertes anglaises qui redonnent mouvement au père officier de marine, contrainte de démissionner en 1950, parce qu'il était juif, ainsi qu'à l'étrange espace (« une chambre et demi ») où vécut la famille à Leningrad. Saint-Petersbourg était à portée de main, la cathédrale du Sauveur était quasiment dans la cour...

Trois exploits sont, selon Brodsky, au crédit de la Russie : sa littérature, sa flotte et l'architecture de Saint-Petersbourg. En fils de Pouchkine, Brodsky affectionne une Russie européenne, volontaire, créatrice. Son « goût pour une cité rebaptisée » nous ramène au miraculeux berceau de volonté pure qu'est la ville de Pierre-le-Grand. Un berceau que ce fils de Péttersbourg a dû quitter comme Dante, Florence.

« Ici, la foule parle en assaillant le tramway  
La langue d'un homme qui d'ici s'enfuit... »  
GEORGES NIVAT.

(1) Le Seuil avait publié un recueil de Brodsky, en 1966 : *Collines et autres poèmes*.  
(2) Farrar, Straus et Giroux, New-York. A paraître chez Fayard.

### Le prix Aujourd'hui à Alain Minc

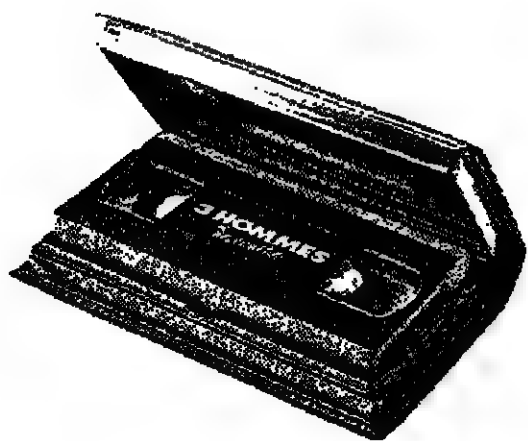
Le vingt-sixième prix Aujourd'hui a été attribué, le jeudi 22 octobre, à M. Alain Minc, trente-huit ans, pour son essai *La Machine égalitaire* (Grasset). Le prix Aujourd'hui, dont le jury est composé de journalistes parmi lesquels MM. Jacques Favet, Jean Boissonnat, Alain Duhamel, Raymond Castans et Philippe Tesson, récompense un ouvrage politique ou historique portant sur la période contemporaine, ce qui est le cas de *La Machine égalitaire*, dont Roger Fauroux écrivait dans le *Monde* du 23 septembre : « Comment agir pour que la France redevienne le pays de l'égalité ? Voilà (...) le vrai sujet du livre et

l'objet de la révolte d'Alain Minc : pour le lecteur, qui ira au bout d'un lourd appareil argumentaire et passera sur quelques raccourcis d'analyse et d'innuies coquetteries d'écriture, il apparaîtra pour ce qu'il est : un libellé superbement subversif. »

M. Alain Minc, énarque, sociologue, économiste, est aujourd'hui directeur administratif général de la CERUS (groupe Carlo de Benedetti). M. Minc est également président de la Société des lecteurs du *Monde*. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *L'Avenir en face* (Seuil, 1984).

## films en vidéo : ATTENTION !

# UNE TVA A 33 % PEUT ETRE MORTELLE BAISSONS LA MAINTENANT



« De toutes les formes d'expression culturelle — presse, livre, cinéma et disque — seule la vidéo, qui propose au public les films édités sur cassettes, est toujours traitée et maltraitée comme un produit de luxe par une TVA à 33 %.

Pour que la diffusion de la culture audiovisuelle s'élargisse...  
Pour que les moyens de la création française soient renforcés...  
Pour que la vidéo, forme d'expression culturelle, survive :

**CETTE TVA DOIT BAISSER !**

Chambre Syndicale de l'Edition Audiovisuelle

## Les yeux de Laure

LE CONCEPT D'OBJET DANS LA THEORIE DE J. LACAN

Toute cure psychanalytique est traversée de questions inconscientes, douloureuses, insaisissables, qui ont pour nom l'objet a de Lacan. Comment précisément cet objet a se manifeste-t-il dans l'expérience de l'analysé ?

Aubier

## théâtres

Le théâtre de la Ville de Paris présente...  
Le théâtre de la Comédie-Française présente...  
Le théâtre de la Mairie de Paris présente...  
Le théâtre de la Sorbonne présente...  
Le théâtre de la rue de la Harpe présente...  
Le théâtre de la rue de la Chapelle présente...  
Le théâtre de la rue de la Vierge présente...  
Le théâtre de la rue de la Harpe présente...  
Le théâtre de la rue de la Chapelle présente...  
Le théâtre de la rue de la Vierge présente...

## cinéma

Le cinéma de la Ville de Paris présente...  
Le cinéma de la Comédie-Française présente...  
Le cinéma de la Mairie de Paris présente...  
Le cinéma de la Sorbonne présente...  
Le cinéma de la rue de la Harpe présente...  
Le cinéma de la rue de la Chapelle présente...  
Le cinéma de la rue de la Vierge présente...











GYMNASTIQUE : championnats du monde

# La figure Liukine

Le gymnaste soviétique n'a pas contesté lors des premiers épreuves masculines des championnats du monde qui ont lieu à Rotterdam jusqu'à dimanche. Les valeurs du concours par équipes y a deux ans à Moscou, les gymnastes de l'URSS ont récidivé dès le mardi 20 octobre en s'adjugeant les trois meilleures places au classement individuel des figures imposées. Un trio d'athlètes aux médailles éblouissantes, qui se joignent aux autres concurrents, ils se joignent de l'Allemagne de l'est ou de la Chine.

**YOURI** Korolev, champion du monde en titre, tente de préserver sa médaille de deux de ses compagnons : Dmitri Bilozerchev, l'ancien, et Vieri Liukine, le petit nouveau. Tir de la gymnastique mondiale en 1983, Bilozerchev, âgé de 26 ans, avait décroché le titre au combat au couteau avec un entraîneur chinois. L'homme au nez d'acier et au talent éclatant avait enthousiasmé les spectateurs. Un grave accident de la route, qui lui avait valu des fractures multiples à la jambe gauche, l'avait écarté des championnats d'Europe en 1985.

L'enquête avait prouvé que Bilozerchev conduisait en état d'ivresse au moment de l'accident qui avait emprunté le véhicule de son entraîneur. Exclu de la compétition, il n'a dû son salut à sa réintégration qu'à une intervention de Youri Titov, président de la Fédération soviétique de gymnastique. Profitant de cet engagement, Korolev, vingt-trois ans, avait occupé le devant de la scène jusqu'aux championnats d'Europe qui ont eu lieu à Moscou au mois de mai dernier.

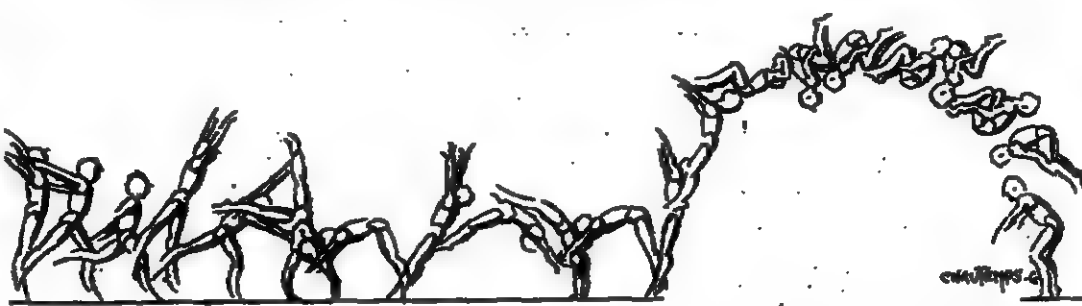
Lors de ces épreuves, une nouvelle étoile est née. Un jeune concurrent de vingt ans a marqué l'histoire de la gymnastique en réalisant un triple salto arrière au cours des exercices au sol. Une acrobatie nouvelle entrain aussi dans les concours, elle portait le nom de son créateur : Vieri Liukine. Léger et plein de force, le jeune homme réussissait une figure que de nombreux gymnastes essayaient à l'entraînement mais n'osaient présenter en compétition.

Cet enfant d'une petite ville de Kazakhstan a commencé la gymnastique à huit ans par admiration pour son frère aîné. Quatre ans

l'une de ses premières participations à des épreuves de haut niveau.

Là, concurrents et spécialistes de tous les pays ont admiré une première mondiale : l'exécution d'un triple salto au sol. Dans le camp français, les caméras ont tourné pour filmer cet exploit. Ensuite, les entraîneurs se sont précipités sur les écrans pour « décortiquer » cette réalisation. Un dessin a été réalisé d'après les images qui montrent la décomposition du mouvement (ci-dessous).

« Ce saut est unique, car il demande une grande préparation technique et beaucoup de con-



Le triple salto arrière de Vieri Liukine (document Fédération française de gymnastique).

plus tard, il réussit à attirer l'attention des entraîneurs nationaux lors des championnats de la république. Sa perfection aux agrès incite les sélectionneurs à l'intégrer au centre de perfectionnement d'Alma-Ata, la capitale. Malgré les réticences de ses parents, Liukine commence à douze ans à suivre les cours de la dure école de fabrication de gymnastes. A raison de trente à quarante heures d'entraînement par semaine, le jeune garçon apprend à mieux travailler avec ses bras et à vaincre la peur que procurent certaines figures.

« Liukine a dû se familiariser avec tous les mouvements, séparément, pour pouvoir les enchaîner par la suite, car la gymnastique est un jeu de construction qui nécessite de très bonnes bases pour progresser », explique Alain Vouriot, l'un des responsables de la Fédération française de gymnastique. Recherchant l'originalité, l'athlète, actuellement étudiant en deuxième année de professeur de culture physique, a renouvelé son programme à 70 % avant les championnats d'Europe.

La course d'été étant limitée à la diagonale du tapis (14 mètres), le gymnaste ne doit pas faire plus de trois pas », précise Leonid Arkhaev, le directeur du département de gymnastique au comité des sports de l'URSS.

## Restez plus longtemps en l'air

« Grâce à des placements bien étudiés et à une recherche de la vitesse, Liukine réussit à sauter plus haut que ses compagnons », ajoute Alain Vouriot. Il détaille le mouvement en insistant sur le fait que la rampe (mouvement de la roue combiné avec un quart de tour autour de l'axe) puis le flip (saut de main par renversement en arrière) sont des mouvements classiques. Ces deux figures, fréquentes en compétition, sont ici conçues comme mouvement d'impulsion pour la suite de la prestation. Ce sont elles qui permettent au jeune Soviétique de rester plus longtemps en l'air. Juste le temps d'exécuter un retournement supplémentaire, ce qui transforme un double salto en triple.

## FOOTBALL : la Coupe des vainqueurs de coupe

### L'OM en forme olympique

En match aller des huitièmes de finale de la Coupe des vainqueurs de coupe, l'Olympique de Marseille a battu, jeudi 22 octobre, au stade-velodrome, l'équipe yougoslave Hajduk Split par 4 à 0. Avant le match retour prévu le 5 novembre prochain, les Marseillais ont pris une sérieuse option sur la qualification grâce aux buts de Jean-Pierre Papin (30'), Abdoulaye Diallo (47'), Klaus Allofs (68') et Alain Giresse (90').

MARSEILLE de notre envoyé spécial

Les prévisions des plus sceptiques ont dû être balayées jeudi soir. L'OM est sur la voie de la qualification. Quelques rebonds heureux du ballon l'ont propulsé de l'agonie à l'euphorie, de l'état de crise à l'état de grâce. Lors du stage de préparation à Digne, les joueurs marseillais manifestent une telle sérénité que Gérard Banide, leur entraîneur, avait dû « programmer l'état d'urgence, la mobilisation ». Qui aurait dit, lorsque l'OM était allé chasser ses idées noires dans l'arrière-pays, qu'il lui faudrait, trois semaines plus tard, se défendre contre un excès de confiance ?

Pourtant, le redressement de l'équipe, sensible au classement du championnat de France où elle a reculé au peloton de tête, est bien réel sur le terrain. Le défilé s'est produit contre Leipzig. L'équipe alignée ce jour-là a été reconquise depuis avec succès, ce qui incite Gérard Banide à croire qu'il y a dans ce dispositif une forme de

virtu. Un joueur symbolise plus que les autres le renouveau marseillais : Klaus Allofs. C'est lui qui avait marqué le but de la qualification au précédent tour de la Coupe d'Europe. Sur sa lancée, il a trouvé cinq fois le chemin des filets adverses au cours des trois derniers matches de championnat. Contre les Yougoslaves de Split, l'Allemand a ajouté un nouveau but à sa série, mais il serait injuste de résumer sa participation au succès marseillais à cet unique fait d'arme. Tout au long de la rencontre, il a posé sur la défense de Split. Ses dribbles ont transformé son adversaire direct, Dusan Vlaisavovic, en girouette déboussolée. Chacun de ses centres a semé la panique dans la surface de réparation yougoslave. Sa présence constante à la pointe de combat a beaucoup contribué à la nervosité croissante de l'équipe de Split. Avec au brin de réussite, il aurait pu être à l'origine d'une véritable déroute des Yougoslaves. Genghini, Diallo, Papin, ont tour à tour gaspillé des services en or du joueur allemand. Lui-même, déclenchant la foudre de son pied gauche à plusieurs fois donné des sursauts froids au gardien Zoran Varodic.

A l'applaudimètre, pourtant, Allofs ne fait pas un tabac lorsque son visage apparaît sur l'écran géant du stade. C'est évident, les Marseillais semblent avoir plus d'affection pour la géométrie souvent gauche de Jean-Pierre Papin ou pour l'aura toute tricolore d'Alain Giresse. A force d'exploits, Allofs deviendra-t-il un jour une star sur le vieux port ? A trente et un ans, ce serait un bouleversement pour cet homme mesuré,

prototype de l'anti-volant. Avec son gabarit moyen, sa sage moustache taillée au poil près, c'est un type banal comme on peut en croiser des milliers sur la Canebière. Il a traversé douze années de Bundesliga à Düsseldorf puis à Cologne, et honore une cinquantaine de sélections en équipe nationale sans défrayer d'autre chronique que celle des exploits sportifs. Pour son père tranquille, l'exil à Marseille a été le comble de l'aventure.

Avec Jean-Pierre Papin, les mots sont devenus inutiles. L'entente entre les deux joueurs est enfin scellée sur le terrain. Les défenseurs yougoslaves en ont fait la cruelle et répétitive expérience tout au long du match, même si, ironie du sort, les buts marseillais sont arrivés par d'autres voies. C'est Forster qui a lancé Papin pour le premier, Le Roux-Diallo sur le deuxième, Genghini-Allofs pour le troisième, Giresse n'ayant eu besoin d'aucune aide pour clôturer la marque.

Allofs et Papin échangent les compliments comme les « unes-deux ». « Jean-Pierre a un style très britannique », dit l'un. « Klaus est l'avant-centre parfait », renvoie l'autre. L'harmonie règne à Marseille. Allofs a été le premier à y mettre de sien. Promu capitaine de la sélection nationale allemande après l'écoulement de Schuster, son contrat avec l'OM prévoit sa libération automatique pour tous les matches de la RFA. Or, pour ne pas abandonner ses nouveaux équipiers en plein championnat, il vient de renouer à partir en tournée avec l'équipe d'Allemagne de l'Ouest en décembre prochain.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

## TAUROMACHIE

### La SPA descend dans l'arène

BORDEAUX de notre correspondante

« Je veux sortir ma commune de l'anonymat des villes de banlieue », Jean Darnet, maire socialiste de Floirac, a pris le taureau par les cornes. La municipalité de cette cité de la banlieue bordelaise organise, dimanche 25 octobre, la première corrida qui a lieu en Gironde depuis 1961. A cette date, les dernières arènes du département au Bouscat ont fermé à la suite d'un effondrement de gradins.

Tauromachie, matadors espagnols et français : les aficionados du cru applaudissent l'initiative floiracaise, qui, estimant-ils, renoue avec une tradition tauromachique qui remonterait à 1565.

L'événement suscite cependant une vive opposition. « Non à un spectacle cruel, sadique, anachronique et contraire à la dignité humaine », disent les opposants, parmi lesquels on trouve les défenseurs des animaux, mais aussi les écologistes girondins. Leur candidat aux présidentielles, Antoine Wacziarg, participera d'ailleurs, le 25 octobre, à la manifestation anti-corrida, non loin des arènes.

Douze associations, dont le Comité girondin d'action et d'infor-

mation contre les corridas, la Confédération nationale des SPA et la Fondation Brigitte Bardot, n'ont pas obtenu en justice l'annulation du spectacle. Le tribunal de grande instance de Bordeaux, statuant en référé le mercredi 21 octobre, n'a pas tranché le problème juridique posé par les associations. Selon elles, Floirac ne dispose pas de tradition locale ininterrompue de corrida, qui autoriserait une exception à l'article 453 du code pénal, punissant sévèrement et crualement les animaux.

Après avoir occupé la mairie de Floirac, le mardi 13 octobre, des opposants ont eu recours à des actions plus controversées : menaces téléphoniques aux commerçants assurant la location des places, graffiti hostiles sur la mairie et les domiciles du maire et de son adjoint à l'animation, vitres brisées chez un annonceur. De leur côté, les organisateurs de la corrida, qui ont investi plus de 500 000 F dans l'opération, se gardent de tout triomphalisme. Les arènes mobiles de sept mille places, louées en Espagne, sont surveillées nuit et jour. Avec l'appui du préfet de police, qui a autorisé la manifestation, un important dispositif policier est prévu dimanche autour des arènes.

SINETTE DE MATHA.

## BILLARD : Coupe du monde

### Les as du carambolage

Bénéficiant d'une forte couverture médiatique dans les pays anglo-saxons, le billard tente en France de sortir des académies pour conquérir les arènes sportives. Cheval de bataille de cette opération : l'étape parisienne de la Coupe du monde de jeu de trois bandes, disputée au stade Coubertin, du 23 au 25 octobre.

L'événement de tout organisateur de pouvoir réunir le plateau idéal. La Fédération française de billard a réussi ce tour de force pour la deuxième édition de la Coupe du monde de jeu de trois bandes : rien de moins que neuf champions du monde seront présents sur seize participants du 23 au 25 octobre, au stade Pierre-de-Coubertin.

Une telle concentration de talents est due aux commanditaires. Le tournoi est doté de

500 000 F dont 170 000 F au vainqueur. Et dix mille spectateurs, dont certains auront été séduits par les exhibitions préliminaires dans le métro, sont attendus porte de Saint-Cloud.

Jouées en trois sets gagnants de 15 points, les parties ont pour avantage, contrairement à la plupart des matches disputés en 50 points, d'entraîner le suspense. Tous les joueurs sont capables sinon de terminer en une reprise, du moins en deux ou trois. Du coup, sur cette « distance », la tactique doit être différente et oblige le joueur à pratiquer au maximum la « fermeture », c'est-à-dire à laisser à son adversaire une position la plus difficile possible pour réaliser le point.

En apparence, le jeu est simple : il s'agit de carambolier la troisième bille après avoir touché auparavant un minimum de trois bandes. Mais, au niveau de que-

lité qui sera celui de Coubertin, cela requiert une connaissance parfaite de la « marche » des billes, des quantités, des hauteurs, afin d'éviter les contraires qui empêchent le plus part du temps de réaliser le point et qui peuvent laisser une position favorable à l'adversaire. Dans le jargon, on dit que pour cela le joueur doit « grossir », « allonger », « développer », « ralentir » sa bille. En fait, il doit le replacer le mieux possible pour réaliser le point suivant.

En la circonstance, l'art consiste donc à faire le maximum de points sur une position donnée, à « épuiser » cette série, à fermer le jeu.

Une fois encore, le Belge Raymond Coultmans, vainqueur de la Coupe du monde 1986 après les tournois de Paris, de Bruxelles, de Berlin et de Valkenburg, reste l'homme à battre, ainsi que le Japonais Nobuaki Kobayashi.

G. C.

## Octobre ! le mois de la reprise

chez **NEUBAUER**

### REPRISE DE VOTRE VOITURE

**5555 f au moins**  
pour tout achat  
d'une **PEUGEOT** neuve\*  
en livraison immédiate

**NEUBAUER**

\* sans série limitée

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

حکومت الامم المتحدة



# Le Monde

## CADRES

REPRODUCTION INTERDITE

Le Groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine :

- Back Office titres
- RESPONSABLE SERVICE DE SURVEILLANCE DES COMPTES** Réf. VM 37/2350 A
- Secteur Bancaire Toulouse
- GESTIONNAIRE PATRIMOINE** Réf. VM 20/1834 J
- GESTIONNAIRE DES OPERATIONS DE TRESORERIE** Réf. VM 20/1834 I
- DIRECTEUR GENERAL** Réf. VM 34/2385 A
- Composants électroniques professionnelles
- INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX** Réf. VM 32/2391 A
- EGOR FORMATION
- CONSULTANT H/F** Réf. VM 28 EF/88

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous adresser un dossier de candidature en précisant la référence choisie à :

**GROUPE EGOR**

8, rue de Berni - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRECE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

## DEMANDES D'EMPLOIS

### CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialités
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

Jeune INGENIEUR AGRO GENIE RURAL, 27 ans, géo exp. Afrique. RECHERCHE poste de commercial basé à Paris, possibilité déplacements. BCO/CR 1 088.

Homme d'affaires, quarantaine, formation bac + 2, science éco., anglais, espagnol, portugais, allemand, néerlandais courants, 28 ans d'exp. particulièrement automobile, Afrique, Moyen-Orient, USA.

RECHERCHE poste à responsabilité domaine import-export direction filiale tous secteurs d'activité France/étranger. Bon négociateur haut niveau. BCO/BD 1 089.

35 ans CHERCHE à intégrer à mi-temps agence ou service de communication entreprise/association ou fondation pour assister le responsable du département - mécènes et/ou sponsoring culturel - Paris ou sa région. Exp. prof. : avocat Paris 1978-1983 - R.P. Sté conseil en management 1986. Stage marketing ADSTEM 1987. BCO/JV 1 090.

MÉDECIN DIRECTEUR, femme, exp. gestion relations humaines. RECHERCHE poste direction maison de retraite de convalescence ou de maison d'enfants. BCO/JV 1 091.

**ANPE**  
ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :  
12, rue Blanche, 75438 PARIS CEDEX 08  
Tél. : 42-85-44-40, poste 27.

## L'AGENDA

### Calendriers

Publicitaires 1988, 9d choix à partir de 80 exemplaires. (1) 43-85-84-85/43-85-84-11.

### Cours

Prof. de trompette, dipl. d'Etat 1<sup>er</sup> prix de conservatoire donne cours part. 46-28-85-12. Collect. exclus. pour tin d'arrivé, à partir de 100 pces. (1) 43-85-84-85/43-85-84-11.

### Cycles

**UNE BELLE MACHINE DES CONSEILS UN VRAI PROFESSIONNEL A VOTRE SERVICE**  
CYCLES LAURENT  
9, boulevard Voltaire, 75011 PARIS.  
Tél. : 47-00-27-47.

### Jeune fille au pair

J.F. 19 ans, séduisante, non fum., avec exp., rech. fum. pr séjourner au pair, idéalement Australie, Floride, Chine, langues angl., esp., esp. Tél. : 56-35-87-86.

### Spécialités régionales

**MONTLOUIS A.O.C. POUR CORNASSIEUX**  
Vin blanc sec, 1/2 sec. mont-lois, méthode champenoise. Tervis sur demande. A. CHAPEAU, vigneron, 15, rue des Alpes, NUSSEAU, 37270 MONTLOUIS-6/LORRE.

### Stages

**PARLER AVEC ASSURANCE** confiance en soi, communication, inst. franc. de tech. oratoire formation continue. Doc. sur dem. 43-33-97-26.

### Vacances

**Tourisme Loisirs**  
Séjours enfants dans le JURA, 300 m, 3 h de Paris TGV. Taxis, 87, Noël 87, place 88, Yves et Liliane 38 ans, acquiescent vos enfants dans un cadre de vacances, 17 ans, confortablement rénovée, située au milieu des pittoresques et sapins. Nombre d'enfants limités à 14 pour offrir un accueil familial personnalisé. Activités selon saison et conditions météo, tennis, ski de fond, jeux collectifs, poney, découverte du milieu rural, des fleurs, fabrication maison du pain. Tél. : 81-28-12-51.

### appartements achats

Rech. URGENT 110 à 140 m<sup>2</sup> Paris centre 5<sup>e</sup> à 7<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>, 21<sup>e</sup>, 22<sup>e</sup>, 23<sup>e</sup>, 24<sup>e</sup>, 25<sup>e</sup>, 26<sup>e</sup>, 27<sup>e</sup>, 28<sup>e</sup>, 29<sup>e</sup>, 30<sup>e</sup>, 31<sup>e</sup>, 32<sup>e</sup>, 33<sup>e</sup>, 34<sup>e</sup>, 35<sup>e</sup>, 36<sup>e</sup>, 37<sup>e</sup>, 38<sup>e</sup>, 39<sup>e</sup>, 40<sup>e</sup>, 41<sup>e</sup>, 42<sup>e</sup>, 43<sup>e</sup>, 44<sup>e</sup>, 45<sup>e</sup>, 46<sup>e</sup>, 47<sup>e</sup>, 48<sup>e</sup>, 49<sup>e</sup>, 50<sup>e</sup>, 51<sup>e</sup>, 52<sup>e</sup>, 53<sup>e</sup>, 54<sup>e</sup>, 55<sup>e</sup>, 56<sup>e</sup>, 57<sup>e</sup>, 58<sup>e</sup>, 59<sup>e</sup>, 60<sup>e</sup>, 61<sup>e</sup>, 62<sup>e</sup>, 63<sup>e</sup>, 64<sup>e</sup>, 65<sup>e</sup>, 66<sup>e</sup>, 67<sup>e</sup>, 68<sup>e</sup>, 69<sup>e</sup>, 70<sup>e</sup>, 71<sup>e</sup>, 72<sup>e</sup>, 73<sup>e</sup>, 74<sup>e</sup>, 75<sup>e</sup>, 76<sup>e</sup>, 77<sup>e</sup>, 78<sup>e</sup>, 79<sup>e</sup>, 80<sup>e</sup>, 81<sup>e</sup>, 82<sup>e</sup>, 83<sup>e</sup>, 84<sup>e</sup>, 85<sup>e</sup>, 86<sup>e</sup>, 87<sup>e</sup>, 88<sup>e</sup>, 89<sup>e</sup>, 90<sup>e</sup>, 91<sup>e</sup>, 92<sup>e</sup>, 93<sup>e</sup>, 94<sup>e</sup>, 95<sup>e</sup>, 96<sup>e</sup>, 97<sup>e</sup>, 98<sup>e</sup>, 99<sup>e</sup>, 100<sup>e</sup>. Tél. : 42-52-01-82/42-23-73-73.

### travaux à façon

Atelier de photocomposition équipement moderne, travail soigné, livraison rapide, recherche TRAVAUX, ESPACE VARIABLE 1, rue de la République, 75011 PARIS. Tél. : 43-38-00-04. Télécopie : 43-38-21-05.

## L'IMMOBILIER

### appartements ventes

**3<sup>e</sup> arrdt**  
**RUE MESLAY**  
Studio et confort, carrosserie, pourvus appartements, meublés, 500 000 F. T. 43-52-01-82.

**4<sup>e</sup> arrdt**  
Maison hôtel particulier XIV<sup>e</sup> siècle vend apt et standing. Tél. : 43-75-15-82.

**13<sup>e</sup> arrdt**  
**DANS ALLES FLEURIE, sq. + ch. 43 m<sup>2</sup>, car., à rénover, 800 000 F. Sem. 14-17 h. 6, rue Croulebarbe 46-44-98-07.**

**14<sup>e</sup> arrdt**  
**M. ALÉSIA**  
bon imm., 3<sup>e</sup> ét., 3 p., entrée, cuis., s. d'eau, w.c., à rénover, 2<sup>e</sup> ét., 2 p., cuis., ch. cent. ind., 70 m<sup>2</sup>, 43-23-73-14.

**17<sup>e</sup> arrdt**  
**PRIX INTERESSANT**  
2 p., entrée, cuis., bns, w.c., 2<sup>e</sup> ét., 2 p., cuis., ch. cent. ind., 70 m<sup>2</sup>, 43-23-73-14.

**92 Hauts-de-Seine**  
A vendre 2 appartements en 1 lot 180 m<sup>2</sup> dans 1 occupé. Sur place de 25 à 30-10, tous les jours de 15 à 17 h. 6, rue Croulebarbe 46-44-98-07.

**NEUILLY**  
M. SARLONS imm. centre, sq. 1 chbr, gde entrée, cuis., bns, w.c., véranda + jrdn privatif 50 m<sup>2</sup>, chauffage central ind. 80, AV. CH. DE GAULLE, 15, rue des Alpes, NUSSEAU, 37270 MONTLOUIS-6/LORRE.

**94 Val-de-Marne**  
La Ferté (94) proche bord de mer, commerces, écoles, bus, RER, 44, imm. gd stde 1983, 3<sup>e</sup> ét., car., sur jrdn, 70 m<sup>2</sup> + balcon 8 m<sup>2</sup>, entrée, séjour 30 m<sup>2</sup>, cuisine, w.c., 2 ch. + s. de bains et s. d'eau marine, chf. et seuil chauffé indiv., cave, box fermé, charges minimes, 800 000 F. Tél. 48-71-38-01 sq. 21 h et w.c.

**VINCENNES**  
M. CHATEAU ou RPT bon imm., car., 3 p., entrée, cuis., bns, w.c., ch. cent. ind., 70 m<sup>2</sup>, 43-23-73-14.

**appartements achats**  
Rech. URGENT 110 à 140 m<sup>2</sup> Paris centre 5<sup>e</sup> à 7<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>, 21<sup>e</sup>, 22<sup>e</sup>, 23<sup>e</sup>, 24<sup>e</sup>, 25<sup>e</sup>, 26<sup>e</sup>, 27<sup>e</sup>, 28<sup>e</sup>, 29<sup>e</sup>, 30<sup>e</sup>, 31<sup>e</sup>, 32<sup>e</sup>, 33<sup>e</sup>, 34<sup>e</sup>, 35<sup>e</sup>, 36<sup>e</sup>, 37<sup>e</sup>, 38<sup>e</sup>, 39<sup>e</sup>, 40<sup>e</sup>, 41<sup>e</sup>, 42<sup>e</sup>, 43<sup>e</sup>, 44<sup>e</sup>, 45<sup>e</sup>, 46<sup>e</sup>, 47<sup>e</sup>, 48<sup>e</sup>, 49<sup>e</sup>, 50<sup>e</sup>, 51<sup>e</sup>, 52<sup>e</sup>, 53<sup>e</sup>, 54<sup>e</sup>, 55<sup>e</sup>, 56<sup>e</sup>, 57<sup>e</sup>, 58<sup>e</sup>, 59<sup>e</sup>, 60<sup>e</sup>, 61<sup>e</sup>, 62<sup>e</sup>, 63<sup>e</sup>, 64<sup>e</sup>, 65<sup>e</sup>, 66<sup>e</sup>, 67<sup>e</sup>, 68<sup>e</sup>, 69<sup>e</sup>, 70<sup>e</sup>, 71<sup>e</sup>, 72<sup>e</sup>, 73<sup>e</sup>, 74<sup>e</sup>, 75<sup>e</sup>, 76<sup>e</sup>, 77<sup>e</sup>, 78<sup>e</sup>, 79<sup>e</sup>, 80<sup>e</sup>, 81<sup>e</sup>, 82<sup>e</sup>, 83<sup>e</sup>, 84<sup>e</sup>, 85<sup>e</sup>, 86<sup>e</sup>, 87<sup>e</sup>, 88<sup>e</sup>, 89<sup>e</sup>, 90<sup>e</sup>, 91<sup>e</sup>, 92<sup>e</sup>, 93<sup>e</sup>, 94<sup>e</sup>, 95<sup>e</sup>, 96<sup>e</sup>, 97<sup>e</sup>, 98<sup>e</sup>, 99<sup>e</sup>, 100<sup>e</sup>. Tél. : 42-52-01-82/42-23-73-73.

**IMMO MARGADET**  
rech. agée toutes surfaces min. 30 m<sup>2</sup> à rénover. Tél. : 42-52-01-82/42-23-73-73.

## ORGATEC CONSULTANT

recherche un **ORGATEC CONSULTANT**  
Nouvellement : diplôme études supérieures, expérience récente dans vente, formation 42 ou marketing. Nous offrons : Autonomie, clientèle variée et prestigieuse. Contacts à haut niveau, travail créatif, autonomie, études pour accorder efficacité, mailing, phoning, etc. Formation initiale poussée et recyclage permanent. Rémunération attractive. Envoyez lettre manuscrite, c.v. et références à : ORGATEC - 18, rue du Faubourg-Goutte, PARIS-11<sup>e</sup>.

Ass. nature cherche vendeur qualité. Saisine 6 000 F. Tél. : 43-36-79-95.

Cabinet d'Audit recherche expert du CADASTRE Communes, délimitations des établissements industriels. Rémunération mensuelle. Description sur demande. 42-23-18-20.

Cabinet d'Audit recherche **FISCALISTES** expérimentés, compétences diversifiées dans un des domaines suivants : - TVA ; - Impôts locaux ; - Corrélation fiscale. Poste évolutif. Rémunération élevée. 42-23-18-20.

### automobiles

**ventes**  
plus de 16 C.V.  
Particulier vend voiture Mercedes 500 350, année 84 80 000 km, gris métallisé, options, 43-38-00-04.

Particulier vend voiture Mercedes 500 350, année 84 80 000 km, gris métallisé, options, 43-38-00-04.

Particulier vend voiture Mercedes 500 350, année 84 80 000 km, gris métallisé, options, 43-38-00-04.

Particulier vend voiture Mercedes 500 350, année 84 80 000 km, gris métallisé, options, 43-38-00-04.

Particulier vend voiture Mercedes 500 350, année 84 80 000 km, gris métallisé, options, 43-38-00-04.

Particulier vend voiture Mercedes 500 350, année 84 80 000 km, gris métallisé, options, 43-38-00-04.

Particulier vend voiture Mercedes 500 350, année 84 80 000 km, gris métallisé, options, 43-38-00-04.

Particulier vend voiture Mercedes 500 350, année 84 80 000 km, gris métallisé, options, 43-38-00-04.

Particulier vend voiture Mercedes 500 350, année 84 80 000 km, gris métallisé, options, 43-38-00-04.

Particulier vend voiture Mercedes 500 350, année 84 80 000 km, gris métallisé, options, 43-38-00-04.

Particulier vend voiture Mercedes 500 350, année 84 80 000 km, gris métallisé, options, 43-38-00-04.

Particulier vend voiture Mercedes 500 350, année 84 80 000 km, gris métallisé, options, 43-38-00-04.

Particulier vend voiture Mercedes 500 350, année 84 80 000 km, gris métallisé, options, 43-38-00-04.

Particulier vend voiture Mercedes 500 350, année 84 80 000 km, gris métallisé, options, 43-38-00-04.

Particulier vend voiture Mercedes 500 350, année 84 80 000 km, gris métallisé, options, 43-38-00-04.

Particulier vend voiture Mercedes 500 350, année 84 80 000 km, gris métallisé, options, 43-38-00-04.

Particulier vend voiture Mercedes 500 350, année 84 80 000 km, gris métallisé, options, 43-38-00-04.

Particulier vend voiture Mercedes 500 350, année 84 80 000 km, gris métallisé, options, 43-38-00-04.

Particulier vend voiture Mercedes 500 350, année 84 80 000 km, gris métallisé, options, 43-38-00-04.

## Le Carnet du Monde

### Naissances

- Dominique et Vincent DUCHATEAU, ainsi que Gaëlle, ont la joie d'annoncer la naissance de **Léa**, le 15 octobre 1987. 59, rue Chardon-Lagache, 75016 Paris.

- Jean-Louis GERGOIN, Catherine, née Bérat, Marie, Rosette et Vincent ont la joie d'annoncer la naissance de **Micéale**, le 16 octobre 1987. 42, rue Barbet-de-Jouy, 75007 Paris.

- Françoise et Denis SCHRAMBECK, Juliette et Laurent, ont la joie d'annoncer la naissance de **Thomas**, le 9 octobre 1987. 42, rue Barbet-de-Jouy, 75007 Paris.

- Philippe et Lila COSTE, Pauline et Aurélien, ont la joie d'annoncer la naissance de **Virgile**, le 4 octobre 1987. 8, rue de Lévis, 75017 Paris.

- Nadine, Dominique, Lisé et Catherine, ses filles, Christian, son grand, Germaine Marie, son petit, ont la joie d'annoncer la naissance de **Lucas**, le 12 octobre 1987. 42, rue Barbet-de-Jouy, 75007 Paris.

- M. et M<sup>me</sup> Martin G. Cohn et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de **M<sup>me</sup> R. COHEN ENGELSTEIN**, survenue à Paris le 20 octobre 1987. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité. 55, boulevard des Batignolles, 75008 Paris.

- M. René GRANGAUD, ses époux, ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants, son beau-frère, sa belle-sœur, ses nièces et neveux, Toute la famille ont la douleur d'annoncer le décès de **M<sup>me</sup> René GRANGAUD**, née Cécile Maest, survenue à Rouen, dans sa 82<sup>e</sup> année, le 18 octobre 1987. Les obsèques ont été célébrées en l'église réformée de Rouen. Cet avis tient lieu de faire-part.

- J'ai la ferme assurance que si la vie, si la mort, si quel que soit dans la création, rien ne pourra nous séparer de l'âme de Dieu, manifesté en Jésus-Christ, notre Seigneur. Romains VIII-39.

- M<sup>me</sup> Jean-Louis Morcelle et ses enfants, Le médecin en chef (H) et M<sup>me</sup> M. Morcelle et leurs enfants, profondément touchés par le décès de leur père, ont la douleur d'annoncer le décès de **Jean-Louis MORCELLE** (CH), officier de la Légion d'honneur, le 12 octobre 1987. Les obsèques ont été célébrées en l'église réformée de Rouen. Cet avis tient lieu de faire-part.

- M<sup>me</sup> Jean-Louis Morcelle et ses enfants, Le médecin en chef (H) et M<sup>me</sup> M. Morcelle et leurs enfants, profondément touchés par le décès de leur père, ont la douleur d'annoncer le décès de **Jean-Louis MORCELLE** (CH), officier de la Légion d'honneur, le 12 octobre 1987. Les obsèques ont été célébrées en l'église réformée de Rouen. Cet avis tient lieu de faire-part.

- M<sup>me</sup> Jean-Louis Morcelle et ses enfants, Le médecin en chef (H) et M<sup>me</sup> M. Morcelle et leurs enfants, profondément touchés par le décès de leur père, ont la douleur d'annoncer le décès de **Jean-Louis MORCELLE** (CH), officier de la Légion d'honneur, le 12 octobre 1987. Les obsèques ont été célébrées en l'église réformée de Rouen. Cet avis tient lieu de faire-part.

- M<sup>me</sup> Jean-Louis Morcelle et ses enfants, Le médecin en chef (H) et M<sup>me</sup> M. Morcelle et leurs enfants, profondément touchés par le décès de leur père, ont la douleur d'annoncer le décès de **Jean-Louis MORCELLE** (CH), officier de la Légion d'honneur, le 12 octobre 1987. Les obsèques ont été célébrées en l'église réformée de Rouen. Cet avis tient lieu de faire-part.

- M<sup>me</sup> Jean-Louis Morcelle et ses enfants, Le médecin en chef (H) et M<sup>me</sup> M. Morcelle et leurs enfants, profondément touchés par le décès de leur père, ont la douleur d'annoncer le décès de **Jean-Louis MORCELLE** (CH), officier de la Légion d'honneur, le 12 octobre 1987. Les obsèques ont été célébrées en l'église réformée de Rouen. Cet avis tient lieu de faire-part.

- M<sup>me</sup> Jean-Louis Morcelle et ses enfants, Le médecin en chef (H) et M<sup>me</sup> M. Morcelle et leurs enfants, profondément touchés par le décès de leur père, ont la douleur d'annoncer le décès de **Jean-Louis MORCELLE** (CH), officier de la Légion d'honneur, le 12 octobre 1987. Les obsèques ont été célébrées en l'église réformée de Rouen. Cet avis tient lieu de faire-part.

- M<sup>me</sup> Jean-Louis Morcelle et ses enfants, Le médecin en chef (H) et M<sup>me</sup> M. Morcelle et leurs enfants, profondément touchés par le décès de leur père, ont la douleur d'annoncer le décès de **Jean-Louis MORCELLE** (CH), officier de la Légion d'honneur, le 12 octobre 1987. Les obsèques ont été célébrées en l'église réformée de Rouen. Cet avis tient lieu de faire-part.

- M<sup>me</sup> Jean-Louis Morcelle et ses enfants, Le médecin en chef (H) et M<sup>me</sup> M. Morcelle et leurs enfants, profondément touchés par le décès de leur père, ont la douleur d'annoncer le décès de **Jean-Louis MORCELLE** (CH), officier de la Légion d'honneur, le 12 octobre 1987. Les obsèques ont été célébrées en l'église réformée de Rouen. Cet avis tient lieu de faire-part.

- M<sup>me</sup> Jean-Louis Morcelle et ses enfants, Le médecin en chef (H) et M<sup>me</sup> M. Morcelle et leurs enfants, profondément touchés par le décès de leur père, ont la douleur d'annoncer le décès de **Jean-Louis MORCELLE** (CH), officier de la Légion d'honneur, le 12 octobre 1987. Les obsèques ont été célébrées en l'église réformée de Rouen. Cet avis tient lieu de faire-part.

- M<sup>me</sup> Jean-Louis Morcelle et ses enfants, Le médecin en chef (H) et M<sup>me</sup> M. Morcelle et leurs enfants, profondément touchés par le décès de leur père, ont la douleur d'annoncer le décès de **Jean-Louis MORCELLE** (CH), officier de la Légion d'honneur, le 12 octobre 1987. Les obsèques ont été célébrées en l'église réformée de Rouen. Cet avis tient lieu de faire-part.

- M<sup>me</sup> Jean-Louis Morcelle et ses enfants, Le médecin en chef (H) et M<sup>me</sup> M. Morcelle et leurs enfants, profondément touchés par le décès de leur père, ont la douleur d'annoncer le décès de **Jean-Louis MORCELLE** (CH), officier de la Légion d'honneur, le 12 octobre 1987. Les obsèques ont été célébrées en l'église réformée de Rouen. Cet avis tient lieu de faire-part.

- M<sup>me</sup> Jean-Louis Morcelle et ses enfants, Le médecin en chef (H) et M<sup>me</sup> M. Morcelle et leurs enfants, profondément touchés par le décès de leur père, ont la douleur d'annoncer le décès de **Jean-Louis MORCELLE** (CH), officier de la Légion d'honneur, le 12 octobre 1987. Les obsèques ont été célébrées en l'église réformée de Rouen. Cet avis tient lieu de faire-part.

- M<sup>me</sup> Jean-Louis Morcelle et ses enfants, Le médecin en chef (H) et M<sup>me</sup> M. Morcelle et leurs enfants, profondément touchés par le décès de leur père, ont la douleur d'annoncer le décès de **Jean-Louis MORCELLE** (CH), officier de la Légion d'honneur, le 12 octobre 1987. Les obsèques ont été célébrées en l'église réformée de Rouen. Cet avis tient lieu de faire-part.

- M<sup>me</sup> Jean-Louis Morcelle et ses enfants, Le médecin en chef (H) et M<sup>me</sup> M. Morcelle et leurs enfants, profondément touchés par le décès de leur père, ont la douleur d'annoncer le décès de **Jean-Louis MORCELLE** (CH), officier de la Légion d'honneur, le 12 octobre 1987. Les obsèques ont été célébrées en l'église réformée de Rouen. Cet avis tient lieu de faire-part.

- M<sup>me</sup> Jean-Louis Morcelle et ses enfants, Le médecin en chef (H) et M<sup>me</sup> M. Morcelle et leurs enfants, profondément touchés par le décès de leur père, ont la douleur d'annoncer le décès de **Jean-Louis MORCELLE** (CH), officier de la Légion d'honneur, le 12 octobre 1987. Les obsèques ont été célébrées en l'église réformée de Rouen. Cet avis tient lieu de faire-part.

- M<sup>me</sup> Jean-Louis Morcelle et ses enfants, Le médecin en chef (H) et M<sup>me</sup> M. Morcelle et leurs enfants, profondément touchés par le décès de leur père, ont la douleur d'annoncer le décès de **Jean-Louis MORCELLE** (CH), officier de la Légion d'honneur, le 12 octobre 1987. Les obsèques ont été célébrées en l'église réformée de Rouen. Cet avis tient lieu de faire-part.

- M<sup>me</sup> Jean-Louis Morcelle et ses enfants, Le médecin en chef (H) et M<sup>me</sup> M. Morcelle et leurs enfants, profondément touchés par le décès de leur père, ont la douleur d'annoncer le décès de **Jean-Louis MORCELLE** (CH), officier de la Légion d'honneur, le 12 octobre 1987. Les obsèques ont été célébrées en l'église réformée de Rouen. Cet avis tient lieu de faire-part.

- M<sup>me</sup> Jean-Louis Morcelle et ses enfants, Le médecin en chef (H) et M<sup>me</sup> M. Morcelle et leurs enfants, profondément touchés par le décès de leur père, ont la douleur d'annoncer le décès de **Jean-Louis MORCELLE** (CH), officier de la Légion d'honneur, le 12 octobre 1987. Les obsèques ont été célébrées en l'église réformée de Rouen. Cet avis tient lieu de faire-part.

- M<sup>me</sup> Jean-Louis Morcelle et ses enfants, Le médecin en chef (H) et M<sup>me</sup> M. Morcelle et leurs enfants, profondément touchés par le décès de leur père, ont la douleur d'annoncer le décès de **Jean-Louis MORCELLE** (CH), officier de la Légion d'honneur, le 12 octobre 1987. Les obsèques ont été célébrées en l'église réformée de Rouen. Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. et M<sup>me</sup> Martin G. Cohn et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de **M<sup>me</sup> R. COHEN ENGELSTEIN**, survenue à Paris le 20 octobre 1987. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité. 55, boulevard des Batignolles, 75008 Paris.

- M. René GRANGAUD, ses époux, ses enfants, petits-enfants, arrière-p







# Économie

L'instabilité sur les marchés financiers

## La fin de l'hégémonie américaine

(Suite de la première page.)

Comment expliquer que les masses monétaires continuent de progresser plus vite que les produits nationaux sans relâcher l'inflation (l'Allemagne fédérale avec sa masse monétaire en forte croissance et son faible indice des prix en est le meilleur exemple) ?

Pourquoi les déficits américains n'ont-ils pas entraîné plus rapidement l'affaiblissement du dollar et comment expliquer que, deux ans après le début de l'érosion du billet vert, le déficit commercial américain n'ait cessé d'augmenter ? Pourquoi les principales Bourses de la planète ont-elles enregistré une croissance de quelque 300 % depuis 1982 alors que la croissance économique cumulée des cinq dernières années dans les pays de l'OCDE dépasse à peine 15 % ? Comment les échanges financiers mondiaux ont-ils pu atteindre quarante fois le niveau des échanges commerciaux ?

Et l'on pourrait multiplier des exemples qui montrent que les responsables des politiques économiques sont bien en peine pour trouver des fondements théoriques à leurs actes en même temps qu'ils sont bien incertains des effets de leurs décisions. M. Bérégovoy aurait-il déréglé le marché financier français — beaucoup plus rapidement que ne l'a fait l'Allemagne — s'il avait pu penser que, loin d'orienter l'épargne vers l'investissement, il pousserait surtout à la spéculation financière ?

Devant une telle complexité, de telles interdépendances, il faut s'en tenir à des idées simples.

La première, c'est que la menace du krach demeure tant que perdurera le déficit budgétaire américain, résultat d'une consommation excessive. Comme le dit le nouveau prix Nobel d'économie, l'Américain Robert Solow, « la combinaison du déficit de la balance des paiements et du déficit du budget fédéral, en conduisant notre pays à financer une très forte consommation par l'emprunt à l'étranger, va nous amener, pendant de nombreuses années, à nous servir d'un trou que nous avons creusé nous-mêmes pendant les six ou sept dernières années ».

### Dispositif de correction automatique

Si le dispositif de correction automatique du déficit budgétaire introduit par l'amendement Gramm Rudman montre que les États-Unis ont pris conscience de leurs excès, son inefficacité rend nécessaire une correction structurelle. Il n'y a guère que deux manières d'y parvenir, par l'augmentation des recettes ou la réduction des dépenses. Mais s'il s'agit de la réduction des dépenses, il faut dire que le Congrès d'un relèvement des impôts, M. Reagan n'a pas caché sa préférence pour la baisse des dépenses ; à un an des élections cela n'est pas étonnant, l'économie est aussi politique.

Dès lors sera-t-il très longtemps acceptable que les États-Unis consacrent 6 % de leur production intérieure à la défense du monde occidental contre moins de 4 % pour l'Europe et à peine plus de 1 % au Japon quand on sait qu'un point du PIB américain représente 30 milliards de dollars ? L'idée selon laquelle l'Europe doit prendre en main sa propre défense, les discussions actuelles entre MM. Reagan et Gorbachev ne sont pas indépendantes, on le voit, des questions économiques.

Mais, dans une économie déformée mondiale, les deux autres problèmes majeurs devront trouver corrélativement leur solution sous peine de voir le dollar continuer de chuter, les taux d'intérêt remonter, l'inflation repartir, le protectionnisme réapparaître et la récession être inévitablement au bout du chemin.

L'accord du Louvre du 22 février, accord de change mais aussi de politique économique, ne disait-il d'ailleurs pas autre chose lorsqu'il rappelait la nécessité pour les États-Unis de réduire leur déficit budgétaire en même temps que pour l'Allemagne d'améliorer les conditions d'une croissance économique soutenue dans la stabilité des prix — et pour le Japon d'accroître la demande intérieure — pour contribuer ainsi à la réduction de l'excédent extérieur.

La mise en œuvre de telles politiques sera d'autant plus indispensable que la baisse de la consommation américaine y ralentira la croissance. On ne peut oublier que, sans le déficit budgétaire américain, la croissance mondiale, pour médiocre qu'elle soit, ne serait pas ce qu'elle est. Il faudra bien que les pays aux économies les plus compétitives prennent la relève.

Enfin les financiers du monde entier dormiront mal tant que pesera sur leurs têtes l'endettement de 1 100 milliards de dollars des pays

en développement et les risques de faillites bancaires qu'il recèle. Jusqu'à présent, l'on s'est contenté de traiter au coup par coup les difficultés rencontrées par les pays débiteurs dans le paiement du service de leur dette, en même temps que les banques provisionnaient leurs créances (la Citicorp a ainsi décidé, en mai dernier, d'augmenter de 3 milliards de dollars ses réserves pour créances douteuses et la hausse du cours en Bourse alors intervenue, malgré une perte de 2,5 milliards de dollars au second trimestre, a bien montré l'inductibilité reconnue par le marché des pertes en capital des créances détenues sur les pays en développement).

### De nouvelles modalités de paiement

Les décisions unilatérales du Brésil ou de la Côte-d'Ivoire d'imposer un moratoire à leurs remboursements ont souligné que le coup par coup n'était plus acceptable. À défaut d'une remise en cause globale d'une partie de la dette, comme le suggère au début de l'année le document pontifical sur « une approche éthique de l'endettement international », des concessions plus générales sur les modalités de paiement paraissent inévitables.

Au-delà des nécessaires corrections macro-économiques, les événements actuels viennent sonner la fin de l'hégémonie américaine. C'est d'ailleurs là la principale analogie avec la crise des années 30 où l'Empire britannique avait passé le relais du leadership à des États-Unis d'Amérique qui avaient mis un certain temps à prendre le bâton. C'est aussi ce qui rend plus difficile toute solution aux difficultés présentes.

Même si l'économie américaine pèse encore trois fois plus que celle du Japon et six fois plus que celle de la RFA, même si les États-Unis ont créé dix millions d'emplois quand l'Europe en perdait un million quatre cent mille, même si les gains de productivité ont été importants ces dernières années, les États-Unis ont laissé échapper le bâton, ne serait-ce qu'en raison de leur fort endettement, qui les met à la merci de tous les épargnants du monde, et d'abord des Japonais.

Comme le dit M. Alain Minc, « si un débiteur vit sous la contrainte, il ne peut plus être un leader [...] ». Les États-Unis doivent plier — au moins sous forme de taux d'intérêt élevés — à leurs créanciers. Or, désormais, personne ne prendra le relais. Certes, parce que les pays jeunes ont un capitalisme plus efficace, un pôle de développement est né en Asie. Mais nul n'imagine qu'un pays sans défense comme le Japon puisse prendre le leadership de l'économie mondiale. La multiplicité des pôles de décision et l'unité du marché (renforcée par l'évolution rapide des techniques de la communication) — une première dans l'histoire du monde — rendent indispensable une coopération des gouvernements beaucoup plus étroite que par le passé. Les géomètres nationaux s'y résoudront-ils ?

BRUNO DETHOMAS.

## Bienfaits et méfaits du rapport des « sages » sur la Sécurité sociale

Merveilleux rapport des « sages ». Il a déjà une vertu : celle d'être une caution nécessaire. M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, avait donné le ton mercredi 21 octobre à l'Assemblée en répondant aux questions. Interpellé sur son plan d'économie sur l'assurance-maladie, il s'est abrité derrière le rapport des « sages ». Son prédécesseur, M. Dufour, a dit qu'elle « pourrait l'appliquer ».

Dans l'entourage du président de la République, on estime que celui-ci peut y retrouver ce qu'il a toujours dit : la solidarité est plus que jamais nécessaire, et des marges de manœuvre existent, on peut préserver la justice sociale. Quant au premier ministre, il a trouvé le rapport « bon ».

Tout cela pour une raison simple. Ce rapport reprend dans ses grandes lignes des constats indéniables ou des idées assez largement partagées à gauche comme à droite.

Maintenir le système de protection sociale au prix d'une gestion plus économique de la santé et d'une inflexion du système des retraites ? Si la majorité actuelle n'a pas toujours été très précise sur ce point, le gouvernement le souhaite, comme son prédécesseur.

Instaurer un prélèvement proportionnel sur tous les revenus ? M. Séguin y était favorable ;

M. Juppé l'était devenu, M. Strauss-Kahn, responsable des études au PS, l'a proposé aussi. Il y a deux semaines, de même que la fiscalisation des allocations familiales et M. Rocard a repris la proposition quelques jours plus tard. Côté partenaires sociaux, la CFDT l'avait suggéré, la CGC s'y est ralliée et le CNPF s'y est naturellement pas hostile puisque cela n'augmenterait pas les charges des entreprises.

Quant aux propositions faites pour modérer l'évolution des retraites en modifiant les modes de calcul, elles figuraient, à quelques nuances près, déjà dans le rapport préparé en 1985 sous l'égide de commissariat au Plan, du temps où M. Fabius était premier ministre et M. Strauss-Kahn commissaire adjoint au Plan. Ce rapport a été approuvé par M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS.

En fait, si l'on excepte d'un côté le PC et la CGT, d'un autre une aile libérale qui s'agit d'autant plus au sein de divers clubs qu'elle sent le vent tourner, il y a un assez large accord sur les termes du problème. Les « sages » ont en le grand mérite de mettre le débat à sa place : sur la méthode, l'ordre des mesures, la mise en œuvre et le calendrier. Ce n'est pas du détail : ils montrent, par exemple, comment le chômage rend

déliçantes les évolutions de la retraite.

Cela laisse place à la négociation et aux choix. Les « sages » eux-mêmes ont dû faire des compromis. Par exemple, sur le fonctionnement de la Sécurité sociale entre ceux qui souhaitent une autonomie des branches et ceux qui, comme M. Pierre Laroque, y étaient résolument hostiles. De même, le rapport a-t-il renvoyé le choix entre une évolution vers un système de santé plus administré, proche du modèle anglais, comme l'a fait souhaiter M. Laroque et une organisation libérale comme celle que préconisait M. Nora : transférer à l'assurance ce qui caractérise en gros la médecine de ville, tout en laissant en charge la cotisation des personnes à faible revenu.

Le rapport, d'autre part, comporte quelques avertissements, notamment le refus de « toute discrimination directe ou indirecte fondée sur la nationalité de l'enfant ou des parents » pour les prestations familiales. Il renvoie donc à des le gouvernement actuel et ses prédécesseurs à propos de l'évolution de la

fiscalité, même si M. Balladur est allé beaucoup plus loin dans la « défiscalisation ». Il faut de même, à propos de la question sur la réévaluation des retraites, en montrant que, depuis 1981, le pouvoir d'achat des pensions de la Sécurité sociale s'est juste maintenu.

Mais c'est évidemment ceux qui sont aujourd'hui au charbon, comme dit M. Chirac, que le rapport embrasse le plus. Sur la publicité pour l'alcool ou le tabac, dont il réclame la suppression, l'interdiction, l'absence de cette mesure « au sein de la volonté politique du gouvernement ». Sur l'établissement d'un prélèvement sur tous les revenus : faute de l'avoir décidé à temps, le gouvernement ne pourrait guère l'appliquer avant l'élection présidentielle et n'a plus d'autre choix que d'augmenter les cotisations actuelles. Ce serait une curieuse façon de suivre les recommandations des « sages » — mais M. Chirac a laissé comprendre que toute mesure risquée serait exclue avant l'échéance électorale.

GUY HERZLICH.

### Des réactions réservées

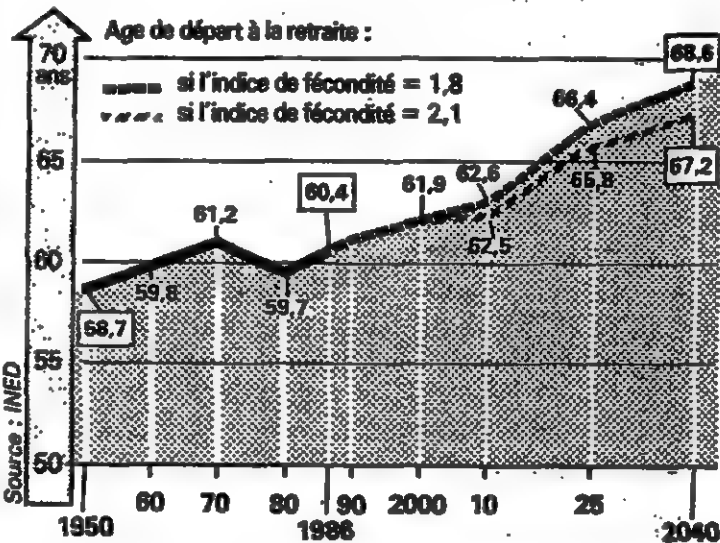
Réactions mitigées au rapport des « sages » : la plupart des organisations s'attachent plus aux détails, notamment à la façon dont ont été reprises leurs propres propositions. La CGT, franchement hostile, y voit une « remise en cause fondamentale de la protection sociale ». Les « sages » n'ont pas retenu la proposition de contribution immédiate de 12 % sur les revenus financiers. M. Bergeron, pour FO, admet qu'« on n'échappera pas à un financement complémentaire », mais s'inquiète des conséquences néfastes de calcul des retraites sur la totalité de la carrière au lieu des dix meilleures années.

La CGC trouve dans le document « un ensemble de propositions réalistes et constructives », mais s'oppose au dédoublement des cotisations d'allocations familiales, « inutile et dangereux », et regrette « un renforcement de l'emprise de l'Etat sur la Sécurité sociale » au détriment des partenaires sociaux. Cette observation est reprise par la CFDT, qui reproche au rapport de ne pas clarifier les responsabilités et d'approuver la fiscalisation des allocations familiales.

Côté partis politiques, M. Lajoinie, pour le PCF, renchérit sur la CGT en prédisant, dans l'application des propositions des « sages », une « généralisation du rationnement des soins et des prestations », et en condamnant le désengagement du patronat des allocations familiales. La revanche, T. Dufour, pour le PS, considère le rapport comme « juste et sage », notamment sur la contribution sur tous les revenus, et sur la maîtrise des dépenses médicales techniques.

Quant à la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF), elle juge le document « riche, éloquent d'un esprit d'ouverture », mais regrette, comme le PS, le refus de « tout prix de médicaments », qui « n'est pas une marchandise comme une autre ». Comme la FNMF, l'Union nationale des associations familiales (UNAF) approuve l'idée d'un prélèvement sur tous les revenus. Se fiant à des propositions des « sages », sur la politique familiale, elle « interroge » cependant sur la fiscalisation des cotisations.

### L'âge de la retraite



A quel âge faut-il fixer le départ à la retraite pour maintenir la même charge qu'aujourd'hui sur les actifs ? Le calcul fait par l'Institut national d'études démographiques pour la commission des « sages » indique l'évolution nécessaire pour rester à trois personnes d'âge actif (c'est-à-dire de vingt ans à la retraite) pour un retraité, le chiffre actuel étant de 2,91. On constate que, jusqu'à 2010, l'évolution est faible mais qu'elle s'accroît ensuite, surtout si le nombre d'enfants par femme (au lieu de deux) reste à 1,8. L'âge moyen réel de départ à la retraite pour les salariés régime général, c'est-à-dire du secteur privé, était de 62, 63 ans en 1985, contre 62,42 ans en 1983, et 63,02 en 1982, en dépit de la « retraite à soixante ans ».

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LVMH  
MOËT HENNESSY - LOUIS VUITTON

PREMIÈRE COTATION LE 23 OCTOBRE 1987

La cotation du titre LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton, résultant de la fusion devenue effective le 2 septembre 1987 entre les sociétés Moët Hennessy et Louis Vuitton, débute à la Bourse de Paris le 23 octobre 1987 au règlement mensuel sous le symbole :

LVMH

La fusion étant réalisée sur l'entité juridique Moët Hennessy, le titre LVMH prendra donc la suite de la cotation Moët Hennessy.

A partir du 23 octobre, les actions Louis Vuitton doivent être échangées, à raison de 2 actions Louis Vuitton pour 1 action LVMH. Les actions anciennes Louis Vuitton resteront cotées à la Bourse de Paris pour une période transitoire, non plus au règlement mensuel mais au marché au comptant.

Les obligations convertibles initialement émises par Moët Hennessy et Louis Vuitton prendront aussi l'appellation LVMH et seront convertibles en actions LVMH en tenant compte des ajustements découlant des parités.

Les bons attachés aux obligations à bons de souscription d'actions émises par Moët Hennessy seront également échangés en actions LVMH.

Aux États-Unis, le titre sera coté au NASDAQ National Market System dès le 23 octobre 1987, sous le symbole LVMHY.

Une gamme de Sicav adaptée à vos besoins pour faire progresser votre patrimoine

NON DÉLA SION	1984	1985	1986	1987
LAFITTE-ERANSON	105,51	105,51	105,51	105,51
LAFITTE-FRANCE	91,00	91,00	91,00	91,00
LAFITTE-INNOVATION	105,51	105,51	105,51	105,51
LAFITTE-JAPON	105,51	105,51	105,51	105,51
LAFITTE-TOKYO	105,51	105,51	105,51	105,51
LAFITTE-AMÉRIQUE	105,51	105,51	105,51	105,51
LAFITTE-EUROPE	105,51	105,51	105,51	105,51
LAFITTE-RENDMENT	105,51	105,51	105,51	105,51
VALOBIG	105,51	105,51	105,51	105,51
LAFITTE-OBLIGATIONS	105,51	105,51	105,51	105,51
LAFITTE-COURT TERME	105,51	105,51	105,51	105,51
LAFITTE-PLACEMENTS	105,51	105,51	105,51	105,51
MONSIEUR LAFITTE	105,51	105,51	105,51	105,51

Les Succursales de L'Européenne de Banque  
21, rue Laffitte - 75009 Paris - (1) 42.42.82.47

Alger de

Alger de

Alger de

Alger de



# Économie

Un dossier diplomatique et financier délicat pour le gouvernement

## Alger demande à Paris de continuer à surpayer ses achats de gaz

Après plus d'un an de vaines négociations commerciales, la révision des contrats gaziers entre la France et l'Algérie prend une tournure de plus en plus politique qui embarrasse et divise le gouvernement. M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, dépêche à Alger deux jours après l'entrevue, il y a un mois, de M. Ibrahim, ministre algérien des affaires étrangères avec M. Chirac, devant de nouveaux représentants le vendredi 23 octobre son homologue algérien, M. Nadi à Paris.

Le dilemme posé aux autorités françaises est clair : faut-il, pour des raisons politiques, céder aux demandes algériennes et renouer l'« erreur » commise en 1982 par les socialistes, accepter de surpayer durablement le gaz algérien — sachant que l'addition est lourde : de 1,5 à 2,5 milliards de francs par an — ou faut-il, au contraire, s'en tenir à une logique strictement libérale en s'accrochant aux prix du marché international, au risque de compromettre les relations avec l'Algérie ?

« Le gaz est le nerf de la coopération » entre les deux pays avait rappelé M. Ibrahim le 25 septembre. Un avertissement à peine voilé : nouveau silence de la France. Alger est aussi un partenaire privilégié dans le domaine diplomatique. Paris, de plus en plus coupé des pays islamiques les plus durs comme la Libye et l'Iran, menacé par le terrorisme et embarrasé en cette veille d'élection par l'affaire des otages, peut difficilement se passer de l'appui de l'Algérie, « médiateur » traditionnel vis-à-vis de ces pays.

### Un stock pour un an

Poussée par Matignon, la seconde solution, celle des concessions, est difficile à « vendre » à l'opinion. Non seulement à cause de son coût, mais aussi parce que la majorité actuelle avait été la première à dénoncer, en 1982, les faiblesses de ses prédécesseurs. M. Claude Cheysson, alors ministre des affaires étrangères, avait, contre la volonté de Gaz de France, enfreint la logique commerciale en acceptant en février 1982 le principe d'une « prime de valorisation de la matière première », affectant d'un « surcoût » (2 milliards de francs par an en moyenne) le tarif du gaz algérien par rapport aux prix du marché international. M. André

Giraud, actuel ministre de la défense, avait alors parlé de « déroute » pour la France.

Cinq ans plus tard, le fameux « surcoût », qualifié d'« historique » par les négociateurs algériens, est encore plus difficile à justifier. Le marché s'est retourné. La sécurité d'approvisionnement n'est plus un problème. Au contraire : Gaz de France a un an de consommation en stock ! La Sonatrach algérienne a perdu nombre de ses marchés et la France reste de loin son plus gros client pour le gaz naturel liquéfié, absorbant les deux tiers de sa production.

La France bénéficie donc a priori d'une position de force. Placée jusqu'à l'an dernier dans le même cas, l'Italie, autre gros client, qui achète à la Sonatrach du gaz naturel non liquéfié acheminé par gazoduc, réussit le 23 septembre 1986 à renégocier ses contrats pour les aligner sur les tarifs du marché international.

Gaz de France avait donc de bonnes raisons d'espérer parvenir au même résultat à l'occasion de la révision des accords de 1982, qui a débuté en juillet 1986 et devait normalement aboutir le 1<sup>er</sup> janvier 1987. On en est très loin. Après plus de vingt-quatre sessions de négociations, les Français ont finalement renoncé à demander une nouvelle formule de calcul des prix, plus conforme au marché international. Après consultation des pouvoirs publics, GDF a accepté en septembre de revenir aux accords de 1982, donc de renoncer à toute révision.

Cela n'a pas suffi. Car depuis cinq ans, les prix du pétrole brut, sur lesquels les tarifs du gaz algérien sont indexés, ont chuté de moitié (de 34 à 18 dollars). La formule initiale de calcul de prix, qui garantissait à l'époque le « surcoût » — donne aujourd'hui, compte-tenu des cours actuels du pétrole, un tarif du gaz à peine plus élevé que celui du marché (- 2,15 dollars par million de BTU (1), donc la Sonatrach ne se satisfait pas.

Gaz de France avait en effet accepté, l'an dernier, d'appliquer une formule « bis » de calcul des prix, provisoire mais plus favorable. L'affaiblissement brusque des cours du brut et l'abandon des prix officiels par l'OPEP avaient rendu caduque la formule de 1982, inapplicable car trop réactive : à 7 dollars par baril, le tarif du gaz algérien devenait... négatif !

Mais après le redressement des cours du pétrole, à la fin de l'an der-

nier, GDF, fort logiquement, est revenu à la formule initiale. Sonatrach a refusé ce « retour en arrière » et continue, de son côté, de facturer son gaz sur la base de la formule révisée de 1986. Aux prix actuels du brut (18 dollars), on aboutit avec cette formule bis à un prix de 2,80 dollars par million de BTU (1), soit une différence de 0,60 dollar entre les deux calculs. Pour l'année 1987, l'arriéré estimé par Alger atteint presque 2 milliards de francs.

C'est cette formule révisée que la Sonatrach souhaite voir désormais appliquer en s'appuyant sur la concession imprudemment acceptée sans compensation par GDF en 1986. Elle permet, en effet, de retrouver comme par miracle le fameux surcoût de 1,5 à 2,5 mil-

liards de francs/an accepté par les Français en 1982.

### Compromis difficile

En outre, l'Algérie, non contente d'avoir refusé les « souplesses » d'enlèvement demandées par GDF (c'est-à-dire la possibilité de moduler de 10 % en plus ou en moins les enlèvements en fonction des besoins et sans pénalités), souhaite que la France renouvelle par anticipation et augmente les volumes prévus pour le premier contrat de gaz signé en 1965 et qui prend fin normalement en 1990. Le total des engagements contractuels français (9,15 milliards de mètres cubes par an) recouvre en effet trois contrats

signés successivement, qui courent encore : en 1965 (0,5 milliard), en 1972 (3,5 milliards) et en 1982 (5,15 milliards).

En clair, Alger demande au gouvernement de M. Chirac de prolonger, en les améliorant, les concessions « historiques » accordées il y a cinq ans par le gouvernement de M. Mauroy. Un compromis satisfaisant les deux parties est-il possible ? Sur les volumes enlèvements sans doute. Sur les prix, cela paraît beaucoup plus difficile.

Outre la situation économique délicate de l'Algérie, touchée de plein fouet par la chute des cours du pétrole, qui a enregistré l'an dernier pour la première fois depuis 1978 un déficit commercial, les négociateurs algériens savent que toute concession accordée à la France risque de

faire précéder, et d'affecter les contrats de même nature conclus avec la Belgique et l'Espagne.

Il s'agit en outre d'être déterminés à reconquérir des parts du marché international, afin de rentabiliser leurs usines de liquéfaction de gaz, utilisées seulement à la moitié de leur capacité en raison de la défection de nombreux clients. Or les capacités d'absorption de GDF sont pour un bon moment saturées au niveau actuel.

La Sonatrach considère donc la France, ainsi d'ailleurs que la Belgique et l'Espagne, comme un marché captif mais plat, sur lequel il n'y a rien à gagner... sauf un prix très élevé. Grâce aux tarifs de faveur consentis par GDF, l'Algérie pourrait, en effet, offrir à ses nouveaux clients éventuels (Yougoslavie, Grèce, Turquie, États-Unis, Grande-Bretagne, voire Japon) des prix très attractifs, bref amorcer ses usines grâce aux Français pour vendre aux autres pays au coût marginal...

### Gagner du temps

Un raisonnement peu apprécié, on s'en doute, à Paris. Si l'hôtel Matignon, sensible aux arguments politiques, presse dans le sens d'un compromis, le ministère de l'Industrie, soutenu par Gaz de France, explique que la France se retrouverait durablement handicapée vis-à-vis de ses principaux concurrents internationaux. Le gaz algérien représente un tiers de ses importations. Or l'Allemagne comme l'Italie, pour ne pas parler des États-Unis, achètent tout leur gaz au prix du marché.

Qui l'emportera entre le « pas question de provoquer une rupture » de Matignon et le « pas question de céder sur le prix » de l'industrie ? En attendant, le gouvernement s'efforce de gagner du temps et d'imaginer une solution offrant à l'Algérie des compensations supplémentaires, sans pour autant compromettre à long terme l'économie des approvisionnements gaziers de la France : règlement du « contentieux de 1987 » séparé de la formule de prix appliquée par la suite, augmentation des volumes enlèvements pour aboutir à un prix acceptable, etc. On en est, pour l'instant, à évaluer une nouvelle « déroute »...

VÉRONIQUE MAURIS.

(1) Le BTU (British Thermal Unit) est l'unité de mesure traditionnelle des prix internationaux. 1 million de BTU équivaut à 25 mètres cubes environ.

## Des échanges économiques en fort recul

ALGER de notre correspondant

Depuis juillet 1986, les Algériens tiennent volontiers à dire à quelques interlocuteurs privilégiés que si les discussions entre Sonatrach et GDF pouvaient garantir la signature d'autres contrats, il est certain en revanche que la rupture des discussions aurait des répercussions néfastes sur des échanges franco-algériens déjà en perte de vitesse.

Après l'embellie du début des années 80, qui a culminé en 1984 avec un volume global d'échanges de 48,442 milliards de francs — conséquence directe des grands contrats signés en 1982 — les 27,6 milliards enregistrés l'an passé témoignent d'une conjoncture qui s'estriste au fil des mois.

L'Algérie est au cœur de la vague et compte ses dévies. Les restrictions en matière d'importations ont été sévères. Alger a acheté pour 15,9 milliards de francs en 1986 et exporté vers la France pour une valeur de 11,7 milliards. La balance est donc favorable à la France, qui a enregistré un solde positif de 4,2 milliards de francs. Sur les dix dernières années, de 1977 à 1986, la balance globale est légèrement excédentaire pour la France, avec un solde de 2,8 milliards de francs.

pour un contrat de 20 millions de francs lié à l'équipement de tours de contrôle.

Une seule chose est sûre : si rien ne permet d'affirmer que la conclusion des négociations entre Sonatrach et GDF puisse garantir la signature d'autres contrats, il est certain en revanche que la rupture des discussions aurait des répercussions néfastes sur des échanges franco-algériens déjà en perte de vitesse.

Après l'embellie du début des années 80, qui a culminé en 1984 avec un volume global d'échanges de 48,442 milliards de francs — conséquence directe des grands contrats signés en 1982 — les 27,6 milliards enregistrés l'an passé témoignent d'une conjoncture qui s'estriste au fil des mois.

L'Algérie est au cœur de la vague et compte ses dévies. Les restrictions en matière d'importations ont été sévères. Alger a acheté pour 15,9 milliards de francs en 1986 et exporté vers la France pour une valeur de 11,7 milliards. La balance est donc favorable à la France, qui a enregistré un solde positif de 4,2 milliards de francs. Sur les dix dernières années, de 1977 à 1986, la balance globale est légèrement excédentaire pour la France, avec un solde de 2,8 milliards de francs.

Sur les huit premiers mois de 1987 la tendance s'est légèrement inversée. Par rapport à la même période de 1986 le solde reste positif, mais il a baissé de 10 %.

### Coup de fouet

Indépendamment des négociations gazières, la signature définitive des 3,5 milliards de francs de crédits décidés le 23 avril dernier lors de la visite à Paris du ministre algérien des finances, M. Abdelaziz Khassef, devrait donner aux échanges bilatéraux un coup de fouet.

Premier fournisseur, deuxième client et premier créancier de l'Algérie, la France a consenti d'un côté une ligne de crédit de 3 milliards de francs sur trois ans et, d'un autre côté, par l'intermédiaire de la Caisse centrale de coopération économique, un prêt de 500 millions de francs sur sept ans, dont cinq années de grâce. Les importateurs algériens, notamment les industriels dont l'activité dépend de biens intermédiaires qu'ils ne peuvent pas se procurer, faute de pouvoir disposer de leur AGI (autorisation globale d'importation), subordonnée à l'octroi définitif de la ligne de crédit, ont en tout cas bien besoin de ce ballon d'oxygène.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

# BIG APPLE MOINS CHER!

PARIS-NEW YORK  
ALLER-RETOUR  
EN CLASSE LE CLUB

## 1300F. DE MOINS

Pour vos voyages d'affaires aux U.S.A., profitez du confort de la classe Le Club Air France avec une baisse de tarif séduisante : Aller-retour Paris-New York, moins 1300 F. Baisse similaire pour les autres destinations Air France aux U.S.A. : Chicago, Boston, Washington, Miami, Houston, San Francisco, Los Angeles.



AIR FRANCE  
VERS LES USA

هكذا من الامم







## Marchés financiers

## BOURSE DU 23 OCTOBRE

VALEURS					Règlement mensuel					VALEURS				
Compteur	VALEURS	Cours précédent	Différence	% + -	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Différence	% + -	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Différence	% + -
1985	AS-X 1073	1013	1015	+ 0.06	2220	De Beers	75.90			85	De Beers	75.90		
1986	VALEURS	1013	1015	+ 0.06	2220	Deutsche Bank	1051	1050	- 0.01	118	Deutsche Bank	1051	1050	- 0.01
1987	N.A.P.T. 1073	1130	1118	- 1.06	1180	Deutsche Bank	950	949	- 0.01	118	Deutsche Bank	950	949	- 0.01
1988	C.E.F. 1073	1130	1130	- 0.44	1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
1989	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
1990	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
1991	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
1992	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
1993	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
1994	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
1995	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
1996	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
1997	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
1998	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
1999	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2000	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2001	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2002	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2003	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2004	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2005	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2006	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2007	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2008	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2009	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2010	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2011	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2012	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2013	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2014	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2015	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2016	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2017	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2018	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2019	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2020	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2021	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2022	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2023	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2024	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2025	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2026	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2027	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2028	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2029	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2030	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2031	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2032	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2033	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2034	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2035	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2036	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2037	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2038	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2039	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2040	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2041	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2042	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2043	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2044	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2045	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2046	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2047	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2048	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2049	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2050	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2051	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2052	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2053	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2054	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2055	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2056	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2057	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2058	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2059	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2060	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2061	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2062	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2063	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2064	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2065	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2066	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2067	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2068	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2069	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2070	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2071	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2072	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2073	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2074	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2075	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2076	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2077	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2078	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2079	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2080	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2081	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2082	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2083	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2084	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2085	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2086	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2087	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2088	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2089	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2090	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2091	Ed. Lyon T.P. 1130				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	
2092	C.E.F. 1073				1180	Deutsche Bank	947	947		118	Deutsche Bank	947	947	

**Comptant** (selection)[illegible]**SICAV** (collection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Evolution Préc. incl.	Rachet net	VALEURS	Evolution Préc. incl.	Rachet net	VALEURS	Evolution Préc. incl.	Rachet net
St-Et. d. d. CP	1040		A.A.A.	739 05	721 02	Franc-Médine	1005 81	1259 03	Chenop. Siam	1309 02	1293 35
Alcan	1531		Andros	182 38	187 45	Fract-Associations	1348 04	1348 04	Chénopages Comm.	422 84	419 44
Alcan. Al.	1582		Arctique	358 16	377 85	Fract. 1	305 54	305 54	Chénop. Siam	1054 37	1054 37
Tanaka-Anglo	580		Arctique Invest.	440 00	417 05	Fract. 2	1024 51	1024 51	Optimex	592 17	592 17
Tor. Encl.	495	495	Arctique Indus.	146 00	127 05	Fract. 3	240 28	238 00	Panadex	837 14	812 76
Univ. S.M.D.	857		Arctidex	601 80	580 14	Fract. 4	721 47	713 83	Panamp	581 73	765 37
U.A.R.	2971		Arctidex	1113 81	1086 35	Fract. 5	238 12	233 29	Panchem Colomex	580 02	580 02
U.T.R.	1157	1100	A.S.F. Acton (ex-CP)	553 28	539 78	Fract. 6	454 17	482 12	Panchem Sogex	12528 83	12485 84
Vieux Clapnet	3420		A.S.F. BCU	1004 50	1004 25	Fract. 7	8280 35	8280 35	Panchem Sogex	93 88	93 88
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 8	980 81	932 02	Panchem Sogex	105 08	102 81
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 9	10888 08	10737 81	Panchem Sogex	814 80	814 80
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 10	975 27	974 29	Panchem Sogex	1406 44	1388 45
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 11	8678 78	8671 15	Panchem Sogex	1336 42	1304 33
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 12	932 28	932 28	Panchem Sogex	246 05	243 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 13	178 18	170 48	Panchem Sogex	885 88	885 88
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 14	10355 67	10279 77	Panchem Sogex	73320 24	73320 24
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 15	705 61	674 85	Panchem Sogex	62904 02	62904 02
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 16	1473 41	1400 00	Panchem Sogex	53004 42	53004 42
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 17	147 43	14 18	Panchem Sogex	6934 04	6934 04
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 18	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 19	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 20	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 21	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 22	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 23	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 24	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 25	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 26	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 27	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 28	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 29	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 30	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 31	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 32	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 33	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 34	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 35	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 36	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 37	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 38	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 39	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 40	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 41	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 42	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 43	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 44	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 45	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 46	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 47	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 48	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 49	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 50	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 51	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 52	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 53	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 54	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 55	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 56	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 57	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 58	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 59	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 60	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 61	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 62	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 63	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 64	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 65	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 66	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 67	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 68	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 69	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 70	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 71	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 72	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 73	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 74	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 75	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 76	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 77	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 78	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 79	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 80	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 81	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 82	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 83	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 84	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 85	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 86	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 87	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 88	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 89	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 90	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 91	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 92	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 93	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 94	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 95	400 23	432 81	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU	433 67	423 38	Fract. 96	858 40	830 15	Panchem Sogex	10523 83	10523 83
Vitac	1881		A.S.F. ECU								

### Cote des changes

[illegible]

## Marché libre de l'or

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - ★ : marché continu



ETRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 La guerre du Golfe. 3 La visite de M. Mitterrand en RFA. 4 La cohabitation entre les groupes ethniques en Malaisie. 5 Après le coup d'Etat au Burkina-Faso.	6 La suite de la discussion budgétaire se poursuit à l'Assemblée nationale. 7 Les émeutes de M. Le Pen à Bruxelles. 8 M. Mitterrand au Forum de l'Expansion. — Le Cœur à l'ouvrage, de M. Rocard.	9 Attentat contre un employé de l'Agence de presse marocaine. 10 La réforme de Sciences-Po. 25 Sports : Football : la Coupe des vainqueurs de coupe ; Gymnastique : championnats du monde.	20 Théâtre : Don Juan, mis en scène par Francis Huster. — La Locandiera, de Carlo Goldoni. 21 Cinéma : la mort de Lino Ventura. — Médée, de Pier Paolo Pasolini. 22 Joseph Brodsky, prix Nobel de littérature.	27 La baisse des taux d'intérêt s'accroît aux Etats-Unis. 28 Le rapport des « sages » sur la Sécurité sociale. 29 Alger demande à Paris de continuer à surpayer ses achats de gaz. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 JOUR Météorologie ..... 12 Mots croisés ..... 18 Carnet ..... 18 Loterie, Loto ..... 12 Philatélie ..... 12 Radio-télévision ..... 24 Annonces classées ..... 26	• La Bourse en direct. • Météo dans le Trans Polar Express. POLAR • Les nouveaux films. CINE Actualités Sports International. Boites Jeux. FRAM. 3615 Tapez LEMONDE

### L'instabilité sur les marchés financiers Amorce d'une reprise vendredi à la Bourse de Paris

Après l'annonce de deux bons indices américains, vendredi 23 octobre, la Bourse semblait se redresser à Paris, mais continuait de se dégrader à Londres.

La journée de jeudi avait été maussade. Dans une ambiance survoltée, la plupart des Bourses mondiales avait eu de très sérieux malaises, anticipant ou accompagnant ainsi le mouvement de baisse de Wall Street. Ces replis ont amené en partie les gains de la veille, dus à la reprise stimulée artificiellement par les interventions des banques centrales. La même tendance persistait vendredi à Tokyo, où les investisseurs japonais ont été déçus par le peu de propositions concrètes du président Reagan. La Bourse japonaise reculait de façon significative. L'indice Nikkeï cédait plus de 1 200 yens (environ 5 %).

Jeu, les places européennes étaient les premières à entrer dans la tourmente. A commencer par Londres. L'indice FT perdait dans la séance 6 %. La baisse s'est accélérée en cours de séance, mais s'est atténuée en clôture. Toutefois, la chute des cours a entraîné une diminution de 26 milliards de livres (260 milliards de francs) de la capitalisation boursière. Tendance analogue à Paris. L'indice CAC perdait 3,38 % à l'issue des transactions. Le mouvement s'est amplifié dès l'ouverture en baisse de Wall Street.

### « Le Monde » à Rome le 27 octobre

A l'occasion de la sortie d'un supplément consacré à l'Italie, qui paraîtra dans son édition du jeudi 29 octobre, le Monde organise avec son confrère la Repubblica et l'Académie de France à Rome une rencontre-débat sur le thème suivant :

« Les médias font-ils naître une conscience européenne ? Quel rôle pour la presse écrite ? »

A ce débat, placé sous la présidence de Jean-Marie Drot, directeur de l'Académie de France, participeront, de très nombreuses personnalités politiques, parmi lesquelles : MM. Dino Bassi, conseiller culturel du président de la République ; Franco Carraro, ministre du tourisme et des spectacles ; Stefano Rolando, directeur général de l'information à la présidence du conseil ; Giorgio Ruffolo, ministre de l'Environnement, et Carlo Michele Vizzini, ministre de la culture, ainsi que les dirigeants de la RAI et des principaux groupes de presse italiens.

Le débat, introduit par Eugenio Scalfari, directeur de la Repubblica, et André Fontaine, directeur du Monde, sera animé par Jean-François Lauer, chef du département communication de notre journal. Il aura lieu le 27 octobre, à 10 heures, à la villa Médicis, Viale Trinità Dei Monti 1 à Rome.

Le numéro du « Monde » daté 23 octobre 1987 a été tiré à 560 676 exemplaires

### Deux bons indices aux Etats-Unis

La croissance de l'économie américaine s'est accélérée au troisième trimestre pour atteindre 3,8 % en rythme annuel après 2,5 % au second trimestre. D'autre part, l'indice des prix de détail a progressé de 0,2 % en septembre, après 0,5 % en août. Ce ralentissement de l'inflation aux Etats-Unis a été attribué à une baisse des coûts de l'énergie. En 1986, l'inflation avait été de 1,1 %.

### Lancement de Télémagô sur TF1

Plus la publicité se fait envahissante, plus le consommateur devient immunisé contre ses effets. Selon une enquête américaine citée au récent Mondial de la publicité télévisuelle à Montréal, le citoyen moyen subit chaque jour plus de cinq cents messages publicitaires. Or il n'en retient que douze, dont neuf sont reçus positivement et trois négativement.

Les chaînes commerciales, TF1, la 5 et M6, font la course depuis plusieurs mois pour trouver un « système anti-zapping » qui fidéliserait le public au moment de la pause publicitaire. TF1 est prête à lancer, le lundi 26 octobre, « pour la première fois au monde » (sic) un jeu Télémagô, alors que le projet de la 5 est « encore à l'étude » et que celui de M6 est entouré, selon Jean Stock, directeur des programmes, « du plus grand secret ».

Ce jeu, conçu par la société Europrint, vise à décourager non seulement l'absentéisme du téléspectateur lors des spots, mais aussi son inattention à l'intérieur de l'écran publicitaire.

Le jeu consiste à cocher sur une grille — publiée chaque semaine par Télépoche ou disponible gratuitement chez les marchands de journaux — 60 numéros, inscrits dans un coin du téléviseur pendant cinq secondes et « diffusés aléatoirement » tout au long de la semaine par TF1 à l'intérieur de ses écrans publicitaires. Pour gagner, il faut remplir un « étage » complet des cases de la grille, disposées en pyramide.

ALAIN WOODROW.

### Au conseil des ministres Le plan de lutte contre la pauvreté et la précarité

M. Edouard Balladur a présenté au conseil des ministres, le vendredi 23 octobre, un projet de loi visant à unifier les marchés à terme des marchandises et des instruments financiers. M. Alain Juppé, ministre délégué au budget, porte-parole du gouvernement, a indiqué, en rendant compte de la réunion, que la dualité entre ces deux marchés, qui n'existe, outre Paris, qu'à Londres et à Tokyo, « présente plus d'inconvénients que d'avantages » et que sa suppression fait partie des mesures qui tendent à moderniser la place financière de Paris.

La fusion du marché à terme des marchandises et du MATIF les plus proches, selon le projet de loi, sous l'autorité d'un conseil du marché à terme. Les activités des professionnels des deux marchés seraient rapprochées, les adhérents du MATIF étant habilités à intervenir sur les contrats de marchandises. La fiscalité applicable aux contrats à terme sur marchandises serait harmonisée avec le régime en vigueur sur le MATIF.

M. Charles Pasqua a présenté au conseil des ministres un projet de loi tendant à reporter les élections cantonales, prévues en mars 1988, en prolongeant jusqu'au mois d'octobre suivant le mandat des conseillers généraux concernés par ce renouvellement. En effet, maintenus à leur date normale, ces élections entraîneraient en concurrence avec l'élection présidentielle des 24 avril et 8 mai. M. Juppé a observé, à ce sujet, qu'une somme de 750 millions de francs est inscrite aux dépenses de l'Etat pour l'organisation de ces deux consultations.

M. Pasqua a rendu compte, d'autre part, des dommages causés dans six départements (Côte-d'

Nord, Finistère, Morbihan, Ille-et-Vilaine, Manche et Calvados) par la tempête qui y a sévi dans la nuit du 15 au 16 octobre et des dispositions prises pour porter secours aux victimes et pour les indemniser. Le président de la République s'est associé à l'hommage rendu, par le ministre de l'Intérieur, aux personnels civils et militaires mobilisés pour remédier aux conséquences de cette tempête. « Il est bon qu'en cette grave circonstance la solidarité de la nation se soit manifestée. Je rends hommage à tous ceux qui — élus locaux, agents de l'Etat et des collectivités locales de la police et des grands services publics — ont pris part aux secours. Il s'agit maintenant de poursuivre l'action entreprise et de mettre en œuvre toutes les dispositions de la loi de 1982 » (sur le fonds de garantie des assurances). — NDLR.

M. Juppé a rendu compte, enfin, de la communication de M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité sociale, sur le plan d'action du gouvernement contre la pauvreté et la précarité. Le porte-parole a déclaré que le dispositif des compléments locaux de ressources est « plus approprié que les dispositifs d'assistance archaïques connus sous le nom de revenus minimum garanti, ou autres ».

A la suite de la communication de M. Adrien Zeller (voir ci-dessus), le président de la République, indiquant-on à l'Elysée, a estimé, en approuvant les mesures prises, qu'il sera nécessaire pour tout gouvernement, à l'avenir, de réfléchir aux conditions de mise en place d'un revenu minimum pour les plus défavorisés, accompagné de mesures permettant leur insertion effective dans la société.

### L'extension des mesures d'assistance

Le bilan présenté en conseil des ministres par M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de l'action sociale, fait apparaître qu'en 1987, les fonds d'impayés de loyer ont été étendus à l'ensemble des départements, et que les fonds d'aide au logement et de garantie (permettant aux plus démunis d'obtenir un logement) ont couvert une cinquantaine de départements. La capacité des centres d'hébergement a été portée à 38 000 places. Des « contrats d'objectif » ont été généralisés avec les organisations caritatives, chaque préfet connaissant, d'autre part, les crédits attribués aux antennes locales de ces associations.

Au total, 321 millions de francs ont été attribués pour l'aide d'urgence, auxquels s'ajoute l'équivalent de 200 millions de francs de surplus alimentaires fournis par la CEE et les crédits destinés aux « compléments locaux de ressources » (80 millions de francs pour l'Etat, 123 millions pour les départements).

Pour 1988, 300 millions de francs sont inscrits dans le projet de loi de finances, mais les dépassements de

crédits permettront d'aller jusqu'à 469 millions. L'objectif est notamment d'étendre à la totalité du territoire les fonds d'aide au logement ; quant aux fonds d'impayés de loyer, leur dotation sera doublée, passant à 60 millions de francs. Un certain assouplissement sera apporté à l'ouverture des centres d'hébergement en fonction des nécessités locales.

A la fin de l'année 1987, soixante-dix départements auront signé des conventions avec l'Etat pour l'attribution des « compléments locaux de ressources » (en échange d'un travail à temps partiel et d'une formation) ; cela devrait permettre de couvrir 20 000 personnes ; selon le ministre des affaires sociales, le chiffre réel actuel serait entre 8 000 et 10 000. Pour tenir compte des critiques, le versement de l'allocation, qui n'était prévu que pendant six mois, pourra être prolongé d'autant. La condition de résidence exigée (deux ans dans le département) pourra être réduite ou supprimée par les conseils généraux.

G. H.

### Méto-crado

Dans ma série Je-prends-le-méto-ça-sent-mauvais, c'est-à-dire, voici un nouvel épisode. Vous ne devinez jamais qui l'a pris, hier, le RER. Le ministre des transports soviétique. Ça l'a foutu dans une rogne pas possible. Il a pas l'habitude forcément. Pour lui les transports en commun, c'est un chauffeur et une Excellence, les fesses bien collées sur les coussins d'une grosse cylindrée à cocarde, traçant à coups de sirènes dans les embouteillages.

Là, il a bien été obligé d'y descendre dans le méto. Il inaugurerait la première section de la ligne D : trains directs de Villeneuve-St-Martin à Châtelet. Il en a profité pour leur filer une leçon de mœurs de la RATP. Ouais, c'est plus tolérable, ces rames bondées, où s'entassent, comme herbes en casque, des centaines de milliers d'usagers, aux heures de pointe, ces rames trop ramassées, ces rames en retard, cette incurie, cette saleté, y en a marre.

C'est pas gentil ! Et ça tombe mal. Juste au moment où se déclenche une formidable opération : prendre qui aura coûté la peau de nos fesses mal lavées. S'agit pas de la propre du méto, attention, s'agit de celle des passagers, isolés, par voie d'effluves, à se débattre sous les bras ; à se brosser les dents et à s'asperger d'eau de toilette. Si ça empestait thédains, c'est la faute à qui ? A vous, à moi ?

Non, pas à vous, m'avez le ministre, vous, vous êtes prêts sur vous. Mais, vous, les conseils, les conseils, on peut tellement qu'ils ont été obligés de passer les stations les plus fréquentées, les gares d'attente — quatre heures différentes, écoutez de près — dans les produits dégrasants.

Maintenant qu'on respire sous la violence, quelle importance d'attendre dix minutes de plus ou de moins sur un quelconque monde. On y est trépassé.

CLAUDE SARRAUT.

• Mort de Georges Douding. — Nous apprenons la mort de Georges Douding.

Né le 6 août 1902 à Paris, Georges Douding fut peintre, comédien, musicien et danseur. Il avait également assuré la mise en scène d'une quarantaine de spectacles, dont Sodome et Gomorre, Lucienne et le Bouquet, le Marchand de Venise.

En 1953, il succéda à Gaston Baty à la tête de Centre dramatique de Provence.

M. FRANÇOIS PERIGOT invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. François Perigot, président du Conseil national du patrimoine français, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury RTL-le Monde » le dimanche 25 octobre, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Perigot, qui préside le CNPF depuis 1986, répondra aux questions d'André Beaumont et de François Gracichard de Monde, et de Jean-François Lauer de RTL. Le débat sera dirigé par Olivier Morel.

ON LE SAIT BIEN QU'IL N'Y EN A QU'UN

PRATIQUEMENT TOUTES LES VILLES

É-TON-NANT-SI DE - 25% à - 50%

SEULE LE PRÉ-PAIDÉ MASQUE

SEULE DES GRANDS CONFORTS

et de propre fabrication soignée pour LES TRÈS GRANDS et LES TRÈS PETITS

STEPHANE MEN'S

DE LUXE

CHAMPS ÉLYSÉES - 8 rue de Washington RIVE GAUCHE - 75001 Paris - Saint-Germain

Et aussi à STRASBOURG maintenant 19 FAUBOURG NATIONAL

Pour la franchise tel. 42-08-01-11

PEUGEOT

**Darl'mat**

PEUGEOT TALBOT  
146 BOULEVARD DE GRENELLE  
75015 PARIS - 45 75 62 80

### LA MARTINIQUE EN CONCORDE ET LES FÊTES AU MERIDIEN.

Océan Atlantique

Montagne Pelée

Fort-de-France

Le François

9 JOURS AU MERIDIEN: 18 500 F

**Jet-tours**

REVE PROMIS. REVE TENU!

Vous partez le 21 décembre. Voyage aller en Boeing 747 Air France, 7 nuits avec petits déjeuners au Meridien Trois Bets, retour en Concorde le 28 décembre. 18 500 F. Vous partez le 28 décembre. Voyage aller à bord du Concorde, 7 nuits en demi-pension au Meridien Trois Bets, retour en Boeing 747 Air France le 4 janvier 1988. 20 000 F.

LE BON CÔTÉ DE LA MODE CHEZ RODIN LES PRIX

38, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Du 15-10-87 au 15-02-88

Nous ajoutons jusqu'à 10 % à notre tarif habituel de

**REPRISE** de votre ancien matériel contre un équipement nouveau

En **DISCOUNT** toutes les grandes marques avec la garantie

**ODÉON - PHOTO**  
110, bd Saint-Germain Paris 6° - M° Odéon

vente exceptionnelle!!

Pensez à vos cadeaux de fin d'année du 15 au 28 octobre sur un stock important de

**BIJOUX** remises jusqu'à

**- 50 %**

**Francis Javitt**

Centre Commercial Maine Montparnasse 66 Bd Montparnasse 75015 Paris  
tel. 45 38 58 52 - Ouvert du lundi au samedi de 10 h à 19 h  
1 heure de parking gratuite à tout acheteur

P A R I S